

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES ET
EDUCATIVES

UNITE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

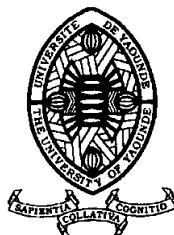
DEPARTEMENT D'HISTOIRE

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

POST GRADUATE SCHOOL FOR THE
SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
THE SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF HISTORY



**ELITES ET DEVELOPPEMENT LOCAL DANS LE
DEPARTEMENT DE NYONG ET MFOUMOU : CAS DE LA
COMMUNE D AKONOLINGA (1959-2026)**

Mémoire présenté et soutenu publiquement le 26 mars 2026 en vue de l'obtention du diplôme
de Master en Histoire

Spécialisation : Histoire Economique et Sociale

Par

Willy Joëlle ESSAMBA SAMBA

Titulaire d'une Licence en Histoire



Jury

Qualités	Noms et Prénoms	Universités d'attache
Président	ESSOMO NGOSSIA Patrick (MC)	Université de Yaoundé I
Rapporteur	SAHA TCHINDA Etienne (CC)	Université de Yaoundé I
Membre	MBARGA MESSOMO Jeanne (CC)	Université de Yaoundé I

Avril 2026

À

Mes parents pour leur amour inconditionnel.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	iv
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES.....	v
LISTE DES ILLUSTRATIONS	vi
RÉSUMÉ.....	vii
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE	2
II. RAISONS DU CHOIX DU SUJET	3
III. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE	4
IV. INTÉRÊTS DE L'ÉTUDE.....	4
V. DÉLIMITATION SPATIO-TEMPORELLE.....	5
VI. DÉFINITIONS DES CONCEPTS.....	6
VII. REVUE DE LA LITTÉRATURE	11
VIII. PROBLÉMATIQUE	14
IX. APPROCHE METHODOLOGIQUE	15
X. DIFFICULTES RENCONTREES	16
XI. PLAN	17
CHAPITRE I : LA COMMUNE D'AKONOLINGA A L'ERE DE LA DECENTRALISATION.....	20
I. CONTEXTE DE CRÉATION DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA ET LA DECENTRALISATION AU CAMEROUN.....	21
II. LES RESSOURCES OU POTENTIALITES DE LA COMMUNE.....	29
CHAPITRE II : ÉTAT DE LIEU DE LA VIE SOCIO-ÉCONOMIQUE DANS LA COMMUNE D'AKONOLINGA	44
I. CATÉGORIE DES ÉLITES DANS LA COMMUNE D'AKONOLINGA.....	45
II. LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE PRECAIRE DANS LA COMMUNE D'AKONOLINGA.....	58
CHAPITRE III : L'ÉLITE DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA FACE AU DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT.....	72

I.	LA CONTRIBUTION SOCIOPOLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE L'ÉLITE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA.....	73
II.	STRATÉGIES D'ENGAGEMENT ET DE MOBILISATION ADOPTÉES PAR LES ÉLITES.....	87
III.	LES LIMITES DE L'ÉLITE DANS LE DÉVELOPPEMENT SOCIOPOLITIQUE ET CULTUREL DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA.....	91
CHAPITRE IV : DIFFICULTES, BILAN ET PERSPECTIVES RELATIVES AUX ACTIVITES DES ELITES DANS LA LOCALITE D'AKONOLINGA.....		100
I.	LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ELITES DANS LA L'ACCOMPLISSEMENT DE LEURS ACTIVITÉS.....	101
II.	RETOMBÉES DES ACTIVITÉS DES ÉLITES.....	106
III.	JALONS POUR UNE MEILLEURE MOBILISATION DES ÉLITES LOCALES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA.....	115
CONCLUSION GÉNÉRALE		128
ANNEXES.....		133
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....		138
TABLE DES MATIERES		149

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce travail s'est faite avec les efforts et contributions de plusieurs personnes qui méritent une reconnaissance de notre part.

Nous tenons tout d'abord à remercier notre directeur de recherche, le Docteur Étienne Saha Tchinda qui a accepté de superviser nos travaux et qui a toujours été patient mais, également a mis à notre disposition son expertise pour éclairer nos réflexions. C'est un grand honneur et un véritable plaisir de l'avoir eu comme encadreur.

Notre gratitude envers tous nos enseignants du département d'histoire qui ont semé en nous le fondement de la culture historique. Sans leur contribution, cette recherche n'aurait pas été possible. Qu'ils reçoivent ici nos sincères reconnaissances.

De même, nous remercions tous les personnels de la représentation de la commune d'Ayos et Sous-préfecture pour leur contribution, leur disponibilité et leurs encouragements. Nous exprimons notre profonde reconnaissance et leur témoigne en même temps ma plus grande estime.

Nos grands et profonds remerciements à nos amis qui, de près ou de loin ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AGR	: Activités Génératrices de Revenus
CCU	: Centre Catholique Universitaire
CTD	: Collectivités Territoriales Décentralisées
FEICOM	: Fond Spécial d'Équipement Intercommunal
MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINEDUB	: Ministère de l'Éducation de Base
MINEE :	: Ministère de l'Eau et de l'Énergie
MINEFOP	: Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MRC	: Mouvement pour la Renaissance du Cameroun
ODD	: Objectifs de Développement Durable
OMS	: Organisation mondiale de la santé
ONU	: Organisation des Nations Unies
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PCD	: Plan Communal de Développement
PNDP	: Programme National de Développement Participatif
RDPC	: Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
SDF	: <i>Social Democratic Front</i>
UNESCO	: <i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation</i>
UNICEF	: <i>United Nations International Children's Fund</i>

LISTE DES ILLUSTRATIONS

A-LISTE DES PHOTOGRAPHIES

1: Préparation d'une cuisson à base de vivre agricole à Akonolinga.....	34
2: Poisson de type Kanga pêché à Akonolinga	39
3: Quelques comptoirs des populations du marché à Akonolinga	40
4: Intronisation d'une élite en tant que chef traditionnel	58
5: Le grand pont d'Akonolinga	64
6: Château d'eau d'Akonolinga.....	66
7: Hôtel de ville d'Akonolinga.....	76
8: Place de fêtes de la ville d'Akonolinga.....	78
9 : Réhabilitation de l'axe Etol-Afem dans la commune d'Akonolinga	86
10 : Forage construit par l'Honorable Pierre Georges Akamba Assembe à Zalom en 2021.	88

B- IMAGES

1 : Atelier de formation des jeunes à l'entrepreneuriat en 2019.	79
2 : visite du projet palmier d'Akonolinga 13 février 2026.....	80
3 : Footballeur Patrice Alphonse Bengondo elite d'Akoonolinga	83
4 : Appui en matériel d'agriculture aux populations de commune d'Akonolinga	84

C-LISTE DES CARTES

1: Localisation de la commune d'Akonolinga	18
2: Les ressources naturelles d'Akonolinga.....	19

D- LISTE DES TABLEAUX

1 : synthèse des activités agricoles dans la commune d'Akonolinga	33
---	----

RÉSUMÉ

Notre mémoire porte sur « Elites et développement local dans le Département du Nyong et Mfoumou : cas de la commune d'Akonolinga ». Cette contribution a pour objectif d'analyser le rôle des élites locales dans le développement de la commune d'Akonolinga, ceci dans un contexte de décentralisation de la vie politique, économique et sociale au Cameroun. En clair, il s'agit d'évaluer les retombées des différentes activités menées par les élites dans cette localité en termes de développement depuis la création de la commune en 1959 jusqu'à l'année 2000. La commune d'Akonolinga située dans la région du Centre au Cameroun et chef-lieu du Département du Nyong et Mfoumou est une collectivité territoriale décentralisée. Au Cameroun, les gouvernants locaux sont devenus des acteurs centraux du processus de développement local. Ils jouent le rôle de facilitateurs avec un appui aux projets d'entreprises et/ou d'entrepreneurs comme les investissements publics et privés générateurs de ressources. Ainsi, nous sommes en droit de demander quel est le rôle joué par les élites d'Akonolinga dans le processus de Développement de leur localité ? Pour mieux dire, quelles sont les différentes activités menées par ces élites en matière de développement ? A travers une enquête documentaire comprenant la compilation des sources écrites, notamment le plan communal de développement de la commune d'Akonolinga, le recours aux témoignages oraux, nous pouvons dire que le rôle des élites dans le processus de développement de la commune d'Akonolinga apparaît fondamental, bien que confronté à des limites structurelles et conjoncturelles. Cependant, ces actions restent souvent ponctuelles, non coordonnées, et parfois motivées par des logiques politiques ou de prestige personnel, au détriment d'une vision stratégique à long terme. Les difficultés majeures identifiées incluent notamment le manque de synergie entre les élites, l'insuffisante implication des populations bénéficiaires, la faiblesse du soutien institutionnel de l'État, et l'existence de rivalités internes. Pour faire face à ces limites, nous invitons à une décentralisation effective. Le développement de cette commune passe par une redéfinition des rôles des élites comme partenaires techniques, relais institutionnels et catalyseurs de la mobilisation communautaire.

Mots clés, Elite, Développement, Akonolinga,

ABSTRACT

Our thesis focuses on "Elites and Local Development in the Nyong and Mfoumou Department: The Case of the Municipality of Akonolinga." This contribution aims to analyze the role of local elites in the development of the municipality of Akonolinga, within the context of the decentralization of political, economic, and social life in Cameroon. Specifically, it seeks to assess the impact of the various activities undertaken by elites in this locality in terms of development from the municipality's creation in 1959 until the year 2000. The municipality of Akonolinga, located in the Central Region of Cameroon and the capital of the Nyong and Mfoumou Department, is a decentralized local authority. In Cameroon, local leaders have become central actors in the local development process. They act as facilitators, supporting business and/or entrepreneurial projects, as well as public and private investments that generate resources. Through a documentary investigation including the compilation of written sources, notably the communal development plan for the commune of Akonolinga, the use of oral testimonies, we can say that the role of the elites in the development process of the municipality of Akonolinga appears fundamental, although faced with structural and cyclical limits. The report reveals notable interventions in the fields of education, health, access to water and infrastructure, reflecting a certain willingness to respond to community needs. However, these actions often remain punctual, uncoordinated, and sometimes motivated by political logics or personal prestige, to the detriment of a long-term strategic vision. The major difficulties identified include in particular the lack of synergy between the elites, the insufficient involvement of the beneficiary populations, the weakness of institutional support from the State, and the existence of internal rivalries. To face these limits, we call for effective decentralization. The development of this municipality involves a redefinition of the roles of the elites as technical partners, institutional relays and catalysts of community mobilization.

Key-Words Elite, Development Akonolinga

INTRODUCTION GÉNÉRALE

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE

La question du développement est devenue aujourd'hui un sujet qui mobilise les acteurs à tous les niveaux : institutionnel, administratif, associatif, etc. Depuis les deux décennies qui ont suivi les indépendances, les Etats africains ont été soumis à un système de gestion qui n'a pas pris en compte les besoins essentiels des populations à la base¹. Malgré d'énormes richesses naturelles dont disposent les pays en voie de développement, les peuples sont victimes des problèmes de la mise en œuvre de certains programmes d'aménagement du territoire, de l'analphabétisme, de la dégradation de l'environnement et du cadre de vie de plus en plus pénible². Cette période est dominée dans tous les Etats africains par les désengagements des Etats dans tous les secteurs. En effet, des années de succès mitigés et, dans bien des cas, d'échecs du développement vers le bas viennent appuyer cette reconnaissance de l'acteur local comme étant l'élément clé du développement socio-économique. Une conceptualisation de la construction sociale des localités, qui place en son centre l'acteur local, est présentée, ainsi que les réalités de processus de développement que l'on peut observer.

Ainsi, La participation des populations locales est devenue un élément majeur des stratégies de lutte contre la pauvreté³. De ce fait, les réformes de décentralisation engagées dans les années 1990 en Afrique apparaissent comme des instruments de développement. Toutefois, les effets des processus de décentralisation tardent à se faire sentir et des différences importantes apparaissent entre les territoires ; certains réussissant mieux que d'autres. Or la décentralisation n'a de sens que si le gouvernement local réussit effectivement à impulser de véritables dynamiques de développement.

Aujourd'hui, l'on note une approche purement technique à remplacer les acteurs au centre de la réflexion. Au Cameroun, les gouvernants locaux sont devenus des acteurs centraux du processus de développement local. Ils jouent le rôle de facilitateurs avec un appui aux projets d'entreprises et/ou d'entrepreneurs comme les investissements publics et privés générateurs de ressources, et/ou de stimulateurs en encourageant et en orientant les investissements. Ils sont également devenus les partenaires privilégiés des grandes entreprises. Dans cette perspective, les

¹ P.Y. Ilboudo, « Le développement Local face à la politique de décentralisation », Mémoire de Master en Science politique, Université de Ouagadougou, 2009, p. 28.

² *Ibid.*

³ <https://www.ise.unige.com> Consulté le 01 septembre 2024.

gouvernements locaux ont été créés et ont fait émerger de nouvelles élites locales⁴. C'est le cas de l'arrondissement d'Akonolinga au Centre Cameroun où les élites locales se donnent à impulser les dynamiques du Développement, à favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'entreprises et d'entrepreneurs, proposant des biens et des services diversifiés, créant de valeur d'emploi⁵. Ces élites locales se démarquent durablement et jouent un rôle clé dans la transformation. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui nous amène à porter le choix sur ce sujet. Ainsi, plusieurs raisons expliquent le choix de ce thème, à savoir les raisons d'ordre personnelles et scientifiques.

II. RAISONS DU CHOIX DU SUJET

La première raison qui mérite une analyse relève des constats personnels. Le désir de mener une réflexion sur la question de développement dans la localité d'Akonolinga, tire ses raisons d'un constat personnel. À cet effet, dans cette localité, nous avons constaté que les élites locales ont apporté un appui dans plusieurs secteurs de développements. L'un des aspects ayant retenu notre attention, est la construction des hôpitaux, des infrastructures scolaires, routières, des forages, pour ne citer que ceux-là. À cause de ces infrastructures, nous avons constaté que le niveau de développement de cette localité a connu un rythme croissant.

Au niveau scientifique, ce travail est motivé par le désir d'appréhender dans une certaine mesure la synergie d'efforts fournis par les élites de la localité d'Akonolinga en matière de développement. De plus, il faut préciser que plusieurs chercheurs se sont intéressés à la question de développement dans le département du Nyong et Mfoumou, mais l'apport des élites en matière de développement dans la localité d'Akonolinga, n'a pas fait l'objet de recherches spécifiques. D'où les raisons qui ont abouti à la formulation de cette thématique : "Elites et développement dans le département du Nyong et Mfoumou : cas de la commune d'Akonolinga, 1959-2000". Examinons à présent les objectifs de ce travail.

⁴ G. Simard, « La participation au Développement Local, le cas du Niger », Mémoire de Maitrise en Sociologie, Université de Québec à Montréal, 2008, p. 67.

⁵ *Ibid.*

III. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Dans un travail de recherche, les objectifs sont les points de départ d'un projet de recherche. Ils indiquent ce que le chercheur veut pouvoir accomplir dans son travail de recherche. Ils indiquent l'intention de l'étude, l'idée principale. Il s'agit de préciser le but qu'on veut atteindre ou ce qu'on veut démontrer en menant une recherche. Ainsi, Cette étude présente à la fois l'objectif général et des objectifs spécifiques.

1-Objectif général. Pour contribuer au développement dans la localité d'Akonolinga, cette étude a pour objectif principal d'évaluer les retombées des différentes activités menées par les élites de la localité d'Akonolinga en termes de développement.

2-Objectifs spécifiques. Si l'objectif général est d'évaluer les retombées des différents apports des élites, les objectifs spécifiques quant à eux, vont expliquer l'objectif général. Il s'agit notamment d' :

- analyser les différents axes d'intervention des élites ;
- énumérer les obstacles auxquels font face les élites dans l'accomplissement de leurs missions ;
- évaluer l'impact des actions de ces élites.

Les objectifs présentés nous conduisent vers l'intérêt de ce travail. Présentons à présent l'intérêt de ce travail.

IV. INTÉRÊTS DE L'ÉTUDE

La présente étude dégage un certain nombre d'intérêts justifiant le crédit à accorder à la présente recherche. Ainsi, ce travail présente trois intérêts, notamment l'intérêt socio-économique et scientifique.

Du point de vue social, le présent travail apporte une contribution à la compréhension des mesures tendant à résoudre le problème auquel fait face la localité d'Akonolinga. Cela passe par la multiplication des interventions des élites et ses partenaires au développement, qui, grâce à la coopération, viennent renforcer les efforts déployés par les élites.

Au niveau scientifique, cette étude est comprise comme une modeste contribution à l'essor de la localité d'Akonolinga. Elle se veut une contribution à l'historiographie de la Région du Centre en général et la Commune d'Akonolinga singulièrement. Cela permet, dans le cas d'espèce, de contribuer objectivement à la résolution des problèmes de sous-développement qui frappe cette localité. De même, le présent travail se focaliser davantage sur les enjeux et les défis que connaît l'économie dans cette partie du pays. La délimitation spatio-temporelle du présent travail mérite d'être examinée.

V. DÉLIMITATION SPATIO-TEMPORELLE

Circonscrire une étude renvoie à la délimitation géographique et temporelle. La première, renvoie au cadrage géographique de la recherche. Il s'agit, en clair, de dire dans quel espace géographique la recherche est menée. Quant à la seconde, elle consiste à préciser la période durant laquelle le travail est mené. Ainsi, ces délimitations permettent d'éviter le sujet très lourd à porter. A cet effet, l'on a doté la présente étude d'une double délimitation afin de rendre la recherche précise et pertinente.

1- Délimitation Spatiale.

La Commune d'Akonolinga est située dans la Région du Centre-Cameroun, précisément dans le Département de Nyong et Mfoumou. Il s'étend sur 1095 km². Cette Commune est limitrophe de cinq (05) Communes⁶, notamment, au Sud- est par la Commune de Messamena. Au Nord- ouest, par la Commune d'Ayos, au nord par la Commune de Mengang, au sud-ouest par la commune d'Endom. Au sud-ouest dans le département du Nyon et Kélé par la Commune de Ngog-Mapubi.

2-Délimitation temporelle.

En ce qui concerne le cadre temporel, cette étude couvre une période de cinquante-huit ans (1959-2026). L'année 1959 est choisie comme borne inférieure. Elle marque l'année de création de la Commune. L'année 2026 quant à elle est choisie comme borne supérieure. Deux événements précis la caractérisent. Premièrement, la Commune d'Akonolinga a fait l'objet d'un choix du gouvernement dans le cadre de l'entrepreneuriat jeune. À cet effet, dans le souci

⁶ <https://ise.unige>, consulté le 09 septembre 2024.

d'accompagner cette jeunesse dynamique représentée respectivement par Martial Essouma (Secrétaire de la coopérative) et Ferdinand Assembe Abomo; le maire de la commune d'Akonolinga l'Hon. (PCA de ladite coopérative) accompagné d'une équipe du MINADER, ont procédé ce vendredi 13 février 2026, à l'évaluation à mi-chemin du projet palmiers à huile dans la commune d'Akonolinga⁷.

Deuxièmement, le budget pour 2026 a été adopté au terme des travaux de 48 heures, à 2.417.977.550 (deux milliards quatre cent dix-sept millions neuf cent soixante-dix-sept mille cinq cent cinquante) en équilibre pour le développement local de la commune. Cette session s'était tenue du 19 au 20 février 2026 dans le bâtiment de ladite commune⁸. À cette session, l'ordre du jour de ces travaux, portait essentiellement sur l'examen et le vote du budget pour l'exercice 2026. En présence de Samuel Monebo, préfet du département du département du Nyong-et-Mfoumou, Pierre Georges Akamba Assembe, maire de la commune d'Akonolinga et président dudit conseil, a conduit les travaux qui ont particulièrement impliqué la participation de tous les conseillers municipaux. La session a été élargie aux chefs traditionnels, élites et représentants des communautés vivant à Akonolinga. En effet, selon le maire, cette enveloppe budgétaire votée devra essentiellement servir, à l'amélioration des services de base, la promotion du développement économique, l'embellissement de la cité, avec l'achèvement du bitumage de l'axe Akonolinga-Carrefour Yil et Akonolinga-Endom-Obout en construction⁹. Le maire s'est engagé à l'utiliser dans les règles de l'art, pour le bien-être des populations. Notons que ledit budget servira aussi à financer certaines organisations avec lesquelles elle est en partenariat et ayant des projets solides en faveur du développement.

VI. DÉFINITIONS DES CONCEPTS

La clarification des concepts, permet dans un travail de recherche de comprendre le sens et la signification d'un sujet et d'éviter des malentendus et des interprétations tendancieuses¹⁰. C'est ainsi que E. Durkheim affirme : "Le savant doit d'abord définir les choses dont il traite afin que l'on sache bien de quoi il est question [...] une théorie ne peut être contrôlée que si l'on sait

⁷ « Le maire d'Akonolinga et l'entrepreneuriat jeune », <https://www.google.com> Consulté le 19 avril 2026 à 9h30.

⁸ D. Oben, « Ebolowa 2 : La Commune table sur 2,6 milliards pour 2025 », *In La Politique*, Février 2025. En ligne, <https://www.journal.rdpdpdm.com> consulté le 07 Septembre 2025 à 05h45.

⁹ Oben, « Ebolowa 2 : La Commune... ».

¹⁰ Qualifie des paroles ou des écrits qui laissent deviner certaines tendances sans les marquer explicitement

reconnaitre les faits dont elle doit rendre compte." Pour comprendre cette étude dans sa globalité, il est important que l'on définisse les mots clés. Ainsi, les concepts à définir sont : Elite, Développement, Développement local et Arrondissement.

-Elite. Dérivé du latin *legere* renvoyant à l'action d'élire (cueillir, enlever, trier, choisir), d'après Giovanni Busino, c'est à partir du XIV^{ème} siècle que le vocable prend le sens d'élus, de choisis, éminent, distingué, qualifiant ce qu'il y a de meilleur dans un ensemble d'êtres ou de choses, dans une communauté ou parmi divers individus. Ainsi, progressivement, on parle de l'élite de la noblesse, d'une profession ou d'un métier, bref de faire élite. La définition avancée par Hanz Dreitzel pour qui une élite est formée de ceux qui occupant les positions les plus élevées dans un groupe, une organisation ou une institution ont atteint ces positions principalement grâce à une sélection de capacités personnelles¹¹. Ils ont du pouvoir ou de l'influence en raison du rôle lié à leurs positions. Au-delà de leurs intérêts de groupe, ils contribuent directement au maintien ou au changement de la structure sociale et des normes qui la sous-tendent. Leur prestige leur permet de jouer un rôle de modèle contribuant, à partir de leur groupe, à influencer normativement le comportement d'autre¹². De même, on apprend des dictionnaires classiques de la langue française que l'Elite s'est construite à partir du mot féminin *élit*, ancien participe passé d'élire (*eligere*), déjà en usage au XII^{ème} siècle Au début du XIX^{ème}. On trouve aussi dans le très prestigieux *Dictionnaire de la conversation et de la lecture*, la définition suivante : Elite. Ce mot fait du latin *electus*, choisi, indique ce qu'il y a de mieux, de plus parfait dans chaque espèce d'individus ou de choses, et désigne aussi cette opération mentale ou physique par laquelle on sépare d'un tout ce qui est de nature à en former l'élite. On apprend des dictionnaires classiques de la langue française que le terme Elite s'est construit à partir du mot féminin *élit*, participe passer d'élire (*eligere*), déjà en usage au XII^{ème} siècle¹. Il vient du latin classique *legere* renvoyant l'action d'élire (cueillir, enlever, trier, choisir), et avait donné *legio* caractérisant ainsi le fait que les soldats de cette division de l'armée romaine étaient recrutés au choix. Le *Dictionnaire de la conversation et de la lecture*, la définition suivante : Elite. Ce mot fait du latin *electus*, choisi, indique ce qu'il y a de mieux, de plus parfait dans chaque espèce d'individus ou de choses, et désigne aussi cette opération mentale ou physique par

¹¹ W. Genieys, *Sociologie politique*, Paris, Arman Colin, 2011, p. 81.

¹² <https://www.iram-fr.org>, consulté le 07 aout 2024.

laquelle on sépare d'un tout ce qui est de nature à en former l'élite¹³. Ce n'est pas toujours chose facile qu'on pourrait croire, que de faire l'élite de ce qu'il y a de mieux dans un objet ou dans un sujet quelconque. En effet, une élite est composée d'intellectuels de haut niveau, d'artistes, de leaders d'opinion et de leaders religieux. Selon la guinéenne Kadiatou Diallo, économiste du développement il existe presque conventionnellement en Afrique trois catégories d'élite dont une première catégorie qui se contente :

d'observer la situation, la subir sans entreprendre une quelconque action pour agir en vue de contribuer au changement'', une seconde catégorie qui '' contribue à sa façon au développement à travers son expertise, ses conseils et orientations et enfin une troisième et dernière catégorie qui est celle qui a infiltré l'appareil d'Etat et constitue un noyau dur et nocif¹⁴.

C'est cette dernière catégorie d'élite qui est au cœur de la conception, de l'orientation, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques, programmes et projets de développement dans nos différents pays d'Afrique. Une position sociale qui confère à ce groupe d'individus dénommé une certaine légitimité aux yeux des masses populaires ; donc des pouvoirs de décision, de répression, parfois même des pouvoirs de donner la mort etc¹⁵.

Développement. Selon Gilbert Rist, le développement est assimilé au processus qui induit le changement dans l'évolution naturelle. De l'évolution naturelle au changement social, la transposition semble assez simple à réaliser. L'évolution, le changement social deviennent le processus de développement. Comme dans la théorie naturaliste, les principes de directionnalité (la finalité), de continuité (le processus ininterrompu), de cumulative (l'effet cumulatif) et d'irréversibilité (l'impossible retour à un stade antérieur) sont présents. En mettant tous ces principes ensemble, le développement apparaît comme un processus de changement ininterrompu, ayant des effets cumulatifs qui sont irréversibles et qui sont dirigés vers une finalité précise. Voilà qui nous donne une première définition du développement et de son origine. Selon Rist, le développement occupe au sein de l'idéologie naturaliste une place à part car il renvoie à une longue tradition qui s'étend sur la longue durée de l'histoire occidentale¹⁶. Une histoire qui va d'Aristote jusqu'au XIXe siècle où l'on verra le triomphe de l'évolutionnisme social où les

¹³ Dictionnaire de la conversation et de la lecture. <https://www.dictionnaire-francais-et-lecture.org> Consulté le 09 avril 2026.

¹⁴ K. Diallo, *Les phases du développement : une complexité dans la mondialisation*, Paris, Dunod, 1974, pp. 122-125.

¹⁵ S. Tremblay, *Du Concept de Développement au Concept de l'Après le Développement : Trajectoire et Repères Théoriques*, Université du Québec à Chicoutimi, 1999, p. 7.

¹⁶ Tremblay, *Du Concept de Développement*, p. 7.

progrès de la technique et de la science vont devenir les moteurs de la croissance et de sa représentation, le développement. De son côté, F. Pérou définit le développement comme la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire, à croître cumulativement et durablement son produit réel global¹⁷.

Ainsi le développement implique l'amélioration du bien-être de toute la population et se traduit par une hausse de revenu par tête, un accroissement de la ration alimentaire et meilleurs accès aux services de santé et de l'éducation. Dans cette perspective, le développement est non seulement irréversible, mais il apparaît aussi inévitable, tout comme l'évolution naturelle. Dans la conception du développement proposée par les dirigeants occidentaux, le développement apparaît comme un idéal à atteindre, un concept prêt-à-porter ou prêt-à-utiliser ou encore une recette qui peut être apprêtée dans toutes les parties de globe en suivant le mode d'emploi donné par les occidentaux et par leurs représentants. Une recette qui leur permettra enfin de sortir des ornières du sous-développement et d'atteindre l'état de grâce du développement¹⁸.

Cette idée que le développement ait un contenu culturel défini, précisément ici un contenu occidental, vient en contradiction avec l'idée du développement comme donnée naturelle et il nous apparaît important ici de voir comment ces visions se contredisent et s'affrontent. À ce sujet, S. Latouche est très explicite lorsqu'il affirme :

L'économie n'est pas une réalité naturelle, c'est une invention historique et culturelle, qui reçoit tout particulièrement une impulsion sans précédent dans la modernité occidentale. Si la culture, comme je le pense avec les anthropologues, est la réponse des groupes humains au problème de l'existence, c'est l'économie qui est une dimension de la culture. Non seulement elle n'est pas complémentaire de la culture, mais en Occident, elle tend à en devenir le substitut par l'absorption de toutes les dimensions culturelles¹⁹.

Dans la vision occidentale et évolutionniste du développement, celui-ci apparaît essentiellement économique, c'est-à-dire qu'il est induit par des facteurs ou des actions à caractère économique et il a une finalité économique. Et même lorsque la finalité du

¹⁷ A. Abdou, « Le développement humain dans les PVD », Mémoire de Maitrise en Sciences Humaines, Université de Mohamed 1 FSJES Oujda Maroc, 2006, p. 10.

¹⁸ Tremblay, *Du Concept de Développement*, p. 7.

¹⁹ *Ibid.*, p. 10.

développement n'apparaît pas uniquement économique, comme dans le discours prononcé aux Nations-Unies par le président Harry Truman²⁰. C'est d'ailleurs à partir de ces principes d'ordre économique qu'ont été façonnées les premières théories du développement.

-Développement Local. Réfléchir en termes de développement local implique de partir d'une hypothèse simple : la qualité des relations qui lient les acteurs dans la proximité contribue à produire des marges de manœuvre nouvelles. Cela revient à penser que l'espace n'est pas soumis à des dynamiques uniquement exogènes, liées à la mondialisation dont on ne cesse de présenter les effets structurants, mais qu'il est mis en mouvement par les hommes et les femmes qui l'habitent (au sens fort du terme) et en sont les acteurs. Le développement local peut donc être lu comme un processus qui impulse, construit et conforte les dynamiques locales et autorise une amélioration substantielle du vivre ensemble et du bien-être de tous²¹. Ainsi, le développement local dépasse l'idée de la croissance économique pour se placer dans la sphère d'un développement durable associant les dimensions économiques, sociales et culturelles, piliers de la durabilité du développement. C'est un objet géographique puisqu'il s'appuie sur ce que J. Lévy présente comme la dimension spatiale des sociétés²².

Apparu dans les années 60, le développement local part d'un principe simple : la mobilisation des potentialités locales (ressources naturelles, sociales, individuelles, tec.) peut orienter les dynamiques socio-économiques. Il est une réponse d'une part à la mondialisation naissante à l'époque, dont on commence à sentir les effets, d'autre part à l'approche frontale de l'aménagement du territoire, très centralisé, qui agit par rattrapage massif des retards économiques dans une dynamique exogène dont on sent poindre les limites. Il émane essentiellement de territoires qui se considèrent marginalisés par ces politiques frontales, souvent ruraux et situés dans les zones d'ombres du territoire national. Présentons à présent la question principale de ce travail.

²⁰ Il disait : Les conditions du développement doivent conduire à toute l'humanité au bonheur personnel, les moyens pour y arriver, pour atteindre l'idéal du développement sont essentiellement économiques et même le bonheur a une dimension économique.

²¹ <https://www.iram-fr.org>, consulté le 06 aout 2024.

²² Il met au cœur de la problématique le triptyque territoire/acteur/développement. C'est donc clairement une action volontaire et organisée autorisant un agir ensemble et un vivre ensemble.

VII. REVUE DE LA LITTÉRATURE

La revue de la littérature est une démarche qui permet d’approfondir la connaissance sur la problématique que l’on veut étudier. A cet effet, elle s’appuie sur les études empiriques produites par des prédécesseurs. Elle consiste à lire, évaluer, les résultats proposés par les autres chercheurs travaillant dans le même champ de recherche. Elle permet d’analyser et de critiquer les résultants existants, de s’instruire des erreurs des autres chercheurs, d’éviter de reprendre des problèmes déjà étudiés et résolus, de comparer les résultats obtenus dans sa propre recherche aux résultats disponibles dans la littérature scientifique²³. Ainsi, la revue de la littérature informe le chercheur sur les avancées les plus récentes de la recherche et met à sa disposition un matériel déjà élaboré, testé et purifié²⁴.

Dans son ouvrage, Droy²³ présente les rôles que les femmes jouent dans le processus de développement. Il démontre que les groupements féminins sont de véritables catalyseurs du développement économique et social des populations locales. Son ouvrage présente une importance particulière car il analyse la place des femmes dans le développement, seulement l’auteur ne souligne pas les actions des autres acteurs de développement.

F. Kengne Fodouop dans son ouvrage²⁵, s’intéresse à l’apport et à l’initiative des citoyens en faveur du monde rural. Il démontre ainsi l’importance des vies associatives et l’organisation culturelle et économique des citoyens. Son travail nous permet de saisir l’apport des citoyens au développement rural. L’auteur se limite à la région du centre et ne précise pas le rôle des auteurs acteurs au développement.

Dans sa Thèse, Frisa souligne que le Développement Local est un processus qui repose sur les dynamiques d’une multitude d’élites locales, qui, à travers leurs actions et leurs interactions, construisent les capacités²⁶ des territoires. Ainsi, les élites sont des individus pluriels qui poursuivent leurs intérêts et qui usent de leur pouvoir. Elles réalisent un travail institutionnel et modifient les règles du jeu, intentionnellement ou non. Elles ne sont pas les dirigeants formels, mais sont certains acteurs qui sont fonctionnels, qui sont à l’origine du changement et qui

²³ <https://www.academia.edu>, consulté 28 août 2024.

²⁴ I. Droy, *Femmes et développement rural*, Paris, Karthala, 1990.

²⁵ F. Kengne Fodouop, *Citadins et Développement des campagnes au Cameroun*, Yaoundé, PUY, 2003.

²⁶ L. Frisa, « Les élites du développement économique local : Le cas de Foumban au Cameroun », Thèse de Doctorat, l’Université de Paris-Saclay, 2019.

permettent de révéler le potentiel du territoire. Mais seulement, l'auteur se limite aux rôles des élites politiques en matière de développement dans la localité de Fouban.

Saha dans sa thèse²⁷ fait une étude du phénomène en pays bamiléké de l'Ouest Cameroun. Il mène une analyse sur l'extrême complexité des conflits et des protagonistes pour les situer aux échelles familiale, sociale, ethnique qui freine le développement local. Pour lui, si un privilège est accordé à la sacralité de la vie, des mécanismes persuasifs et dissuasifs sont habilement mis en œuvre. Il y aurait ici une quête de l'harmonie entre l'homme, la nature et Dieu, avec en toile de fond le culte de la paix et l'existence des "faiseurs de paix" et des rites de réconciliation. Ce travail est important pour nous, seulement que l'auteur ne précise pas des mécanismes de résolution de ce conflit qui impacte le développement local.

Dans sa Thèse Tchinda²⁸ propose ainsi une analyse sociopolitique d'un cas de changement social par son ampleur et sa rapidité dans le département des Bamboutos. Pour ce faire, elle offre, premièrement, des éléments au lecteur pour comprendre la tension qui animent les sociétés humaines à travers l'immixtion dans l'univers précolonial. Par ailleurs, dans ce travail l'auteur met en évidence les facteurs de la dynamique sociopolitique dans les Bamboutos. Il s'agit, pour ce qui est des facteurs, des circonstances de création des chefferies, de la colonisation, du contexte post indépendance caractérisée par l'insurrection armée et l'institution du parti unique. Cette Thèse présente un intérêt pour cette étude, mais l'auteur ne souligne pas avec précision la place des élites dans le processus de développement dans le département de Bamboutos en général et encore moins dans les autres localités du pays.

Samuel Efoua Mbozo'o²⁹ débute par un rappel historique de l'évolution et des mutations successives qu'ont connues les Communautés Territoriales Décentralisées (CTD) en général et de la Commune Urbaine de Sangmélina en particulier. Après avoir présenté les circonstances ayant conduit à la création de la Commune Urbaine de Sangmélina, l'auteur analyse les missions de l'institution ainsi que son rôle dans l'amélioration des conditions de vies des populations. L'auteur s'attarde en outre sur les véritables raisons de la décentralisation dans les secteurs

²⁷ Z. Saha, « Gestion des conflits et culture de la paix en pays bamiléké de l'Ouest Cameroun du 18e au début du 20^e siècle », Thèse de Doctorat/PhD en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2006.

²⁸ J. Tchinda Kenfo, « Colonisation, Quêtes identitaire, Pratiques Elitistes et Dynamiques Socio-Politiques dans les Bamboutos (Ouest-Cameroun) XIX et XX Siècle », Thèse de Doctorat, Université de Yaoundé1.

²⁹ S. Efoua Mbozo'o., *Les noces d'or de la Commune urbaine de Sangmélina, 30 décembre 1950- 30 décembre 2000*, Yaoundé, Hérodote, 2000.

économiques, culturels et sociaux. Cet ouvrage présente néanmoins plusieurs insuffisances, tout simple parce qu'il ne traite pas de la question de la décentralisation de la commune d'Akonolinga.

Gilbert Biwolé³⁰ présente *l'institution communale au Cameroun*. L'auteur remonte son étude depuis la période coloniale. Ainsi, il montre d'abord le cadre institutionnel de la Commune au Cameroun, en passant par l'historique et la distribution spatiale des collectivités locales. Ensuite, il met un accent particulier sur les relations entre l'Etat et les collectivités locales. Enfin, il analyse le système communal au Cameroun en abordant l'exploitation économique des collectivités locales et le rôle d'encadrement que doivent jouer les pouvoirs publics sur les Communes. Toutefois, il ne mentionne pas le rôle joué par l'élite au sein de la collectivité. Barthélémy Kom Tchuenta³¹. Etudie dans un premier temps l'évolution du système communal au Cameroun. Ensuite, il analyse la gestion urbaine des collectivités territoriales à travers les compétences qui leur sont attribuées et les nouveaux enjeux qui interviennent. Enfin, il évoque la nécessité de l'émergence d'une culture locale. Cette dernière passe selon l'auteur par la mise en œuvre d'un partenariat efficace. Ici il ne met pas l'accent sur les collectivités territoriales décentralisées. Alors que notre étude est centrée sur le développement local et décentralisé. Ce travail présente cependant des limites, dans la mesure où l'auteur ne mentionne à aucun moment notre zone d'étude.

Dans la même logique, Martin Finken³², focalise son argumentation sur l'historique de la Commune au Cameroun en montrant ses différentes mutations. Il passe ensuite au crible les organes de la Commune tant dans leurs attributions et missions que dans leur fonctionnement. Outre les principes budgétaires et financiers, il examine les autres aspects de la gestion municipale : domaine, services publics communaux, aménagements urbains. L'institution municipale est une suite analysée dans son histoire et ses perspectives.

³⁰ G. Biwolé., *L'institution communale au Cameroun*, Yaoundé, SOPECAM, 1985, pp. 16-17.

³¹ B. Kom Tchuenta., *Développement Communal et gestion urbaine au Cameroun : les enjeux de la gestion municipale dans un système décentralisé*, Yaoundé, éditions clé, 1996.

³² M. Finken., *Communes et gestion municipale au Cameroun*, Paris, Presse du groupe Saint-François, 1999.

VIII. PROBLÉMATIQUE

La problématique selon M. Beaud est un : "ensemble construit au tour d'une question centrale, des hypothèses de recherche et des lignes d'analyse qui permettent de traiter le sujet."³³ Quant au Bouchard, définit la problématique comme un apport relativement à la recherche scientifique, en réponse à un besoin issu des sciences humaines, notamment de contextualiser un projet de recherche et d'en justifier la pertinence sur le plan social et scientifique. Elle présente une situation que l'on décrit à l'égard d'un sujet. De cette description émerge un problème de recherche qui, généralement, est posé sous forme d'hypothèse de recherche.

Le présent travail, dans une approche historique, traite de la question des élites et développement dans le Département de Nyong et Mfoumou : cas d'Akonolinga. A cet effet, les élites ont contribué à l'émergence de l'arrondissement d'Akonolinga. Nonobstant les multiples interventions des élites, la question de développement dans cet arrondissement demeure préoccupante. De ce qui précède, se dégage un problème, celui de l'implication des élites d'Akonolinga dans le développement local. Il se dégage de ce problème, la question centrale qu'est celle de savoir : Quel est le rôle essentiel des élites d'Akonolinga dans le processus de Développement de leur Localité ? Quelles sont les différentes activités menées par les élites en matière de développement ? La réponse à cette question passe par l'analyse des préoccupations suivantes :

- Les types d'élites et leurs différentes contributions pour le développement de la commune.
- Les potentialités ou ressources mobilisables de la commune.
- Les actions concrètes qui ont été menées sur le terrain et qui ont eu à soulager les populations d'Akonolinga
- Les difficultés rencontrées ainsi que les perspectives pour un lendemain meilleur dans la commune.

³³ M. Beau, *L'art de la thèse. Comment préparer et rédiger un Mémoire de Master, une Thèse de Doctorat ou tout autre travail Universitaire à l'ère du Net*, Paris, Edition la Découverte, 2006, p. 15.

IX. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Le concept méthode désigne la voie à suivre par l'esprit humain pour décrire ou élaborer un discours cohérent, atteindre la vérité de l'objet à analyser. Ce travail s'est réalisé grâce à plusieurs sources. Parmi ces sources, on peut énumérer les sources orales, écrites, iconographiques, numériques et audiovisuelles.

Les sources primaires, sont des informations recueillies directement par l'auteur dans un document.³⁴ Il s'agit d'un document de première main que l'on utilise pour s'informer d'un sujet. Cela peut être de documents d'archives, des rapports et des textes administratifs, des sources orales, iconographiques, audiovisuelles, numériques, pour ne citer que ceux-là. Cette source n'a pas été retravaillée par un chercheur, elle sert à la formation des sources secondaires.³⁵

Parlant des documents d'Archives, ils sont mobilisés dans les Archives nationales à Yaoundé. Les rapports et d'autres documents administratifs quant à eux, sont collectés auprès de la commune d'Akonolinga. En plus de ces sources, il faut noter que nous avons faire appel aux sources orales. Ces sources occupent une place incontestable dans l'élaboration de cette étude. Elles sont constituées d'un ensemble des témoignages oculaires, de paroles des personnes ressources ou un groupe d'individu qui a reçu des informations et transmis oralement d'une génération à une autre.³⁶ En outre, la collecte de ces sources orales a été effectuée de la manière suivante. D'abord l'on a procédé par une enquête de terrain sur la base d'une guide d'entretien bien établi. Ainsi, nous avons procéder à travers le *focus group* tout en ciblant et en formant les groupes des cinq (08) personnes en fonction de leurs relations en rapport avec notre sujet de recherche et en fonction de leurs âges. Les outils utilisés lors de la collecte des informations ont été uniquement des téléphones portables, bloc-notes et stylos.

Pour ce qui est des sources audiovisuelles comme le dit G. Sadoul, "quels que soient leurs genres, ces documents constituent pour l'avenir des trésors incomparables touchant l'histoire en général, mais aussi celles des mœurs, des gestes, des arts, du langage et de la technique."³⁷ Les sources numériques, quant à elles, sont des documents ou toutes informations relatives à la

³⁴ <https://fr.m.wikipedia.org>, consulté, 24 août 2024.

³⁵ <https://fr.m.wikipedia.org>, consulté, 29 août 2024.

³⁶ G. Calame-Griaule, *Pour une étude ethnolinguistique des littératures orales africaines*, Langage, N°18, Paris, Larousse, 1970, p. 16.

³⁷ C. Samarau (S/D), *L'Histoire et ses méthodes*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, NRF, 1961, p. 810.

question de recherche et qui ont été consultées en ligne. Ainsi, ces sources ont été consultées et dépouillées. Certains de ces documents ont été téléchargés. C'est donc à base de ces différentes sources que cette étude est parvenue à sa maturité. Ces documents de nature diverse ont été recensés, traités et soumis à une grille méthodologique, historique suivant les normes et les principes méthodologiques.

Les sources secondaires quant à elles sont constituées d'ouvrages, des articles et des travaux académiques réalisés par nos prédécesseurs. Ceux-ci nous ont fourni d'énormes données sur la littérature. Ainsi, la collecte de ces différentes sources écrites a imposé la consultation de quelques centres de documentation, à l'instar de la bibliothèque de l'Ecole Normale Supérieure (ENS), de bibliothèque de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines (FALSH), des Bibliothèques des Cercles Histoire Géographie et Archéologie ; le cercle Philosophie, Psychologie, Sociologie et d'Anthropologie de l'Université de Yaoundé I. L'on a aussi visité la bibliothèque du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI), à la bibliothèque du Centre Catholique Universitaire de Yaoundé (CCU).

X. DIFFICULTES RENCONTREES

Pour parvenir à la rédaction de ce travail, l'on a fait face à quelques difficultés majeures. La commune d'Akonolinga n'est pas connue de tous, il y a eu quelques réticences de la part de nos informateurs qui, lorsqu'on voulait aborder quelques thématiques liées à la question de développement dans cette commune, notamment la problématique de la décentralisation, sont restés réticents. Ils le faisaient peut-être parce que c'est une problématique pas très abordable chez tout le monde. La majorité se comportait donc comme des non-savants, face à un certain nombre de questions. Toutefois, nous ne sommes pas rentrés bredouilles, car nous avons pu collecter quelques données (qui relèvent des réalisations palpables sur le terrain) que nous avons eu à les interpréter par la suite.

La deuxième difficulté portait sur la distance entre les informateurs. Le système de transport n'étant pas développé dans cette commune, nous avons eu à recourir la plupart du temps soit à la marche à pied soit à la moto, qui sont là des moyens de transport pas toujours fiables. Ce qui a rendu nos enquêtes de terrain difficiles, car lorsqu'on trouvait un informateur qui maîtrisait plus ou moins la thématique, pour en trouver un autre, il fallait parcourir de

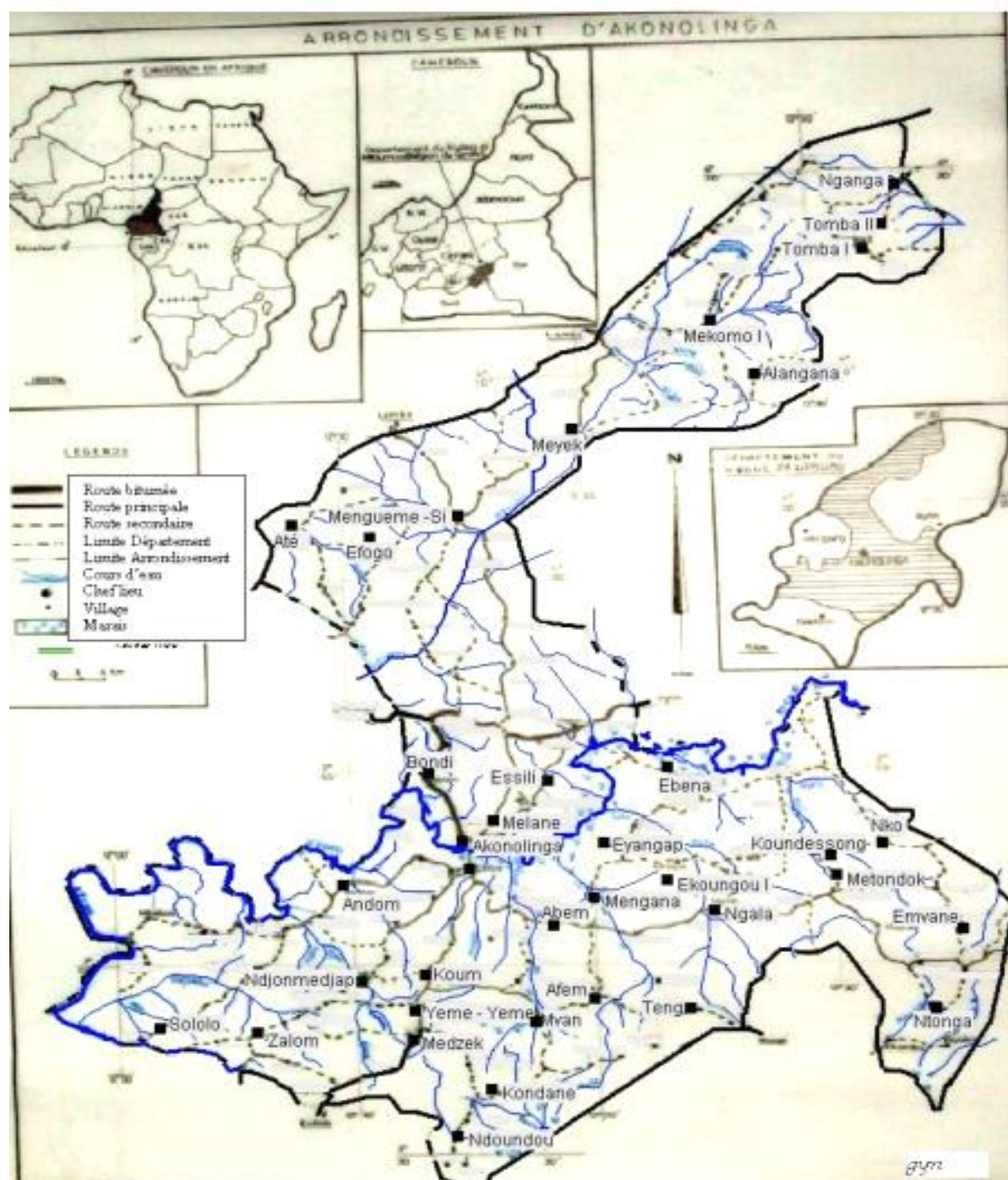
longues distances. Ce qui impliquait les dépenses et la fatigue. Cependant, l'on n'a pas eu à baisser les bras ; l'on s'est donné à fond pour fournir ce travail.

Nous avons également fait face à la réticence de certains grands cadres d'administrations qui nous voyaient comme des arnaqueurs, des voleurs d'informations. Sans oublier l'état des routes, le manque criard de l'énergie électrique dans certaines contrées de la commune d'Akonolinga. Cependant, nous avons trouvé des voies de contournement à chaque niveau pour faire de nos difficultés, des potentiels avantages.

XI. PLAN

Le premier chapitre porte sur la commune d'Akonolinga à l'ère de la décentralisation. Ce chapitre présente le contexte de la création de la commune ainsi que la décentralisation au Cameroun. Il définit également les ressources dont dispose la commune pour un développement optimum et recense les besoins desdites populations. Le deuxième chapitre fait mention de l'état de lieu de la commune d'Akonolinga, notamment celui des diverses élites qui la composent et les stratégies adoptées pour développer la commune. Le troisième chapitre place l'élite d'Akonolinga au centre du développement de sa commune et analyse ses multiples contributions sans oublier de ressortir les entraves à ses actions. Le quatrième et dernier chapitre dresse le bilan de l'action des élites à vouloir développer la commune d'Akonolinga et fait des propositions pour une réussite plus large des actions futures.

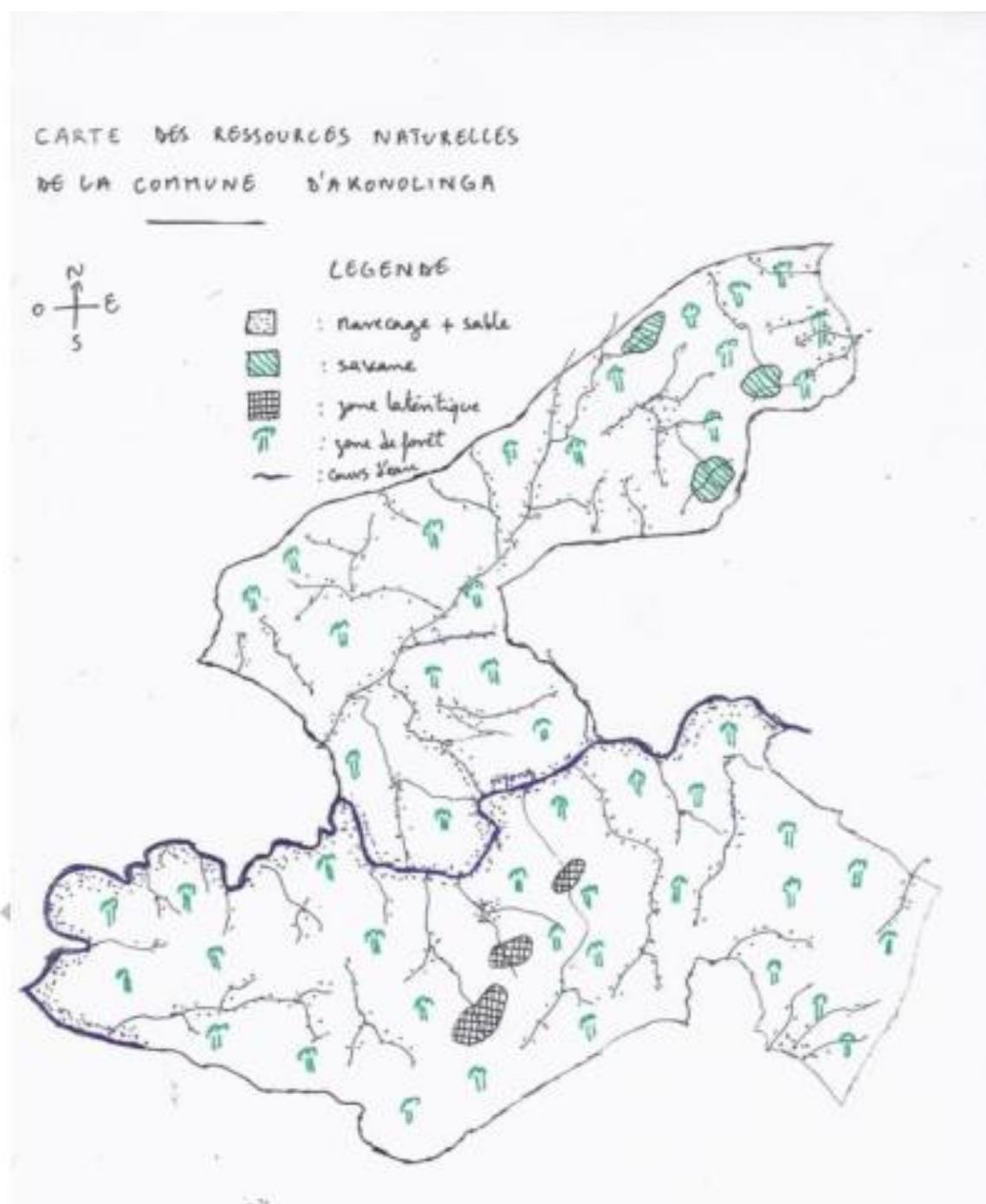
Carte 1: Localisation de la commune d'Akonolinga



Carte 1 : Plan de localisation de la Commune d'Akonolinga

Source : PDC Akonolinga 2008

Carte 2: Les ressources naturelles d'Akonolinga



Source : PDC Akonolinga 2008

**CHAPITRE I : LA COMMUNE D'AKONOLINGA A L'ERE DE LA
DECENTRALISATION**

La décentralisation, entendue comme un processus de transfert des compétences de l'État central vers les collectivités territoriales décentralisées, constitue depuis les années 1990 un levier majeur de la réforme institutionnelle et de gouvernance au Cameroun. Elle vise à rapprocher l'administration des citoyens et à promouvoir un développement local durable et participatif. Dans ce contexte, la commune d'Akonolinga, chef-lieu du département du Nyong-et-Mfoumou dans la région du Centre, représente un terrain d'observation pertinent de la mise en œuvre de la décentralisation. Créée dans un cadre colonial mais restructurée dans la logique des lois de 2004 sur la décentralisation, cette collectivité territoriale présente à la fois des potentialités économiques et des défis liés à l'accès aux services sociaux de base, à la gouvernance locale et à la mobilisation de ses ressources.

I. CONTEXTE DE CRÉATION DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA ET LA DECENTRALISATION AU CAMEROUN

À travers cette étude, il s'agira d'analyser comment la commune d'Akonolinga s'inscrit dans les dynamiques contemporaines de la décentralisation au Cameroun. Nous nous intéresserons particulièrement à son contexte géographique, ses ressources naturelles, ses structures sociales, ainsi qu'au rôle des élites locales dans l'accompagnement du développement communal.

1. Contexte de création de la Commune d'Akonolinga

La commune d'Akonolinga a été créée dans le cadre du processus de structuration administrative hérité de la colonisation, puis consolidée à l'indépendance du Cameroun. Elle devient officiellement une collectivité territoriale décentralisée à la faveur de la loi n°74/23 du 5 décembre 1974 portant organisation territoriale du Cameroun³⁸. Ce statut est renforcé avec la promulgation de la loi n°2004/017 du 22 juillet 2004 relative à l'orientation de la décentralisation, qui reconnaît aux communes des compétences en matière de développement local³⁹. Située dans la région du Centre, Département du Nyong-et-Mfoumou, la commune d'Akonolinga est localisée à environ 130 km à l'Est de Yaoundé. Ses coordonnées géographiques

³⁸ MINATD (Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation), Annuaire des collectivités territoriales, 2015 <https://www.iram-fr.org>, consulté le 02 août 2025

³⁹ BUCREP (Bureau Central des Recensements et des Études de Population), 3e RGPH 2005, Monographie régionale du Centre, Yaoundé, 2010.

sont approximativement 3°46' de latitude Nord et 12°15' de longitude Est. Elle est traversée par le fleuve Nyong, ce qui lui confère un potentiel hydrographique important. Le territoire communal couvre une superficie d'environ 4 000 km² et se compose d'un tissu rural dense, organisé autour d'une ville-centre (Akonolinga) et de nombreux villages⁴⁰.

2. Situation géographique de la Commune

Située dans la région du Centre du Cameroun, la commune d'Akonolinga occupe une position géographique stratégique, tant sur le plan administratif qu'économique. Chef-lieu du Département du Nyong-et-Mfoumou, elle s'étend sur un territoire caractérisé par une diversité physique, climatique et écologique notable. Sa situation, à la jonction des zones forestières et agricoles, lui confère un rôle important dans les échanges entre Yaoundé, la capitale, et les régions orientales du pays⁴¹.

Comprendre la situation géographique d'Akonolinga, c'est analyser les éléments naturels et humains qui façonnent son territoire : relief, climat, hydrographie, végétation, mais aussi l'organisation spatiale de ses populations. Ces paramètres influencent directement les activités économiques, les dynamiques démographiques et les défis environnementaux auxquels la commune est confrontée⁴².

Ainsi, cette première partie de l'étude s'intéresse à la situation géographique d'Akonolinga, en mettant en lumière ses caractéristiques naturelles, son importance territoriale et son potentiel de développement. La commune d'Akonolinga est caractérisée par un relief de plaines légèrement ondulées et de bas plateaux, appartenant à la grande cuvette forestière du sud Cameroun. L'altitude moyenne varie entre 500 et 700 mètres au-dessus du niveau de la mer⁴³. Ce relief doux, sans grandes ruptures de pentes, favorise les activités humaines telles que l'agriculture, l'élevage et les aménagements d'infrastructures rurales.

Dans certaines zones, on observe des collines résiduelles, vestiges d'une érosion ancienne, notamment autour des zones boisées. Les vallées du fleuve Nyong et de ses affluents (comme la rivière Mefou) créent également des dépressions fertiles, propices à la culture en

⁴⁰ PNDP (Programme National de Développement Participatif), Plan Communal de Développement d'Akonolinga, 2012, p. 44.

⁴¹ Institut National de Cartographie (INC), Atlas du Cameroun, Yaoundé, 2021.

⁴² Ministère de l'Aménagement du Territoire (MINDDEVEL), Profil communal d'Akonolinga

⁴³ Institut National de Cartographie, Carte géomorphologique du Centre Cameroun, Yaoundé, 2020.

saison humide². Ce type de relief présente cependant des risques d'inondation, surtout dans les zones marécageuses en bordure des cours d'eau. Cela influence l'organisation des villages et des axes de communication, souvent situés sur des terrains plus élevés.

La commune d'Akonolinga présente un ensemble de caractéristiques physiques typiques de la zone forestière équatoriale du sud Cameroun. Elle s'étend sur un territoire de plaines et de bas plateaux avec une altitude moyenne oscillant entre 500 et 700 mètres. Ce relief, légèrement vallonné, est traversé par plusieurs cours d'eau, dont le plus important est le fleuve Nyong, qui structure l'hydrographie locale⁴⁴. Le climat d'Akonolinga est de type équatorial guinéen, caractérisé par quatre saisons (deux saisons des pluies et deux saisons sèches). Les précipitations annuelles varient entre 1 500 et 2 000 mm, et la température moyenne tourne autour de 24 à 26°C. Ce climat humide favorise une végétation dense et luxuriante⁴⁵.

Sur le plan hydrographique, la commune est bien irriguée. Le fleuve Nyong, long d'environ 690 km, traverse la commune d'Ouest en Est. Il est alimenté par plusieurs affluents secondaires qui créent des zones marécageuses, très utiles pour certaines cultures, mais parfois exposées aux inondations⁴⁶. La végétation est principalement constituée de forêts denses humides, entrecoupées de savanes secondaires dans les zones dégradées ou exploitées par l'agriculture. Cette couverture végétale abrite une faune variée, avec la présence d'espèces comme les singes, les rongeurs, les reptiles, ainsi que plusieurs espèces d'oiseaux. Ces caractéristiques physiques conditionnent fortement les activités économiques (agriculture, pêche, exploitation forestière), l'habitat et même la structuration des réseaux routiers dans la commune. La commune d'Akonolinga, située en zone équatoriale humide, bénéficie d'une couverture végétale dense et variée, dominée par la forêt équatoriale sempervirente. Cette forêt est composée d'essences variées telles que le moabi, l'iroko, le sapelli, le fraké ou encore l'okoumé⁴⁷. Ces espèces sont non seulement précieuses pour leur valeur économique, mais elles jouent aussi un rôle écologique crucial dans la régulation du climat local.

Dans certaines zones soumises à la pression agricole et humaine, la forêt primaire laisse place à des forêts secondaires ou à des formations de savanes herbeuses, notamment sur les

⁴⁴ Institut National de Cartographie (INC), Carte physique du Cameroun, 2020.

⁴⁵ Météo Cameroun, Données climatiques régionales – Centre, Rapport annuel 2023.

⁴⁶ Ministère de l'Eau et de l'Énergie (MINEE), Inventaire hydrographique du Nyong-et-Mfoumou, 2021.

⁴⁷ MINFOF (Ministère des Forêts et de la Faune), Inventaire forestier du Nyong-et-Mfoumou, 2021.

terrains défrichés ou surexploités. Ces milieux favorisent l'agriculture itinérante sur brûlis, encore pratiquée par une partie des populations rurales⁴⁸. Sur le plan de la faune, Akonolinga abrite encore une biodiversité importante, bien que menacée par la déforestation et le braconnage. On y retrouve des espèces comme les petits primates (cercopithèques, colobes), des rongeurs, des antilopes naines, ainsi que des oiseaux tropicaux tels que les calaos, touracos et perroquets⁴⁹. La présence de rivières favorise aussi des espèces aquatiques (poissons, amphibiens, reptiles).

Cependant, la pression croissante sur les ressources naturelles fragilise cet écosystème. Les coupes illégales de bois, l'agriculture extensive et la chasse non réglementée constituent les principales menaces pour la conservation de la faune et de la flore locales⁵⁰.

3. La démographie de la commune d'Akonolinga

La commune d'Akonolinga, chef-lieu du département du Nyong-et-Mfoumou, se distingue non seulement par sa richesse culturelle, mais aussi par la vivacité de sa vie communautaire et politique. Comme dans de nombreuses localités camerounaises, la structure sociale y repose sur une cohabitation entre traditions locales, solidarité communautaire et institutions modernes. La vie communautaire, fondée sur les chefferies traditionnelles, les associations de développement, les groupes ethniques et religieux joue un rôle fondamental dans la gestion des solidarités, des conflits et des événements sociaux. Parallèlement, la vie politique locale est animée par les conseils municipaux, les partis politiques, les leaders communautaires et les jeunes, qui participent activement aux processus de gouvernance locale. L'interaction entre ces deux sphères traditionnelles et moderne structure le quotidien des habitants et conditionne le développement de la commune. Comprendre la vie communautaire et politique d'Akonolinga, c'est ainsi analyser comment se construisent les rapports sociaux, les mécanismes de représentation, les conflits d'intérêt et les dynamiques de participation citoyenne dans un contexte rural en mutation.

L'organisation sociale et traditionnelle dans la commune d'Akonolinga repose sur un système hiérarchisé fondé sur les chefferies traditionnelles, les structures lignagères et les valeurs communautaires. À la base de cette organisation se trouvent les chefferies de troisième, deuxième

⁴⁸ IRAD, Étude sur les pratiques agricoles traditionnelles dans la région du Centre, 2020.

⁴⁹ WWF-Cameroun, Rapport sur la biodiversité faunique dans les zones forestières du Centre, 2022.

⁵⁰ MINEPDED, État des lieux environnemental du département du Nyong-et-Mfoumou, 2023

et parfois première catégorie, qui jouent un rôle central dans la régulation des conflits, la gestion des terres et la transmission des valeurs culturelles. Ces chefferies sont reconnues par l'État et constituent un relais entre l'administration moderne et les populations locales⁵¹. Elles sont dirigées par des chefs traditionnels dont l'autorité repose sur la légitimité ancestrale, le respect des rites et la médiation sociale. La société traditionnelle à Akonolinga est également structurée autour des groupes lignagers (familles élargies), qui assurent la solidarité entre les membres, la gestion des rites funéraires, des successions et des cérémonies coutumières. Les rôles sont souvent définis selon le genre et l'âge : les aînés détiennent l'autorité morale, tandis que les jeunes participent aux travaux communautaires et aux activités rituelles⁵². La vie communautaire repose sur des valeurs de solidarité, de respect des aînés et de coopération, visibles dans les associations villageoises (Groupements d'Initiatives Communautaires (GIC), tontines, cercles culturels), qui assurent à la fois un soutien économique et une cohésion sociale⁵³. Ces structures traditionnelles coexistent avec des institutions modernes, créant parfois des tensions, mais aussi des formes de complémentarité dans la gouvernance locale. En somme, l'organisation sociale et traditionnelle d'Akonolinga constitue le socle sur lequel repose l'identité collective, l'ordre social et une partie importante de la vie politique locale.

4. Une organisation sociale reposant sur les coutumes

À Akonolinga, la solidarité constitue l'un des piliers fondamentaux de l'organisation sociale, s'exprimant à travers des structures communautaires dynamiques et multiformes. Elle se manifeste dans la vie quotidienne par l'entraide familiale, les travaux communautaires (chantier villageois, récoltes, construction de maisons), mais surtout à travers des associations locales de développement, des tontines, des Groupements d'Initiatives Communautaires (GIC), et des réseaux religieux. Ces structures permettent non seulement de renforcer les liens sociaux, mais aussi de mobiliser des ressources collectives pour faire face aux défis communs : funérailles, maladies, mariages, scolarisation, projets agricoles, etc⁵⁴. Les tontines sont particulièrement importantes dans la commune : elles jouent un rôle économique (épargne et crédit rotatif) mais aussi social et symbolique, en maintenant la cohésion des membres et en renforçant la confiance

⁵¹ MINDDEVEL, Statut et rôle des chefferies traditionnelles dans la décentralisation locale, Yaoundé, 2021. <https://www.iram-fr.org>, consulté le 06 aout 2025

⁵² A. Fouda, *Structures lignagères et pouvoir local au Cameroun*, Éditions CLÉ, 2018.p 144

⁵³ J. Ngnemzo'o, « Vie associative et dynamique communautaire en zone forestière camerounaise », Mémoire de Master en Science Politique, Université de Yaoundé II, 2019, p. 26.

⁵⁴ MINEPAT, Monographie de la commune d'Akonolinga, Yaoundé, 2021. p 26

interpersonnelle⁵⁵. Par ailleurs, les associations de ressortissants (ou élites locales en diaspora) participent activement à la réalisation d'infrastructures locales, comme les écoles, centres de santé, forages ou ponts. Elles agissent comme relais entre les villages et les institutions publiques, notamment en période électorale ou lors des projets de développement⁵⁶. Cette solidarité communautaire prend aussi un aspect religieux, avec les groupes de prières et mouvements paroissiaux qui offrent un soutien moral, matériel et spirituel. En période de crise (conflits familiaux, maladies graves, sinistres), ces structures deviennent des canaux privilégiés d'assistance et de résilience. Toutefois, cette solidarité est parfois fragilisée par l'exode rural, l'individualisme croissant et les clivages identitaires. Il devient donc essentiel de renforcer ces structures par des politiques de développement local, en reconnaissant leur rôle dans la gouvernance sociale et économique de la commune.

La commune d'Akonolinga, bien qu'animée par une forte dynamique communautaire et un enracinement traditionnel profond, fait face à plusieurs problèmes socio-politiques et économiques contemporains qui influencent son fonctionnement local. Le premier défi est lié à la fracture entre les structures traditionnelles et les institutions modernes. Alors que les chefferies traditionnelles conservent une forte légitimité auprès des populations, elles sont parfois marginalisées dans les décisions politiques locales, ce qui crée des tensions entre les autorités coutumières et les représentants municipaux⁵⁷. En parallèle, la montée des replis identitaires dans certains quartiers et villages de la commune fragilise la cohésion sociale, avec des populations qui ont tendance à se regrouper selon leur origine ethnique ou religieuse, limitant ainsi les échanges et la solidarité intercommunautaire⁵⁸. Cette dynamique est accentuée par les inégalités d'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, routes), entraînant un sentiment d'abandon dans certaines zones périphériques. Sur le plan politique, la commune est marquée par une bipolarisation partisane, où les rivalités entre partis politiques sont parfois plus fondées sur des logiques d'appartenance personnelle que sur des visions programmatiques claires. Cela nuit à la cohérence de l'action publique et ralentit la mise en œuvre des projets communaux⁵⁹. Malgré

⁵⁵ C. Ndem, « Tontines et développement local au Cameroun », Presses universitaires d'Afrique, 2019.

⁵⁶ R. Ongolo, « Les élites locales et la participation communautaire au développement rural », Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2020

⁵⁷ MINDDEVEL, Rapport sur la gouvernance locale dans la région du Centre, Yaoundé, 2022.

⁵⁸ A. Jiota, « L'intégration nationale à l'épreuve des replis identitaires au Cameroun », Yaoundé, 2019, p. 16.

⁵⁹ J. M. Fouda, « Fonctionnement politique des communes camerounaises : cas du Nyong-et-Mfoumou », Mémoire de Master en Science Politique, Université de Yaoundé II, 2020, p. 67.

cela, une nouvelle dynamique citoyenne émerge, portée par les jeunes, les femmes et la diaspora locale, qui s'impliquent de plus en plus dans les débats communautaires, les actions de développement, et les consultations locales.

Enfin, la pression foncière, conséquence de l'urbanisation croissante et du retour des populations rurales, entraîne des conflits récurrents sur les terres, souvent arbitrés de façon ambiguë entre autorités traditionnelles et municipales. Ces dynamiques traduisent une profonde mutation de la société locale, entre résilience communautaire et modernisation inachevée.

La vie politique à Akonolinga s'organise autour des structures institutionnelles établies par le processus de décentralisation au Cameroun. En tant que commune d'arrondissement, Akonolinga dispose d'un conseil municipal élu, présidé par un maire, chargé de la gestion des affaires locales conformément à la loi sur la décentralisation⁶⁰. Toutefois, dans la pratique, l'administration municipale est confrontée à des défis majeurs, notamment le manque de moyens financiers, l'insuffisance du personnel qualifié et l'ingérence de certains acteurs politiques nationaux dans la gestion locale⁶¹.

5. Un arrondissement dominé par le multipartisme

Le paysage politique communal est également marqué par une pluralité partisane, dominée par les partis traditionnels tels que le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), majoritaire, et quelques partis d'opposition comme le Social Democratic Front (SDF) ou le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), dont la présence reste toutefois marginale. Cette pluralité se manifeste surtout lors des élections locales, souvent marquées par une faible participation et des conflits d'intérêts entre élites locales⁶². Par ailleurs, la relation entre le pouvoir municipal et les autorités traditionnelles demeure ambivalente. Bien que les chefs traditionnels jouent un rôle de médiation et de relais dans les quartiers et villages, ils

⁶⁰ Loi n° 2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation au Cameroun. Voir, www.academia.edu/Cameroun, consulte le 14 juillet 2025.

⁶¹ MINDDEVEL, Rapport d'évaluation des capacités des communes de la région du Centre, Yaoundé, 2021. Voir, www.academia.edu/Cameroun, consulte le 14 juillet 2025.

⁶² A. Ndong, « Vie politique locale et décentralisation au Cameroun : le cas d'Akonolinga », Mémoire de Master en Science Politique Université de Yaoundé II, 2020, p.53.

sont souvent exclus des processus décisionnels formels, ce qui peut engendrer des tensions, surtout lorsqu'il s'agit de questions foncières ou de projets de développement local⁶³.

Malgré ces contraintes, des dynamiques positives émergent avec la montée de la participation citoyenne à travers les associations de développement, les jeunes leaders communautaires et les Organisations Non Gouvernementales (ONG) locales, qui interpellent de plus en plus les autorités sur la transparence et la redevabilité. Cela reflète une lente mais réelle évolution vers une gouvernance plus inclusive et participative, même si de nombreux défis restent à relever.

Le statut de chef-lieu de département confère à une localité une importance administrative, politique et socio-économique stratégique dans l'organisation territoriale d'un pays comme le Cameroun. En tant que chef-lieu du département du Nyong-et-Mfoumou, la commune d'Akonolinga concentre les principales représentations de l'État à l'échelle départementale, notamment les services déconcentrés (préfecturale, santé, éducation, agriculture, travaux publics), qui assurent la mise en œuvre des politiques publiques au niveau local⁶⁴. Cette position lui donne un rôle de coordination, d'encadrement et de supervision des communes secondaires ou zones rurales relevant du même département.

Ce statut est également un facteur d'attractivité démographique et économique. En effet, la centralisation des fonctions administratives à Akonolinga favorise l'implantation d'infrastructures (hôpital de district, lycées, tribunaux, postes de gendarmerie), attire les fonctionnaires et stimule l'activité commerciale autour des marchés, des services et des transports interurbains⁶⁵. Par conséquent, la ville bénéficie d'un développement urbain plus soutenu que les communes environnantes.

Cependant, le statut de chef-lieu n'est pas sans défis. La forte pression démographique entraîne une urbanisation souvent non maîtrisée, avec des quartiers spontanés mal desservis et une demande accrue en services sociaux de base. De plus, le décalage entre le rôle attendu d'un chef-lieu et les capacités financières réelles de la commune pose problème, notamment en

⁶³ MINEPAT, Monographie communale d'Akonolinga, 2022.

⁶⁴ République du Cameroun, Loi N° 2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation, Journal officiel, 2004, p. 30.

⁶⁵ MINEPAT, Monographie communale d'Akonolinga, Yaoundé, 2021. Voir, www.academia.edu/Cameroun, consulte le 14 juillet 2025.

matière de gestion urbaine, de planification territoriale et de création d'emplois⁶⁶. Enfin, sur le plan symbolique, être chef-lieu confère une forme de légitimité politique à Akonolinga, renforçant sa visibilité dans les décisions régionales et son poids dans les négociations relatives à la décentralisation. Le statut de chef-lieu fait ainsi d'Akonolinga un acteur central du développement territorial dans le Nyong-et-Mfoumou.

Les enjeux et défis politiques dans les collectivités territoriales décentralisées, notamment dans des communes rurales comme Akonolinga, sont multiples et reflètent les tensions entre aspirations démocratiques, impératifs de développement local et réalités structurelles. L'un des enjeux majeurs réside dans la mise en œuvre effective de la décentralisation, perçue comme un outil de rapprochement de l'administration des citoyens, mais dont l'application reste encore incomplète en raison d'un transfert partiel des compétences et ressources de l'État central vers les collectivités locales⁶⁷. En somme, l'interaction entre la vie communautaire et politique à Akonolinga illustre une hybridation des logiques traditionnelles et modernes de gouvernance. Elle appelle à une meilleure articulation entre les institutions formelles de l'État et les organisations communautaires afin de favoriser une gouvernance locale inclusive, ancrée dans les réalités socioculturelles.

II. LES RESSOURCES OU POTENTIALITES DE LA COMMUNE

L'économie d'une localité comme Akonolinga se caractérise par sa diversité sectorielle, reflet d'une richesse en ressources naturelles, d'un tissu social actif et d'une adaptation progressive aux dynamiques régionales. Loin d'être mono sectorielle, elle repose sur plusieurs piliers : l'agriculture vivrière et de rente, l'élevage, la pêche artisanale, les activités forestières, les petits commerces, ainsi que les services publics et privés⁶⁸. Cette pluralité d'activités offre à la population une base économique plus résiliente face aux chocs (climatiques, sanitaires ou politiques), tout en contribuant à l'amélioration des conditions de vie locales⁶⁹.

⁶⁶ A. Tchoumba, « Chefs-lieux et dynamiques territoriales au Cameroun », Mémoire de Master en Sociologie, Université de Yaoundé I, 2020. p.110.

⁶⁷ République du Cameroun, Loi n°2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation, Journal Officiel.

⁶⁸ MINEPAT, Profil de développement communal d'Akonolinga, Yaoundé, 2020, p.15.

⁶⁹ PNDP, Plan de développement communal de la commune d'Akonolinga, 2019, p.18.

1. Une localité essentiellement agricole

Les ressources naturelles et la biomasse constituent des composantes fondamentales du potentiel économique et écologique d'un territoire, particulièrement en milieu rural. Dans des zones comme Akonolinga, la richesse du sol, de la végétation et des cours d'eau offre une diversité de ressources agricoles, forestières et biologiques qui soutiennent les activités de subsistance, le petit commerce et les usages domestiques. La biomasse, qui regroupe l'ensemble des matières organiques d'origine végétale ou animale, est principalement exploitée sous forme de bois énergie, de résidus agricoles, de déchets organiques ou de fourrage, servant à l'alimentation, au chauffage ou encore à la fertilisation des sols. La disponibilité et la valorisation de ces ressources jouent un rôle central dans le développement local durable, notamment à travers l'agriculture familiale, l'élevage extensif et la collecte de produits forestiers non ligneux. Elles contribuent aussi à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois et à la résilience écologique des communautés face aux changements climatiques. Toutefois, cette abondance naturelle est confrontée à des défis majeurs : surexploitation, déforestation, dégradation des sols, et absence de mécanismes de gestion durable. Dès lors, l'étude des ressources et de la biomasse à Akonolinga invite à une réflexion sur leur potentiel économique, leur gestion communautaire, ainsi que sur les stratégies d'exploitation raisonnée pour en assurer la pérennité.

La typologie des produits agricoles dans une commune comme Akonolinga révèle une agriculture à la fois vivrière, de rente et maraîchère, reflet de la diversité agro écologique de la zone. Cette structuration permet de classer les productions en plusieurs catégories. D'abord, les cultures vivrières, qui constituent la base de l'alimentation locale, sont les plus répandues : on y trouve le manioc, le maïs, les bananes plantains, le macabo, le taro et les arachides⁷⁰. Ces produits sont généralement cultivés en petites exploitations familiales sur des parcelles morcelées, selon des techniques agricoles traditionnelles. Ils répondent à des besoins de subsistance, mais aussi à la vente sur les marchés locaux. Ensuite, les cultures de rente occupent une place non négligeable, même si elles sont moins dominantes. Il s'agit essentiellement du cacao et du café, qui sont cultivés sur des plantations d'échelle variable et vendus sur des circuits commerciaux nationaux voire internationaux⁷¹. Ces cultures, introduites à l'époque coloniale, continuent

⁷⁰ MINADER, Rapport annuel sur la production vivrière dans la région du Centre, 2022, p. 35.

⁷¹ P. Nkondong, *Les cultures de rente au Cameroun : enjeux et mutations*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 109.

d'assurer un revenu monétaire aux producteurs locaux, bien que confrontées à des problèmes de vieillissement des vergers, de fluctuations des prix et de faible encadrement technique.

À cela s'ajoutent les cultures maraîchères, comme la tomate, l'oignon, le poivron, le gombo et le piment, qui connaissent une progression notable autour des grands axes routiers et dans les bas-fonds. Ces cultures, à cycle court, permettent une commercialisation rapide et un approvisionnement régulier des marchés urbains⁷². Elles sont aussi portées par de jeunes producteurs et des coopératives dynamiques, notamment grâce aux appuis du Plan National de Développement Participatif (PNDP) et d'autres programmes agricoles. Enfin, des produits non cultivés mais récoltés dans le milieu naturel comme les champignons, les fruits sauvages, le vin de raphia ou les noix de cola complètent cette typologie. Leur exploitation est souvent communautaire ou familiale et s'intègre dans les pratiques de cueillette traditionnelle⁷³. Cette diversité agricole constitue un véritable levier pour la sécurité alimentaire et l'économie locale, à condition d'être accompagnée par des politiques d'aménagement foncier, de transformation locale et d'accès au marché.

L'agriculture joue un rôle économique fondamental dans la commune d'Akonolinga, tant par sa contribution à l'autosuffisance alimentaire que par son poids dans les revenus des ménages. En tant qu'activité dominante, elle mobilise environ 70 à 80 % de la population active, essentiellement en milieu rural⁷⁴. La plupart des exploitations sont de type familial, orientées vers la production vivrière, mais de plus en plus ouvertes à des débouchés commerciaux à travers la vente des excédents agricoles sur les marchés locaux et régionaux⁷⁵.

Le secteur agricole permet également une circulation monétaire locale, notamment grâce aux cultures à forte valeur ajoutée comme le cacao, le café ou encore certaines cultures maraîchères (tomate, oignon, poivron). Ces produits, lorsqu'ils bénéficient d'un bon encadrement, participent à l'émergence d'une petite économie rurale de marché⁷⁶. L'intensification de ces productions permet à certaines familles d'investir dans l'éducation, la

⁷² PNDP, Plan de développement communal de la commune d'Akonolinga, 2020, p.10.

⁷³ L. Tchoumba, *Agriculture traditionnelle et produits forestiers non ligneux au Cameroun*, IRAD, 2018, p.2.

⁷⁴ PNDP, Monographie communale d'Akonolinga, Yaoundé, 2020, p.28.

⁷⁵ MINADER, Statistiques agricoles régionales Centre, édition 2022.

⁷⁶ L. Tchoumba, « Économie rurale et dynamiques paysannes au Cameroun », Mémoire de Master en Science Economique, Université de Yaoundé II, 2018.

santé ou la construction d'habitations, créant ainsi un effet multiplicateur sur les autres secteurs de la vie locale⁷⁷.

Au-delà de sa dimension économique, l'agriculture joue un rôle social déterminant dans la structuration et la cohésion des communautés rurales d'Akonolinga. Elle constitue d'abord un facteur d'identité collective, les pratiques agricoles étant souvent liées aux traditions, aux savoir-faire ancestraux et aux calendriers culturels des différentes ethnies locales⁷⁸. Les travaux champêtres, les semailles, les récoltes ou encore la transformation des produits donnent lieu à des moments de rassemblement, de transmission intergénérationnelle et de solidarité communautaire. L'agriculture contribue également à la structuration sociale, notamment à travers l'organisation des ménages, des groupes de travail, des associations de femmes ou de jeunes, ainsi que des coopératives. Ces formes d'organisation favorisent la mutualisation des efforts, l'accès à des financements communautaires ou des appuis techniques, et renforcent le vivre-ensemble au sein des villages⁷⁹. Sur le plan de l'emploi rural, l'agriculture demeure l'un des rares secteurs capables d'offrir une insertion socioprofessionnelle aux jeunes peu ou pas scolarisés, limitant ainsi l'exode vers les centres urbains⁸⁰. Elle permet aussi aux femmes, souvent marginalisées dans d'autres secteurs, d'exercer une activité génératrice de revenus tout en assurant le bien-être familial. Dans plusieurs localités d'Akonolinga, les groupes féminins agricoles sont à la base de projets de développement local⁸¹. Enfin, l'agriculture contribue à la sécurité alimentaire locale, qui est un facteur clé de stabilité sociale. En permettant aux familles d'assurer leur propre alimentation, elle réduit la dépendance à l'aide extérieure et favorise une certaine autonomie. Elle participe donc à la lutte contre la pauvreté et à la consolidation d'une paix sociale durable⁸².

Malgré son importance économique et sociale, l'agriculture à Akonolinga est confrontée à de nombreuses contraintes structurelles, techniques, environnementales et institutionnelles qui freinent son développement. La première contrainte majeure réside dans la faible mécanisation des exploitations agricoles. La majorité des producteurs utilise encore des outils rudimentaires

⁷⁷ J. Ndam, *L'agriculture familiale et la réduction de la pauvreté en milieu rural camerounais*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 44.

⁷⁸ M. Nguélé, *Savoirs locaux et pratiques agricoles au Centre-Cameroun*, Université de Yaoundé I, 2017, p. 4.

⁷⁹ PNDP, Plan de développement communal d'Akonolinga, 2020.

⁸⁰ MINADER, Rapport sur l'emploi rural et insertion des jeunes dans les filières agricoles, 2021.

⁸¹ E. Ndom, *Genre et développement agricole en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2020, p. 66.

⁸² FAO, La sécurité alimentaire et la cohésion sociale en milieu rural, Rome, 2019. Voir, www.academia.edu/Cameroun, consulte le 14 juillet 2025.

(houe, machette), ce qui limite les surfaces cultivées, la productivité et l'efficacité du travail⁸³. La difficulté d'accès aux intrants agricoles (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaires) constitue également un frein. Cette situation est accentuée par l'insuffisance des services de vulgarisation agricole, et le manque d'encadrement technique adapté, notamment pour les jeunes exploitants⁸⁴. Le cloisonnement des marchés ruraux, causé par l'état dégradé des pistes agricoles et l'éloignement des centres de consommation, complique l'écoulement des produits, favorisant les pertes post-récoltes⁸⁵. Par ailleurs, l'agriculture locale est vulnérable aux variations climatiques. Les périodes de sécheresse prolongées, les pluies imprévisibles, ou encore l'érosion des sols dans certaines zones exposées compromettent la stabilité des rendements⁸⁶. La pression foncière croissante liée à l'extension urbaine ou aux conflits d'usage aggrave les difficultés d'accès à la terre, surtout pour les jeunes et les femmes⁸⁷. L'absence de politiques publiques ciblées, la faiblesse des structures de financement agricole, et le manque de valorisation locale des produits (transformation, stockage, conditionnement) constituent des obstacles à la modernisation du secteur. Ces contraintes appellent une action concertée entre pouvoirs publics, collectivités locales et organisations paysannes pour promouvoir une agriculture durable et compétitive.

Tableau 1 : synthèse des activités agricoles dans la commune d'Akonolinga

N°	Secteurs	Potentialités/Ressources
1	Agriculture	-Pratique de la culture de rente : cacao (2 tonnes /ha), café (1,5 tonne/ha), palmier à huile (50 tonnes/ha) -Transformation locale du manioc -Disponibilité des terres cultivables (environ 4000 ha exploités et 3500 non exploites) -Diversité des cultures -Existence de 09 postes agricoles
2	Elevage, pêche et industrie animale	-Disposition de la population à l'élevage bovin - Disposition de la population à l'élevage porcin -Disposition de la population à l'élevage de la volaille -Présence des espèces aquatiques (kanga, silures, carpes, crevettes, poisson, vipère)

⁸³ MINADER, Diagnostic sur les pratiques agricoles dans la région du Centre, 2020.

⁸⁴ PNDP, Plan de développement communal d'Akonolinga, 2020, voir www.org, consulté le 28 juin 2025.

⁸⁵ FAO, Améliorer les chaînes de valeur agricoles en Afrique, Rome, 2021, p.45.

⁸⁶ IRAD, Vulnérabilité climatique et agriculture familiale au Cameroun, 2019, p.66.

⁸⁷ B.Tchameni, Accès au foncier rural et inégalités d'usage dans la zone forestière camerounaise, Paris, L'Harmattan, 2018, p. 78.

Photo 1: Préparation d'une cuisson à base de vivre agricole à Akonolinga



Source : Cliché Joel Willy SAMBA ESSAMBA, le 25 juillet 2025

2. Les ressources du sous-sol

La commune d'Akonolinga regorge de ressources naturelles encore peu exploitées, en particulier celles issues du sous-sol. Ces ressources minières et géologiques constituent un potentiel considérable pour le développement local et régional, dans un contexte où l'État camerounais mise sur la diversification économique et l'exploitation durable des richesses naturelles⁸⁸. « Le sous-sol d'Akonolinga présente diverses formations géologiques susceptibles de contenir des minéraux industriels, des matériaux de construction (argile, sable, gravier), voire des métaux encore non inventoriés de manière exhaustive »⁸⁹, nous à expliqué Atéba Abanda de la commune d'Akonolinga. Néanmoins, l'exploitation de ces ressources reste marginale, artisanale, ou à l'état de prospection, faute de moyens techniques, de politiques locales adaptées, et d'une planification environnementale rigoureuse⁹⁰. Cette partie de l'étude vise à présenter les

⁸⁸ MINEE, Rapport sur le potentiel minier du Cameroun, Yaoundé, 2021. www.openedition.org, consulte le 25 juillet 2052.

⁸⁹ Ateba Abanda, 31 ans, Agent d'entretien à la commune, Akonolinga, le 31 août 2025.

⁹⁰ MINEE, Rapport sur le potentiel...

ressources du sous-sol d'Akonolinga, leur état d'exploitation, leurs enjeux économiques, sociaux et environnementaux, ainsi que les perspectives d'une gestion durable et inclusive.

La commune d'Akonolinga présente une diversité de ressources du sous-sol, qui peuvent être classées selon leur nature et leur potentiel économique. On distingue principalement les matériaux de construction, les minéraux industriels, et les ressources minérales métalliques. Les matériaux de construction sont les plus visibles et les plus exploités localement. Il s'agit notamment du sable alluvial, de la latérite, du gravier et de l'argile utilisée pour la fabrication de briques et de poteries artisanales. Ces ressources sont extraites de manière artisanale dans les lits des cours d'eau et les zones de carrières ouvertes. Ensuite, les minéraux industriels comme le kaolin et certaines roches siliceuses sont également présents⁹¹. Bien que leur exploitation à grande échelle ne soit pas encore développée, des études géotechniques ont révélé leur potentiel dans la fabrication de céramique et dans l'industrie du ciment². Enfin, la zone pourrait receler des indices de ressources métalliques (bauxite, fer, etc.), comme l'indiquent certaines formations géologiques similaires observées dans le Centre du Cameroun. Cependant, aucune exploitation minière industrielle n'est encore enregistrée, faute de prospections approfondies et de politiques incitatives. Ainsi, pour Bika Dorice, « le potentiel du sous-sol d'Akonolinga reste donc largement sous-exploité, bien que porteur d'opportunités pour le développement local, à condition d'envisager une exploitation rationnelle, respectueuse de l'environnement et encadrée par une planification territoriale »⁹².

L'exploitation des ressources du sous-sol à Akonolinga présente des enjeux économiques majeurs pour la commune et ses populations. En premier lieu, ces ressources constituent une source potentielle de revenus locaux, notamment à travers l'exploitation artisanale des matériaux de construction tels que le sable, la latérite et l'argile. Cette activité génère des emplois directs et indirects pour les jeunes, les transporteurs et les artisans, participant ainsi à la réduction du chômage et à la dynamisation de l'économie locale⁹³. Deuxièmement, si ces ressources étaient valorisées dans un cadre structuré, elles pourraient attirer des investissements privés dans le secteur extractif, stimulant le développement des infrastructures et la création de petites industries locales (briqueteries, entreprises de construction, etc.). Ce levier économique est d'autant plus

⁹¹ MINMIDT, Inventaire des carrières artisanales dans le Centre-Cameroun, 2020, p.8.

⁹² Bika Dorice, 33 ans, Agent des eaux et forêt, Akonolinga, le 31 Août 2025.

⁹³ MINFI, Rapport sur la mobilisation des ressources communales au Cameroun, 2021, p.12.

pertinent dans un contexte de décentralisation, où les communes sont appelées à renforcer leur autonomie financière. Cependant, l'exploitation économique des ressources du sous-sol est confrontée à plusieurs obstacles : absence de cadre réglementaire local, manque d'inventaire exhaustif, et exploitation anarchique sans retour financier réel pour la commune. L'enjeu est donc aussi de mettre en place des mécanismes de gouvernance locale, capables d'assurer une exploitation durable, équitable et fiscalisée des ressources naturelles⁹⁴. Lors de nos observations, force est de constater qu'en intégrant les ressources du sous-sol dans les politiques locales de développement, Akonolinga pourrait non seulement diversifier son économie, mais aussi renforcer ses capacités d'autofinancement, condition essentielle à une croissance durable. La présence de ressources du sous-sol dans la commune d'Akonolinga, bien qu'offrant des perspectives économiques, suscite également des convoitises et alimente parfois des conflits locaux. Ces tensions prennent souvent racine dans l'absence de régulation claire et de répartition équitable des retombées économiques issues de l'exploitation des carrières artisanales ou des gisements identifiés. À titre d'exemple, des litiges fonciers sont fréquemment observés entre chefferies traditionnelles, populations riveraines et exploitants artisanaux, chacun revendiquant un droit d'usage ou de contrôle sur le site exploité⁹⁵.

Par ailleurs, la montée de la convoitise économique par des acteurs extérieurs, parfois sans ancrage local, aggrave les tensions. Ces opérateurs, souvent mieux structurés, cherchent à monopoliser l'exploitation, excluant les jeunes et les petits exploitants locaux, ce qui provoque des frustrations et des actes de sabotage ou de résistance. Ces conflits peuvent être aggravés par l'absence de transparence dans l'attribution des autorisations d'exploitation délivrées par les services déconcentrés de l'État, et non concertées avec les autorités locales ou les communautés affectées⁹⁶. En outre, la chefferie traditionnelle, bien qu'encore influente, se retrouve souvent dans une position délicate, tiraillée entre la préservation des intérêts communautaires et la pression des investisseurs ou de certains élus. Cela fragilise la cohésion sociale et engendre un climat de méfiance autour de la gestion des ressources du sous-sol⁹⁷. Ces tensions soulignent la nécessité urgente d'un cadre de gouvernance locale participative, d'une clarification des droits fonciers, et

⁹⁴ PNDP, Plan Communal de Développement d'Akonolinga, 2020, <https://www//ID.ERUDT.ORG/iderudit.com> consulte le 27 juillet 2025.

⁹⁵ MINADT, Gestion des conflits fonciers dans les collectivités territoriales, Yaoundé, 2019, <https://www.wikipedia.com> consulté le 27 juillet 2025.

⁹⁶ CERAD, Ressources minières et conflits communautaires au Cameroun, Rapport de recherche, 2021, p. 66.

⁹⁷ PNDP, Plan de développement local participatif Akonolinga, 2020, p.78.

d'un dialogue inclusif entre les parties prenantes pour prévenir les conflits et garantir une exploitation équitable et pacifique.

L'exploitation des ressources du sous-sol dans la commune d'Akonolinga, bien qu'elle représente un atout potentiel pour le développement local, engendre également des formes de dépendance économique et sociale sources de vulnérabilités. En effet, l'absence de diversification des activités économiques dans certaines localités conduit à une forte dépendance des populations vis-à-vis de l'extraction artisanale de sable, de latérite ou d'argile⁹⁸. Cette situation rend l'économie locale instable et sensible aux variations saisonnières, aux décisions administratives (suspension d'activités) ou aux conflits d'usage du sol. Sur le plan social, cette dépendance crée une vulnérabilité des jeunes qui s'investissent massivement dans l'exploitation manuelle, souvent au détriment de leur scolarisation ou d'une formation qualifiante. Le manque de réglementation expose également les exploitants à des conditions de travail précaires, sans couverture sociale ni sécurité⁹⁹. La vulnérabilité environnementale est également préoccupante. L'exploitation non encadrée entraîne la dégradation des sols, l'érosion, la pollution des cours d'eau et parfois la destruction de zones agricoles. À long terme, ces dégradations menacent la sécurité alimentaire et les écosystèmes locaux¹⁰⁰. Cette dépendance à des ressources naturelles peu transformées sur place reflète la faiblesse des capacités locales de valorisation, renforçant ainsi la vulnérabilité structurelle de la commune face aux aléas économiques. Pour en sortir, il est indispensable d'initier des politiques de diversification économique, de valorisation locale des ressources, et de formation professionnelle adaptée.

L'exploitation des ressources du sous-sol dans la commune d'Akonolinga soulève de nombreux enjeux environnementaux et sociaux qui, s'ils ne sont pas maîtrisés, peuvent compromettre les bénéfices attendus du développement local. Sur le plan environnemental, les activités d'extraction, en particulier celles menées de façon artisanale et non encadrée, entraînent une dégradation importante des écosystèmes. L'exploitation du sable ou de la latérite provoque l'érosion des sols, la perturbation des cours d'eau et la destruction de la végétation riveraine. Ces perturbations affectent directement l'agriculture, la qualité de l'eau, et la biodiversité

⁹⁸ MINEPAT, Stratégie Nationale de Développement 2020-2030, Yaoundé, 2020.

⁹⁹ ILO, Conditions de travail dans les exploitations minières artisanales au Cameroun, 2019.

¹⁰⁰ WWF, Rapport sur l'impact environnemental de l'exploitation artisanale des ressources au Cameroun, 2021.

locale¹⁰¹. Les zones d'exploitation abandonnées sans réhabilitation deviennent des friches dangereuses, favorisant l'insécurité et l'insalubrité. À cela s'ajoutent les effets du changement climatique qui aggravent la vulnérabilité écologique des zones déjà fragilisées¹⁰². Sur le plan social, ces activités non réglementées génèrent également des tensions communautaires, des inégalités d'accès aux ressources, ainsi que des conflits entre exploitants, riverains et autorités traditionnelles. Les jeunes, souvent en quête de revenus rapides, s'investissent massivement dans l'exploitation artisanale, délaissant l'école ou les formations professionnelles. Cela alimente un cycle de pauvreté et de précarité dans certaines communautés. De plus, l'absence de mécanismes clairs de redistribution des revenus issus de l'exploitation renforce les frustrations locales et la méfiance envers les autorités¹⁰³. Pour répondre à ces défis, il devient urgent de promouvoir une gouvernance environnementale et sociale participative, qui intègre les communautés locales, renforce la réglementation, et encourage les bonnes pratiques d'exploitation et de réhabilitation.

3. Des activités génératrices de revenus (AGR)

Dans un contexte marqué par la montée du chômage, la précarité des revenus et les mutations économiques, les activités génératrices de revenus (AGR) apparaissent comme un levier essentiel pour renforcer l'autonomie financière des populations, en particulier dans les zones rurales et périurbaines. Elles englobent un large éventail d'initiatives économiques individuelles ou collectives, souvent informelles, visant à satisfaire les besoins de base, à créer de l'emploi local et à améliorer le niveau de vie des ménages. Que ce soit dans le domaine agricole, artisanal, commercial ou des services, les AGR jouent un rôle croissant dans la résilience économique des communautés et dans la lutte contre la pauvreté. Cependant, leur développement se heurte à de nombreuses contraintes, notamment le manque d'accès aux financements, à la formation ou encore à des débouchés durables. Il est donc fondamental d'analyser la typologie, les enjeux, les limites et les perspectives d'appui à ces activités pour en faire de véritables outils de développement local.

¹⁰¹ MINEPDED, Évaluation environnementale stratégique du secteur minier au Cameroun, 2020.

¹⁰² WWF, Exploitation artisanale des ressources naturelles et vulnérabilité environnementale, Yaoundé, 2021.

¹⁰³ PNDP, Diagnostic socio-environnemental participatif de la commune d'Akonolinga, 2020.

Photo 2: Poisson de type Kanga pêché à Akonolinga



Source : Cliché Essamba Samba, le 25 juillet 2025 à Akonolinga

La pêche fait également partie des activités génératrices de revenu à Akonolinga. Sur cette photo, on voit bien une cargaison importante du poisson de type Kanga pêché dans le fleuve Nyong.

Les activités génératrices de revenus (AGR) se déclinent en plusieurs catégories selon les ressources locales disponibles nous dit Apollinaire les savoir-faire des populations, et les opportunités économiques du milieu. En premier lieu, les AGR agricoles sont parmi les plus répandues, notamment en milieu rural. Elles comprennent la culture vivrière (maïs, manioc, plantain), le petit élevage (volaille, porc, chèvre) et la transformation agroalimentaire (farine de manioc, huile de palme artisanale)¹⁰⁴. Ces activités, bien que souvent informelles, permettent aux ménages d'assurer leur subsistance tout en générant des excédents commercialisables. Il continue en disant, les AGR artisanales regroupent des métiers tels que la couture, la vannerie, la poterie,

¹⁰⁴ Entretien avec Apollinaire, 38 ans, natif d'Akonolinga, le 27 juillet 2025.

la menuiserie ou la fabrication de briques. Ces activités, basées sur les savoir-faire locaux, présentent un fort potentiel de création d'emploi, en particulier pour les femmes et les jeunes¹⁰⁵.

Photo 3: Quelques comptoirs des populations du marché à Akonolinga



Source : Cliché Willy Joelle Essamba Samba, le 25 juillet 2025 à Akonolinga.

Les activités génératrices de revenus (AGR) constituent un moteur économique essentiel, notamment dans les zones rurales et semi-urbaines où les opportunités d'emploi formel restent limitées. Leur premier enjeu économique réside dans leur capacité à réduire la pauvreté et le chômage. En fournissant des moyens de subsistance, même modestes, elles permettent à de nombreux ménages de subvenir à leurs besoins de base, tout en contribuant à la croissance des économies locales¹⁰⁶. Par ailleurs, les AGR participent à la dynamisation du tissu économique informel, qui représente une part significative du produit intérieur brut (PIB) dans de nombreux pays africains, y compris le Cameroun¹⁰⁷. En outre, les AGR favorisent l'autonomisation économique des groupes marginalisés, en particulier les femmes et les jeunes. En leur offrant des sources de revenus indépendants, ces activités renforcent leur rôle dans la prise de décision

¹⁰⁵ Entretien avec Apollinaire, 38 ans, natif d'Akonolinga, le 27 juillet 2025.

¹⁰⁶ PNUD, Rapport sur le développement humain au Cameroun, 2022. voir , www.ined.fr, consulté le 9 juillet 2025.

¹⁰⁷ INS Cameroun, Enquête sur le secteur informel 2020. horizon.Documentation.ird.fr, consulté le 28 juin 2025.

familiale et communautaire, tout en stimulant la consommation locale¹⁰⁸. Sur un autre plan, les AGR encouragent la valorisation des ressources locales, naturelles ou culturelles, à travers des initiatives telles que la transformation agroalimentaire ou l'artisanat. Cette mise en valeur des richesses locales crée des chaînes de valeur ancrées dans les territoires, avec un impact positif sur l'emploi, les échanges et la résilience économique¹⁰⁹. Le développement des AGR contribue à la structuration de l'économie locale : apparition de coopératives, création de marchés de proximité, renforcement des réseaux de distribution, etc. Toutefois, leur potentiel est encore freiné par des obstacles structurels (accès au crédit, formation, encadrement) qui nécessitent une politique publique adaptée. Au-delà de leur impact économique, les activités génératrices de revenus (AGR) jouent un rôle central dans le renforcement du tissu social et de la cohésion communautaire. En premier lieu, elles permettent de lutter contre l'exclusion sociale, en donnant aux individus notamment les femmes, les jeunes la possibilité de s'insérer dans des dynamiques productives et sociales. Cela contribue à restaurer leur dignité, à renforcer leur confiance en soi et à améliorer leur statut au sein de la communauté¹¹⁰.

Les AGR favorisent également la solidarité intercommunautaire, notamment à travers la création de groupements, d'associations ou de coopératives. Ces structures sont souvent des espaces d'entraide, de transmission de savoirs, de mobilisation collective et de gestion participative des revenus. Elles consolident le lien social en promouvant des valeurs de partage et de responsabilité collective¹¹¹. Par ailleurs, les AGR ont un impact direct sur l'accès aux services sociaux de base, car les revenus générés sont souvent utilisés pour financer l'éducation des enfants, l'alimentation, les soins de santé ou l'amélioration de l'habitat. Elles participent ainsi à l'amélioration du bien-être et à la réduction des inégalités sociales¹¹². Enfin, les AGR ont un rôle préventif contre la déviance sociale, en particulier chez les jeunes. En leur offrant des

¹⁰⁸ ONU Femmes, Autonomisation économique des femmes en Afrique centrale, 2021, horizon.Documentation.ird.fr, consulté le 28 juin 2025.

¹⁰⁹ FAO, Agri-food systems and rural livelihoods in sub-Saharan Africa, 2020, voir <https://horizon.Documentation.ird.fr>, consulté le 28 juin 2025

¹¹⁰ ONU Femmes, Autonomisation économique des femmes et cohésion sociale, 2021, voir www.journals.openedition.org, consulté le 13 juin 2025.

¹¹¹ BIT, Promotion de l'économie sociale et solidaire en Afrique, 2020, www.afro-barometer.org/article, consulté le 28 juin 2025.

¹¹² PNUD Cameroun, Rapport national sur le développement humain, 2022, voir www.ined.fr, consulté le 9 juillet 2025.

perspectives économiques, elles réduisent les risques liés à l'oisiveté, à la criminalité, ou à la migration clandestine, tout en favorisant l'ancrage communautaire¹¹³.

Malgré leur rôle fondamental dans l'amélioration des conditions de vie des populations, les activités génératrices de revenus (AGR) sont confrontées à de nombreuses contraintes structurelles et contextuelles. L'un des obstacles majeurs demeure le manque d'accès au financement. La majorité des porteurs d'AGR, opérant dans l'informel, ne disposent ni de garanties ni de revenus stables pour accéder aux crédits bancaires. Ce déficit limite leur capacité d'investissement, de diversification ou d'expansion¹¹⁴. Par ailleurs, la faible qualification technique et entrepreneuriale des acteurs constitue un frein important. Nombre d'entre eux exercent leurs activités de manière empirique, sans formation en gestion, en marketing ou en techniques de production améliorées, ce qui réduit leur rentabilité et leur durabilité¹¹⁵. Cette situation est aggravée par l'absence d'encadrement technique efficace et le manque d'accompagnement public structuré. Un autre défi important est celui de l'accès au marché. Les producteurs locaux rencontrent des difficultés à écouler leurs produits à cause du manque de canaux de distribution, du faible pouvoir d'achat des consommateurs ou encore de la concurrence des produits importés. Cela réduit considérablement leur marge bénéficiaire et décourage l'expansion de leurs activités¹¹⁶. Les AGR font aussi face à des contraintes d'ordre infrastructurel (mauvais état des routes, absence d'électricité, pénurie d'eau) et institutionnel (lenteur administrative, fiscalité informelle, insécurité juridique), qui freinent leur émergence à long terme¹¹⁷. Enfin, dans certains cas, les normes socioculturelles peuvent entraver l'implication pleine des femmes ou des jeunes dans des activités économiquement porteuses.

En somme, l'entrée de la commune d'Akonolinga dans l'ère de la décentralisation constitue à la fois un défi structurel et une opportunité historique. Grâce aux transferts de compétences, aux potentialités économiques locales et de ressources prévues par le cadre juridique camerounais, Akonolinga dispose désormais d'un levier essentiel pour piloter son

¹¹³ UNICEF, Insertion socio-économique des jeunes en Afrique centrale, 2020, voir, <https://id.erudit.org>. consulté le 07 juin 2025.

¹¹⁴ PNUD, Rapport sur la réduction de la pauvreté au Cameroun, 2022.

¹¹⁵ FAO, Renforcement des capacités des petits producteurs, 2020. voir, <https://id.erudit.org>. consulté le 07 juin 2025.

¹¹⁶ Banque Mondiale, Étude sur les chaînes de valeur agricoles en Afrique, 2021.

¹¹⁷ BIT, Défis du secteur informel en Afrique subsaharienne, 2020.

développement local de manière autonome, inclusive et durable. Toutefois, la concrétisation des promesses de la décentralisation dépend fortement de la capacité des acteurs locaux à se structurer, à renforcer la gouvernance participative et à mobiliser les ressources humaines, financières et matérielles nécessaires. Il devient donc impératif de consolider les mécanismes de transparence, d'implication citoyenne et de coopération entre l'État, les collectivités locales et la société civile pour permettre à la commune de répondre efficacement aux besoins de ses populations, tout en valorisant ses ressources endogènes dans une dynamique de développement territorial durable.

**CHAPITRE II : ÉTAT DE LIEU DE LA VIE SOCIO-ÉCONOMIQUE DANS LA
COMMUNE D'AKONOLINGA**

La dynamique du développement local dans les communes camerounaises repose largement sur la combinaison de ressources publiques, de partenariats privés et surtout de l'engagement des élites locales. À Akonolinga, comme dans plusieurs localités semi-rurales du Cameroun, l'implication des élites qu'elles soient politiques, économiques, intellectuelles, religieuses ou traditionnelles est devenue un levier essentiel pour pallier les carences de l'État et répondre aux besoins sociaux de base¹¹⁸. L'état de la vie socio-économique à Akonolinga se caractérise par une population jeune, majoritairement rurale, dépendante des activités agricoles de subsistance, confrontée à l'insuffisance des infrastructures de santé, d'éducation, et à un accès limité à l'eau potable ou à l'électricité¹¹⁹. Face à ces défis, les élites locales se sont progressivement positionnées comme des acteurs de substitution, développant des initiatives pour améliorer les conditions de vie, promouvoir l'emploi, soutenir les jeunes, ou accompagner des projets communautaires. Leur mobilisation s'inscrit parfois dans des logiques de solidarité ethnique, mais également dans des stratégies d'influence politique ou de légitimation sociale¹²⁰. Dans ce contexte, l'évaluation de leur rôle permet non seulement de cerner l'état actuel du développement socio-économique local, mais aussi de comprendre comment ces élites peuvent devenir de véritables catalyseurs du développement. Cette stratégie serait encore meilleure si elle est mise en coordination avec les politiques publiques et les mécanismes de décentralisation.

I. CATÉGORIE DES ÉLITES DANS LA COMMUNE D'AKONOLINGA

La commune d'Akonolinga, située dans le département du Nyong-et-Mfoumou, région du Centre au Cameroun, connaît une dynamique sociopolitique marquée par l'implication active de plusieurs catégories d'élites dans le développement local. Ces élites, issues de divers secteurs, jouent un rôle fondamental dans la gestion des affaires publiques, la mobilisation communautaire, ainsi que la promotion socio-économique de la commune. On distingue principalement quatre grandes catégories : les élites politiques, qui regroupent les élus locaux (députés, conseillers municipaux, maires) intervenant dans la gouvernance locale et la mise en œuvre des politiques publiques ; les élites économiques, composées des opérateurs économiques, commerçants,

¹¹⁸ L.I. Mouiche, *Les élites et le pouvoir local au Cameroun : entre clientélisme et développement*, Paris, L'Harmattan, 2016, p. 87.

¹¹⁹ Institut National de la Statistique (INS). (2021). *Annuaire statistique du Cameroun 2021*.

¹²⁰ J. F. Bayart, *L'État en Afrique...*, p. 105.

exploitants agricoles ou miniers qui dynamisent le tissu économique local¹²¹ ; les élites intellectuelles, telles que les enseignants, cadres de l'administration, universitaires, qui participent à la réflexion stratégique et à la formation des ressources humaines¹²² ; et enfin, les élites traditionnelles et religieuses, représentées par les chefs traditionnels, les responsables religieux et les gardiens des valeurs ancestrales, dont l'influence renforce la cohésion sociale et l'enracinement identitaire¹²³. Cette catégorisation permet de mieux comprendre les interactions entre acteurs locaux et l'orientation des efforts de développement dans le contexte de la décentralisation.

1. Les élites politiques

Les élites politiques jouent un rôle central dans la structuration et l'orientation des dynamiques locales, particulièrement dans un contexte marqué par la décentralisation au Cameroun. À Akonolinga, comme dans de nombreuses communes du pays, ces élites sont constituées principalement des élus locaux (maire, conseillers municipaux), des députés, et des cadres politiques affiliés à des partis influents. Leur position stratégique leur permet d'agir comme des courroies de transmission entre l'administration centrale et les besoins locaux, facilitant l'accès aux ressources publiques et aux projets de développement. Elles ont la capacité de faire entendre la voix de leurs communautés au niveau national, tout en assurant l'animation politique sur le terrain. Toutefois, l'efficacité de ces élites dépend souvent de leur degré d'ancrage local, de leur engagement réel en faveur du développement participatif et de leur capacité à fédérer les autres catégories d'acteurs. Dans la commune d'Akonolinga, leur intervention reste un levier déterminant pour la mise en œuvre des politiques publiques et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Dans le contexte camerounais, le terme « élite » désigne généralement une minorité de personnes qui, par leur position sociale, économique ou politique, exercent une influence significative sur la société. Selon Guy Rocher, l'élite se compose de personnes ou de groupes qui, en raison du pouvoir qu'ils détiennent ou de l'influence qu'ils exercent, contribuent de manière

¹²¹ Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Monographie communale d'Akonolinga, Yaoundé, 2021, p.115.

¹²² P. Fouda, « Le rôle des élites intellectuelles dans les dynamiques locales », *Cahiers africains de développement*, n°45, 2017, pp. 112-130.

¹²³ J.P. Ntang, *Pouvoir traditionnel et gouvernance locale au Cameroun*, Presses universitaires d'Afrique, 2019, p.44.

notable à l'action historique d'une collectivité, que ce soit par leurs décisions, leurs idées ou les sentiments qu'ils symbolisent¹²⁴. À Akonolinga, les élites politiques peuvent être classées en plusieurs catégories : Les Élités politiques et traditionnelles : Ce groupe comprend les chefs traditionnels et les notables locaux qui, bien que n'occupant pas nécessairement de fonctions politiques officielles, exercent une influence considérable sur les affaires locales. Ils jouent souvent un rôle de médiation entre les populations et les autorités administratives¹²⁵; Élités politiques modernes : Il s'agit des individus élus ou nommés à des postes politiques formels, tels que les maires, les conseillers municipaux et les députés. Leur légitimité découle de processus électoraux ou de nominations officielles, et ils sont chargés de la mise en œuvre des politiques publiques au niveau local¹²⁶; Élités politiques urbaines : Ces élites résident généralement en dehors de la commune, souvent dans des centres urbains, mais maintiennent des liens étroits avec leur localité d'origine. Elles utilisent leur position et leurs ressources pour influencer les affaires politiques locales, parfois en occupant des fonctions traditionnelles ou en finançant des projets communautaires¹²⁷. La coexistence de ces différentes catégories d'élites politiques à Akonolinga reflète la complexité du paysage politique local, où les traditions ancestrales et les structures modernes interagissent pour façonner la gouvernance et le développement de la commune.

L'accession au statut d'élite politique dans la commune d'Akonolinga repose sur une combinaison de facteurs institutionnels, sociaux et culturels. En premier lieu, le critère électoral est fondamental. Les postes tels que maire, conseiller municipal ou député sont généralement obtenus par voie d'élection, ce qui confère une forme de légitimité démocratique à ceux qui les occupent. Cette légitimité découle du suffrage universel et du soutien populaire, bien qu'elle soit parfois influencée par des logiques clientélistes et communautaristes, où le vote repose davantage sur les affiliations ethniques ou familiales que sur les programmes politiques proposés¹²⁸. Un second critère d'accession repose sur le réseau social et les relations personnelles. Les individus bien introduits dans les cercles politiques nationaux ou régionaux, notamment au sein des partis dominants comme le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), accèdent

¹²⁴ www.memoireonline.com/07/09/2358/m_Elites-urbaines-et-politique-locale-au-Cameroun-Le-cas-de-Bayangam0.html , consulté le 28 juillet 2025.

¹²⁵ fr.wikipedia.org/wiki/Chefferies_traditionnelles_au_Cameroun , consulté le 28 juillet 2025.

¹²⁶ www.memoireonline.com/04/22/12874/Quete-bigmanique-et-lgitimation-politique-locale-des-lites-urbaines-au-Cameroun-Cas-de.html , consulté le 28 juillet 2025.

¹²⁷ fr.wikipedia.org/wiki/Transhumance_politique_%28Nord-Cameroun%29 , consulté le 28 juillet 2025.

¹²⁸ F. Eboko, *La démocratie de transit au Cameroun*, Paris, Karthala, 2000, p.112.

plus facilement aux fonctions politiques, souvent avec le soutien des autorités administratives¹²⁹. Cette réalité reflète une forme de centralisation déguisée, où le pouvoir local est étroitement lié aux centres de décisions nationaux. En outre, les ressources économiques jouent un rôle crucial. La capacité à financer une campagne électorale, à subventionner des activités communautaires ou à offrir des dons aux populations renforce la visibilité et la légitimité des candidats. Ce pouvoir économique est perçu par les populations comme un signe de générosité, d'influence et de capacité à « représenter » efficacement la communauté locale¹³⁰.

Enfin, la légitimation des élites politiques repose aussi sur des critères socioculturels. Le respect des valeurs locales, la capacité à entretenir des liens avec les chefs traditionnels, à parler la langue locale ou à participer aux rites communautaires sont autant d'éléments qui renforcent l'ancrage d'un leader politique dans la commune¹³¹. Ce type de légitimité coutumière, bien que non codifié, reste essentiel dans un contexte où les structures traditionnelles coexistent avec les institutions modernes.

Les élites politiques de la commune d'Akonolinga jouent un rôle central dans la structuration de la vie publique locale. Leur première fonction est la représentation politique des populations au sein des instances de décision, notamment les conseils municipaux, les délégations départementales et, parfois, les assemblées législatives nationales. À ce titre, elles incarnent les aspirations locales, tout en servant de relais entre l'État central et les citoyens. Elles traduisent ainsi les besoins communautaires en projets de développement, d'où leur importance dans le processus de décentralisation censé rapprocher l'administration des populations¹³². En outre, les élites politiques sont porteuses de projets de développement. Elles interviennent dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques locales, notamment à travers les Plans Communaux de Développement (PCD), souvent en collaboration avec le Programme National de Développement Participatif (PNDP)¹³³. Par leur pouvoir d'orientation budgétaire et de priorisation des investissements, elles influencent directement la distribution des ressources publiques, les infrastructures et les services sociaux de base, comme les écoles, les forages ou les

¹²⁹ M. Tchindjang, "Décentralisation et enjeux territoriaux au Cameroun", *Cahiers d'Outre-Mer*, n°234, 2006, p. 17.

¹³⁰ F. Bayart, *L'État en Afrique...*, p. 204.

¹³¹ M. Owona Nguini, « Logiques de la représentation politique au Cameroun », *Revue Africaine de Science Politique*, vol. 6, n°2, 2001, p. 78.

¹³² M. Tchindjang, *Décentralisation et développement local au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 47.

¹³³ Programme National de Développement Participatif (PNDP), Guide de planification communale, Éd. 2015, p. 23.

centres de santé. Par ailleurs, elles exercent un rôle de médiation sociale. En période de tensions communautaires ou de conflits fonciers fréquents dans cette zone, les élites politiques servent souvent d'interfaces entre les groupes ethniques, les jeunes et les autorités administratives. Elles contribuent ainsi à maintenir la paix sociale, un facteur essentiel dans une région où les logiques d'appartenance ethnique peuvent menacer la cohésion locale¹³⁴.

Enfin, ces élites sont perçues comme des figures de légitimation des actions de l'État. Leur présence lors des cérémonies officielles, des campagnes de sensibilisation ou des opérations d'identification électorale renforce la visibilité des institutions républicaines. Cependant, ce rôle est souvent critiqué lorsqu'il est réduit à une simple reproduction des directives venues du sommet, sans véritable ancrage dans les besoins locaux¹³⁵.

Dans la commune d'Akonolinga, les élites politiques jouent un rôle stratégique de représentation et de médiation entre l'État central et les citoyens. Elles servent d'interface essentielle pour articuler les intérêts locaux aux politiques publiques nationales. En tant qu'élus locaux ou figures politiques influentes (députés, sénateurs, maires), elles sont investies d'une mission de représentation des préoccupations des populations au sein des institutions de l'État. Ce rôle est fondamental dans le cadre de la décentralisation, processus qui vise à rapprocher les centres de décisions des communautés de base¹³⁶. En matière de médiation, les élites politiques participent à la pacification des relations entre l'administration et les citoyens, en traduisant les attentes sociales et en relayant les politiques gouvernementales auprès des communautés locales.

Elles interviennent notamment lors des consultations publiques, dans les négociations autour des projets d'aménagement ou de développement local (routes, écoles, forages), et dans la résolution des tensions sociales (conflits fonciers, rivalités ethniques ou politiques)¹³⁷. Leur capital social, souvent issu de leurs racines communautaires ou de leur proximité culturelle avec les populations, facilite cette fonction de médiation¹³⁸.

¹³⁴ Bayart, *L'État en Afrique*, p. 68.

¹³⁵ F. Eboko, *La démocratie de transit au Cameroun*, Paris, Karthala, 2000, p.130.

¹³⁶ République du Cameroun, Loi N°2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation, Journal Officiel. : fr.wikipedia.org/wiki/Transhumance_politique_%28Nord-Cameroun%29, consulté le 28 juillet 2025.

¹³⁷ PNDP Plan Communal de Développement de la Commune d'Akonolinga, 2016.

¹³⁸ J.F. Bayart, *Le gouvernement du monde : Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2006, p. 67.

Cependant, cette posture de médiateur est parfois affaiblie par une politisation excessive des élites, dont certaines se contentent de défendre les intérêts de leur groupe ou de leur parti au détriment de l'intérêt général. Ce phénomène, courant dans plusieurs communes camerounaises, freine la construction d'un véritable dialogue citoyen et alimente le sentiment de méfiance envers les institutions publiques¹³⁹. Malgré cela, dans plusieurs cas observés à Akonolinga, certaines figures politiques ont su se positionner comme courroies de transmission efficaces, notamment dans la mobilisation de projets de développement grâce à leur proximité avec l'administration centrale.

La mobilisation des ressources constitue une des fonctions majeures des élites politiques dans la commune d'Akonolinga, surtout dans un contexte marqué par la décentralisation et la raréfaction des financements publics. En tant qu'intermédiaires entre les institutions étatiques, les bailleurs de fonds et les populations locales, les élites politiques jouent un rôle stratégique dans l'orientation, la recherche et la canalisation des ressources matérielles, financières et humaines nécessaires au développement local. Elles agissent à travers des leviers institutionnels tels que les subventions de l'État, les partenariats avec les ONG, les projets financés par le Programme National de Développement Participatif (PNDP), ou encore les contributions volontaires des populations¹⁴⁰.

Dans le cas d'Akonolinga, cette mobilisation prend plusieurs formes : la défense de projets d'investissements publics devant les ministères de tutelle, la négociation d'appuis techniques et financiers auprès d'acteurs extérieurs (ONG, coopération internationale), ou la promotion de dispositifs de collecte locale comme les impôts, les taxes communales et les redevances diverses. Les élites locales ont notamment permis l'obtention de fonds pour la construction de forages, de salles de classe et pour la réhabilitation de certaines routes rurales¹⁴¹. Cette capacité à mobiliser les ressources repose souvent sur leur influence politique, leur réseau social et leur position dans les partis politiques au pouvoir¹⁴².

Cependant, la mobilisation des ressources à Akonolinga reste confrontée à plusieurs limites : mauvaise gouvernance, manque de transparence, faible participation citoyenne et

¹³⁹ L.Sindjoun, *Savoirs et politique en Afrique*, Paris, Karthala, 2002, p. 113.

¹⁴⁰ République du Cameroun, Loi n°2009/011 portant régime financier des collectivités territoriales décentralisées, Yaoundé, 2009.

¹⁴¹ PNDP, Rapport d'évaluation des PCD dans la région du Centre, Yaoundé, 2018.

¹⁴² Bayart, *L'État en Afrique...*, p. 140.

dépendance excessive vis-à-vis de l'État central. À cela s'ajoutent des blocages administratifs et des rivalités internes qui entravent parfois l'efficacité des initiatives lancées par les élites. Malgré ces contraintes, plusieurs observateurs soulignent que lorsqu'elles sont bien organisées et orientées, les élites peuvent générer des dynamiques locales de développement inclusif¹⁴³. L'arbitrage des intérêts est une fonction cruciale assurée par les élites politiques dans les sociétés décentralisées, notamment dans la commune d'Akonolinga. Il s'agit du processus par lequel ces élites gèrent, modèrent ou tranchent entre les demandes souvent divergentes des citoyens, des groupes d'intérêts, des institutions traditionnelles, religieuses et de l'administration. En tant que figures de référence au niveau local, les élites politiques agissent comme des médiateurs entre les besoins de la base et les impératifs de l'État, assurant ainsi une forme d'équilibre dans la gouvernance locale¹⁴⁴.

Dans le cadre de la décentralisation au Cameroun, les élites locales apparaissent comme des acteurs clés du développement communal, notamment par leur capacité à mobiliser des ressources, orienter les priorités d'action publique et canaliser les attentes sociales. Leur influence se manifeste par leur participation active à la planification stratégique du territoire, à travers des projets d'infrastructures, des initiatives éducatives ou sanitaires, ainsi que leur rôle de relais entre les populations et les institutions étatiques. À Akonolinga, cette implication est perceptible dans la construction d'écoles, de centres de santé, ou encore dans l'amélioration des axes routiers grâce à des financements publics ou privés mobilisés par ces acteurs. Toutefois, cette influence est ambivalente : si certaines élites agissent dans une logique d'intérêt général, d'autres instrumentalisent leur position à des fins clientélistes ou électoralistes, créant des dynamiques d'exclusion ou de compétition communautaire. L'élite devient alors à la fois catalyseur de progrès et facteur de blocage selon le contexte et les intérêts en jeu¹⁴⁵. En définitive, la portée réelle de leur influence dépend non seulement de leur engagement mais aussi de leur capacité à fédérer les différentes composantes sociales autour d'un projet collectif¹⁴⁶.

¹⁴³ C. Tchegho, « Les élites locales et le développement communal au Cameroun », Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS Yaoundé, 2017, p. 60.

¹⁴⁴ D. Njoya, *La décentralisation au Cameroun : enjeux et limites*, Yaoundé, Éditions Clé, 2012, p. 57.

¹⁴⁵ J-C Eyebé Ayissi, *Décentralisation et gouvernance locale au Cameroun : dynamiques sociales et politiques d'une réforme en mutation*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 156.

¹⁴⁶ Bayart, *L'État en Afrique ...*, p. 213.

2. Élités économiques et intellectuelles

Les élites économiques et intellectuelles jouent un rôle déterminant dans la structuration des dynamiques locales, particulièrement dans les communes comme celle d'Akonolinga. Leur présence se manifeste à travers la création d'entreprises, l'investissement dans des projets de développement, ou encore la contribution à l'encadrement des jeunes et à la diffusion du savoir. Issues du monde des affaires, du secteur privé ou du milieu universitaire, ces élites constituent un pont entre les ressources économiques, les innovations intellectuelles et les besoins de développement local. Dans le contexte de la décentralisation au Cameroun, leur implication devient d'autant plus stratégique, car elles représentent une force complémentaire à l'action publique, en apportant des réponses concrètes aux carences en infrastructures, en emploi ou en services sociaux de base¹⁴⁷. Cependant, leur influence reste encore inégalement répartie et parfois peu structurée, faute de plateformes de coordination efficaces. Il devient donc essentiel d'analyser leur rôle, leurs moyens d'intervention et leurs relations avec les autres catégories d'élites, pour mieux comprendre les leviers de transformation socio-économique dans des territoires en quête d'émergence. Les élites économiques et intellectuelles sont des catégories d'acteurs qui exercent une influence significative sur les dynamiques socio-économiques et politiques d'une société, en raison de leur capital financier, de leur expertise ou de leur capacité à produire et diffuser le savoir. Selon Vilfredo Pareto, les élites sont « ceux qui excellent » dans un domaine donné, qu'il soit économique, intellectuel ou politique¹⁴⁸. Dans le contexte camerounais, et notamment dans des communes comme Akonolinga, ces élites se déclinent en plusieurs types. On distingue d'une part les élites économiques, constituées d'entrepreneurs, chefs d'entreprises, commerçants prospères et investisseurs locaux, qui participent à la création de richesses, d'emplois et à l'émergence d'un tissu économique local dynamique¹⁴⁹. D'autre part, les élites intellectuelles englobent les enseignants, chercheurs, cadres de l'administration ou de grandes entreprises, ainsi que les professionnels libéraux (médecins, avocats, ingénieurs), qui interviennent dans la formation, la planification ou le conseil stratégique au service du développement local¹⁵⁰. Leur légitimité repose non seulement sur leurs compétences techniques

¹⁴⁷ I. J. Tamba, *Décentralisation et développement local au Cameroun : le rôle des acteurs non étatiques*. Yaoundé, l'Harmattan Cameroun, 2019, p. 240.

¹⁴⁸ V. Pareto, *La circulation des élites*, Yaoundé, Editions Clé, 1916, p. 12.

¹⁴⁹ Bayart, *L'État en Afrique...*, p. 120.

¹⁵⁰ A. Mbembe, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960)*, Paris, Karthala, 1996, p. 67.

et scientifiques, mais aussi sur leur capacité à dialoguer avec les pouvoirs publics, les élites traditionnelles et les communautés. Toutefois, leur influence reste parfois limitée par les logiques clientélistes, la faible institutionnalisation de leur rôle dans la gouvernance locale, ou encore leur éloignement géographique des territoires dont ils sont originaires¹⁵¹.

Les élites économiques et intellectuelles jouent un rôle fondamental dans la structuration et le développement des sociétés contemporaines, notamment dans les contextes locaux comme celui de la commune d'Akonolinga. Elles participent d'abord à la création de richesses et au développement du tissu économique local. Par leurs investissements, les élites économiques stimulent l'emploi, soutiennent l'essor du secteur informel, participent à l'urbanisation et influencent la circulation monétaire dans les communautés¹⁵². De leur côté, les élites intellectuelles contribuent à l'éducation, à la production de connaissances, et à l'innovation sociale, ce qui renforce les capacités locales et améliore la qualité des décisions publiques¹⁵³. Leur rôle de conseil auprès des autorités traditionnelles ou administratives, ainsi que leur capacité à établir des ponts entre les logiques locales et les enjeux nationaux ou internationaux, leur confère une fonction stratégique dans la gouvernance locale¹⁵⁴. Elles peuvent aussi devenir des vecteurs de mobilisation communautaire, par le financement de projets communautaires, la mise en place de structures d'appui (associations, fondations, coopératives) ou par l'intermédiation avec des ONG et bailleurs de fonds¹⁵⁵. Toutefois, l'efficacité de leur action est souvent confrontée à des défis comme la politisation des initiatives, l'absence de coordination avec les collectivités territoriales décentralisées, ou encore les rivalités internes¹⁵⁶.

Les élites économiques et intellectuelles sont aujourd'hui confrontées à de multiples enjeux et défis dans la perspective du développement local, particulièrement dans les communes comme celle d'Akonolinga. L'un des enjeux majeurs réside dans la légitimité sociale de ces élites, souvent perçues comme déconnectées des réalités locales ou agissant pour leurs propres

¹⁵¹ L. Sindjoun, *Sociologie politique de l'Afrique noire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 88.

¹⁵² G. Tchouassi, « Économie informelle et développement local au Cameroun », *Revue Tiers Monde*, n°185, 2006, p. 40.

¹⁵³ F. Nyamnjoh, « Delusions of development and the enrichment of witchcraft discourses in Cameroon », *African Studies Review*, vol. 44, n°3, 2001, p.56.

¹⁵⁴ Sindjoun, *Sociologie politique de...*, p. 302.

¹⁵⁵ F. Eboko, « Mobilisations communautaires et dynamiques locales au Cameroun », *Politique Africaine*, n°78, 2000, p. 24.

¹⁵⁶ Bayart, *L'État en Afrique...*, p. 120.

intérêts¹⁵⁷. Cette perception peut engendrer une défiance croissante des populations à leur égard, affaiblissant ainsi les dynamiques de mobilisation autour des projets de développement. De plus, la mondialisation et la montée des inégalités sociales accentuent les écarts entre les élites et les couches populaires, mettant en péril le rôle de médiation qu'elles sont censées jouer¹⁵⁸. Les défis liés à l'exclusivité, à la gouvernance locale et à la transparence sont également notables. Trop souvent, les élites économiques dominent les circuits de décision sans impliquer suffisamment les communautés de base, ce qui renforce les sentiments d'exclusion¹⁵⁹. Par ailleurs, la fuite des cerveaux constitue un obstacle de taille : bon nombre d'intellectuels formés localement préfèrent s'expatrier ou s'investir dans des centres urbains plus porteurs, désertant les zones rurales comme Akonolinga¹⁶⁰. Cette perte de ressources humaines qualifiées réduit la capacité des collectivités à concevoir et piloter des stratégies de développement adaptées à leurs besoins spécifiques. En outre, le conflit entre modernité et tradition, incarné par la tension entre savoirs scientifiques et pratiques locales, crée des frictions dans l'action des élites. Réussir à articuler les logiques de développement modernes aux valeurs communautaires demeure un défi stratégique¹⁶¹. Enfin, la coordination entre élites politiques, économiques et intellectuelles reste un enjeu crucial : les divergences d'intérêts ou les luttes de leadership freinent l'émergence d'initiatives collectives cohérentes.

3. Élites dites traditionnelles et religieuses

Les élites dites traditionnelles et religieuses occupent une place singulière dans la structuration sociale et politique des communautés locales, notamment dans les sociétés africaines où les systèmes de chefferie et d'autorité spirituelle coexistent avec les institutions modernes de l'État. Dans la commune d'Akonolinga, ces élites incarnent à la fois la mémoire historique, les gardiens des normes sociales et les relais d'influence auprès des populations. Leur rôle dépasse le simple cadre symbolique : elles interviennent activement dans la médiation sociale, la résolution des conflits, la préservation des valeurs culturelles et parfois même dans la

¹⁵⁷ Sindjoun, *Sociologie politique de...*, p. 20.

¹⁵⁸ Bayart, *L'État en Afrique...*, p.78.

¹⁵⁹ G. Tchouassi, "Rôle et limites des élites dans les économies locales", *Revue Tiers Monde*, n°185, 2006, p.12.

¹⁶⁰ A Neba, "Migration des élites intellectuelles et désertification des savoirs en zones rurales", *African Journal of Political Science*, vol. 13. 2008, p.7.

¹⁶¹ J. Kamdem, *Élites et développement local au Cameroun*. Yaoundé, Presses de l'UCAC, 2012, p.38.

mobilisation pour des projets de développement communautaire¹⁶². La reconnaissance institutionnelle de ces figures par l'État à travers le statut de "chefs traditionnels" ou de "leaders religieux" leur confère une légitimité à double dimension : populaire et administrative¹⁶³. Cependant, dans un contexte de décentralisation, leurs interventions posent la question de la complémentarité ou parfois de la rivalité avec les autres formes d'élites politiques et économiques. Il devient alors essentiel de comprendre les spécificités de ces acteurs et leur capacité à concilier tradition et modernité, foi et citoyenneté, autorité spirituelle et engagement civique¹⁶⁴.

Les élites dites traditionnelles et religieuses désignent un ensemble d'acteurs sociaux investis d'une autorité légitime fondée soit sur l'héritage ancestral et coutumier, soit sur un pouvoir spirituel ou religieux reconnu par les communautés locales. Dans le contexte camerounais, notamment dans la commune d'Akonolinga, ces élites englobent principalement les chefs traditionnels (chefferies de premier, deuxième ou troisième degré) et les leaders religieux (pasteurs, imams, prêtres)¹⁶⁵. Pour Meke Kombo,

La typologie de ces élites peut être structurée autour de deux axes principaux. D'un côté les autorités traditionnelles, issues de dynasties locales et garantes des normes coutumières et de l'autre, les figures religieuses qui exercent une influence morale et spirituelle sur les croyants, au sein d'institutions ecclésiastiques ou islamiques¹⁶⁶.

Les chefs traditionnels sont souvent considérés comme les représentants historiques des lignages ou des clans. Leur légitimité repose sur la transmission héréditaire du pouvoir, mais également sur leur capacité à préserver l'ordre, arbitrer les conflits fonciers ou familiaux, et transmettre les valeurs culturelles¹⁶⁷. Quant aux leaders religieux, ils s'appuient sur les textes sacrés, la doctrine et la formation théologique pour guider les consciences, prêcher la paix et encadrer la vie sociale de leurs fidèles¹⁶⁸. Cette double typologie n'est cependant pas rigide : certains leaders religieux assument également des fonctions coutumières, tandis que certains chefs traditionnels ont une influence religieuse forte au sein de leurs communautés. Cette

¹⁶² J. S. Mbiti, *Religions traditionnelles africaines et christianisme*, Paris, Présence Africaine, 1992, p. 91.

¹⁶³ C. F. Fisiy, "Chieftaincy in the modern state: An institution at the crossroads of democratic change." *Cahiers d'Études Africaines*, 1995, p. 27.

¹⁶⁴ Bayart, *L'État en Afrique...*, p. 14.

¹⁶⁵ J. Ntuda Ebode, *Les élites et le pouvoir au Cameroun*. Presses de l'UCAC, 2008, p. 18.

¹⁶⁶ Meke Kombo, 34 ans, Enseignant, Akonolinga, le 20 septembre 2025.

¹⁶⁷ C. Fisiy, "Chieftaincy in Cameroon: Customary Law in Conflict with Modern Law," *Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law*, 1995, p.8.

¹⁶⁸ Mbiti, *Les religions africaines...*, p.103.

complexité illustre la richesse de la dynamique locale d'Akonolinga, où la tradition et la foi participent à l'organisation de la société et au développement local¹⁶⁹.

Dans le contexte sociopolitique de la commune d'Akonolinga, les élites traditionnelles et religieuses interagissent de manière complexe avec les autres formes de pouvoir, notamment le pouvoir politique étatique et les élites économiques et intellectuelles. Cette interaction repose sur des logiques de complémentarité, de coopération, mais aussi parfois de tensions et de concurrence. En effet, les chefs traditionnels sont souvent appelés à jouer un rôle de médiation entre les populations locales et l'administration publique, en particulier dans les zones rurales où l'État est faiblement présent. Cette fonction leur confère une forme de pouvoir localement reconnu, qui peut influencer les décisions politiques et administratives¹⁷⁰. De même, les leaders religieux participent à l'orientation morale de la société, parfois en s'opposant aux décisions politiques qu'ils jugent contraires aux valeurs spirituelles, comme dans les cas de campagnes électorales où les sermons peuvent peser sur le vote des fidèles¹⁷¹.

Cette interaction peut aussi prendre la forme d'une instrumentalisation réciproque : les élites politiques sollicitent le soutien des autorités traditionnelles et religieuses pour asseoir leur légitimité et leur ancrage local, notamment en période électorale. En retour, les chefs traditionnels peuvent obtenir un appui pour le financement de projets communautaires ou la reconnaissance officielle de leur chefferie¹⁷². Toutefois, cette complémentarité n'exclut pas des conflits de compétences, en particulier dans les domaines du foncier, de la justice coutumière ou de la gestion des ressources naturelles, où les autorités traditionnelles entrent parfois en contradiction avec les représentants de l'État ou les investisseurs privés¹⁷³. Par ailleurs, les élites religieuses exercent une influence croissante dans les débats publics, notamment sur les questions éthiques et sociales. Cette présence active dans l'espace public peut renforcer la société civile, mais elle peut aussi cristalliser des tensions lorsque des positions religieuses sont perçues comme

¹⁶⁹ Bayart, *L'État en Afrique* ..., p. 44.

¹⁷⁰ C. Fisiy, Cyprian. "Chieftaincy in Cameroon: Customary Law in Conflict with Modern Law." *Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law*, vol. 37, 1995, p. 12.

¹⁷¹ Mbiti, *Les religions africaines* ..., p. 304.

¹⁷² Ntsebeza, Lungisile. *Democracy Compromised: Chiefs and the Politics of the Land in South Africa*, London, Brill, 2005, p. 15.

¹⁷³ P. Geschiere, *The Perils of Belonging: Autochthony, Citizenship, and Exclusion in Africa and Europe*, University of Chicago Press, 2009, p. 144.

contraires aux principes de laïcité ou aux politiques publiques en matière de droits humains¹⁷⁴. Ainsi, les interactions entre pouvoirs traditionnels, religieux et modernes constituent un enjeu majeur dans la gouvernance locale, appelant à une meilleure articulation institutionnelle et au respect mutuel des légitimités respectives.

Les élites traditionnelles et religieuses dans la commune d'Akonolinga, comme dans plusieurs localités camerounaises, sont confrontées à des enjeux contemporains majeurs liés à la modernisation, à la décentralisation et à l'évolution des rapports sociaux. L'un des principaux défis réside dans la légitimation de leur autorité dans un contexte de recomposition des pouvoirs locaux, marqué par la montée des élites politiques, économiques et intellectuelles. Les chefs traditionnels, tout comme les leaders religieux, doivent adapter leurs rôles aux exigences d'un État moderne tout en conservant leur ancrage communautaire. Cette situation crée une tension entre tradition et modernité, particulièrement visible dans la gestion des conflits fonciers, des successions, et dans la participation aux organes de gouvernance locale¹⁷⁵. Par ailleurs, les élites traditionnelles sont parfois perçues comme instrumentalisées par les partis politiques, ce qui fragilise leur neutralité et leur rôle de médiateurs sociaux. Cette politisation de l'autorité traditionnelle soulève des interrogations sur la cohésion sociale, l'équité dans la représentation locale, et l'indépendance des institutions coutumières¹⁷⁶. Les leaders religieux, quant à eux, doivent faire face à la pluralisation du champ spirituel (multiplication des Églises, rivalités confessionnelles) et à la nécessité de promouvoir un discours de paix, de tolérance et de développement dans un contexte de crise sociale persistante¹⁷⁷. Les défis liés à la transmission intergénérationnelle de l'autorité sont également significatifs. Les jeunes générations, plus exposées à l'urbanisation et aux réseaux sociaux, contestent parfois la pertinence des normes traditionnelles, ce qui affaiblit la continuité culturelle. Le défi est alors de réconcilier patrimoine et innovation, en intégrant les jeunes dans les processus décisionnels sans perdre la substance des valeurs locales¹⁷⁸. Enfin, dans un contexte de décentralisation accrue, ces élites doivent redéfinir leur rôle en tant qu'acteurs du développement local. Cela implique une meilleure implication

¹⁷⁴ Bayart, *L'État en Afrique ...*, p. 33.

¹⁷⁵ C. Manga Fombad, *Traditional justice systems and the rule of law in Africa: A human rights perspective*, Institute for Security Studies, 2005, p. 17.

¹⁷⁶ P. Geschiere, *The Modernity of Witchcraft: Politics and the Occult in Postcolonial Africa*, University of Virginia Press, 1997, p. 45.

¹⁷⁷ A. Mbembe, *La politique de l'inimitié*, Paris, La Découverte, 2016, p.4.

¹⁷⁸ Jua, Nantang, "Decentralization and elite capture in Africa: Evidence from Cameroon," *African Studies Review*, vol. 42, no. 1, 2009, p.12.

dans la planification communale, la médiation des projets communautaires, et la sensibilisation à la citoyenneté. Le manque de formation, les querelles de légitimité, et l'insuffisance de moyens logistiques et financiers limitent toutefois leur efficacité¹⁷⁹. Ainsi, la redéfinition des fonctions et la valorisation du leadership traditionnel et religieux apparaissent comme une nécessité stratégique pour renforcer la gouvernance locale et promouvoir un développement inclusif.

Photo 4: Intronisation d'une élite en tant que chef traditionnel



Source : Cliché Willy Joelle Essamba Samba, le 25 juillet 2025

II. LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE PRECAIRE DANS LA COMMUNE D'AKONOLINGA

La commune d'Akonolinga illustre les dynamiques locales de développement en contexte de décentralisation, mais sous une situation de crise ou de précarité générale. Depuis les années 2000, l'État camerounais a engagé des réformes visant à transférer certaines compétences aux collectivités territoriales décentralisées, dans l'optique de rapprocher l'administration des citoyens et de promouvoir un développement participatif. Dans ce contexte, les élites locales qu'elles soient politiques, économiques, intellectuelles, traditionnelles ou religieuses jouent un rôle déterminant dans la redynamisation des initiatives de développement communautaire.

¹⁷⁹ J-C. ELA, *L'Afrique à l'heure de ses choix*, Paris, Karthala, 2002, p. 94.

1. L'insuffisance des voies de communication.

L'accessibilité territoriale est un facteur clé du développement économique, social et humain. Les voies de communication routes, pistes rurales, ponts, chemins de fer ou réseaux numériques constituent les artères par lesquelles circulent les biens, les services et les populations. Toutefois, dans de nombreuses zones rurales ou périurbaines, notamment en Afrique subsaharienne, l'insuffisance, la vétusté ou l'inexistence de ces infrastructures freinent les dynamiques locales. Cette carence se traduit par l'enclavement de certains villages, la difficulté d'écoulement des produits agricoles, l'accès limité aux services de base (santé, éducation, administration) et la marginalisation socio-économique de nombreuses communautés. Ainsi, comprendre les causes, les formes et les conséquences de cette insuffisance des voies de communication permet de mieux cerner les enjeux liés à l'aménagement du territoire et au désenclavement rural.

L'insuffisance des voies de communication constitue l'un des freins majeurs au développement local, particulièrement dans les zones rurales et périurbaines du Cameroun. Le réseau routier national, bien que relativement dense sur le papier, reste inégalement réparti et mal entretenu. De nombreuses localités sont enclavées, notamment pendant la saison des pluies, en raison de la dégradation des routes en terre, de l'absence de ponts viables et du manque d'aménagements de drainage. Cette situation est aggravée par la faiblesse des investissements publics, la corruption dans l'attribution et l'exécution des marchés publics, et l'absence de planification cohérente. À l'échelle locale, l'accès aux marchés, aux écoles, aux centres de santé et aux services administratifs est fortement compromis, ce qui limite les opportunités économiques et sociales pour les populations. Selon le Ministère des Travaux Publics du Rapport général de 2022 au Cameroun, environ 80 % des routes du pays sont en terre, et plus de 50 % de celles-ci sont dans un état jugé « mauvais » ou « très mauvais »¹⁸⁰. Cette situation crée des disparités régionales et marginalise certaines zones pourtant riches en ressources naturelles ou agricoles. En milieu rural, la dégradation des pistes agricoles compromet gravement l'écoulement des produits vers les marchés urbains, entraînant des pertes post-récoltes élevées et la démotivation des producteurs¹⁸¹. L'insuffisance des voies de communication ne se limite pas aux

¹⁸⁰ Ministère des Travaux Publics du Cameroun, Rapport sur l'état du réseau routier national, 2022, p. 14.

¹⁸¹ Institut National de la Statistique (INS), Enquête sur les conditions de vie des ménages (ECAM IV), Yaoundé, 2015, p. 89.

routes. Elle concerne aussi les infrastructures ferroviaires vieillissantes et mal interconnectées, ainsi que le retard dans l'aménagement des voies fluviales et des réseaux numériques. Ce retard global dans les infrastructures de transport entrave l'intégration nationale, le développement économique et la cohésion sociale. Les infrastructures constituent des leviers fondamentaux du développement local car elles facilitent l'accès aux services sociaux de base, soutiennent les activités économiques, et favorisent l'intégration territoriale. Leur présence et leur qualité influencent directement la croissance économique, la réduction de la pauvreté, ainsi que l'amélioration des conditions de vie. Dans les zones rurales comme urbaines, des routes praticables, des infrastructures scolaires, de santé, ou encore des réseaux d'eau et d'électricité permettent aux populations d'exploiter leur potentiel économique, de participer à la vie citoyenne et d'accéder aux droits fondamentaux. Par ailleurs, les infrastructures de transport, en particulier, jouent un rôle de connectivité entre les centres de production et les marchés, ce qui est essentiel pour les agriculteurs et les commerçants locaux¹⁸².

Dans le contexte camerounais, l'absence ou la précarité des infrastructures accentue les inégalités entre régions et freine l'émergence de pôles de développement en dehors des grandes villes. Par exemple, dans plusieurs communes comme Akonolinga, le manque de routes carrossables pendant toute l'année réduit la fréquence des services sociaux itinérants (vaccination, approvisionnement scolaire, etc.), mais aussi l'attractivité pour les investisseurs ou les projets de développement¹⁸³. Ainsi, les infrastructures ne sont pas seulement des outils techniques, mais aussi des instruments de justice sociale et de redistribution territoriale. Selon la Banque africaine de développement (BAD), chaque dollar investi dans les infrastructures locales peut générer jusqu'à 2,5 dollars de retombées économiques, notamment via la création d'emplois et la dynamisation des marchés locaux¹⁸⁴.

À Akonolinga, l'insuffisance des infrastructures, notamment les voies de communication, se manifeste par un enclavement persistant de plusieurs villages, un accès difficile aux services sociaux de base, ainsi qu'une faible mobilité des biens et des personnes. Malgré son statut de chef-lieu du département du Nyong-et-Mfoumou, la commune souffre d'un réseau routier majoritairement en terre, qui devient impraticable pendant la saison des pluies. Des localités

¹⁸² World Bank, *Infrastructure for Development in Sub-Saharan Africa*, 2020, p. 21.

¹⁸³ PNDP, *Rapport de diagnostic participatif de la commune d'Akonolinga*, 2019, p. 35.

¹⁸⁴ Banque africaine de développement, *Stratégie pour le développement des infrastructures en Afrique*, 2018, p. 12.

comme Nkolmefou, Mbaka et Endom sont régulièrement coupées du reste de la commune, rendant difficile le transport des produits agricoles vers les marchés urbains, avec pour conséquence la baisse des revenus des producteurs et une perte économique notable¹⁸⁵. Cette insuffisance affecte également l'accès aux services de santé. Plusieurs centres de santé intégrés sont dépourvus d'équipements de base et souffrent de ruptures d'approvisionnement, faute de routes praticables. Les femmes enceintes doivent parcourir de longues distances à pied ou en moto pour atteindre le district de santé d'Akonolinga, ce qui augmente les risques d'accouchements non assistés et de mortalité maternelle¹⁸⁶. Sur le plan éducatif, certaines écoles primaires situées dans les zones enclavées n'accueillent plus régulièrement les enseignants, dissuadés par les difficultés de transport, ce qui compromet la qualité de l'enseignement et le taux de scolarisation¹⁸⁷.

En somme, à Akonolinga, l'insuffisance des voies de communication se traduit par une marginalisation sociale et économique de nombreuses zones rurales, un affaiblissement des services publics, et un frein important au développement local. L'insuffisance des voies de communication à Akonolinga découle de plusieurs causes principales, à la fois structurelles, institutionnelles et environnementales. La première cause est liée au faible niveau d'investissement public dans les infrastructures rurales. Malgré les politiques de décentralisation, les communes comme celle d'Akonolinga ne disposent pas de ressources suffisantes pour entretenir et aménager les routes locales. Cette situation est aggravée par la lourdeur administrative et la centralisation des décisions à Yaoundé, ce qui retarde les interventions urgentes sur les tronçons les plus critiques¹⁸⁸.

En second lieu, les conditions climatiques pèsent fortement sur l'état des routes. La région d'Akonolinga connaît de fortes précipitations saisonnières qui provoquent régulièrement l'érosion des routes en terre, la formation de bourbiers, et parfois l'effondrement de ponts rudimentaires. Le manque d'ouvrages de drainage accentue cette vulnérabilité, car les eaux stagnantes endommagent les chaussées non bitumées¹⁸⁹. Une autre cause majeure réside dans la mauvaise planification et le suivi défaillant des projets d'infrastructures. Plusieurs projets lancés

¹⁸⁵ PNDP, Monographie de la Commune d'Akonolinga, Yaoundé, 2018, p. 46.

¹⁸⁶ Ministère de la Santé Publique, Rapport annuel du district de santé d'Akonolinga, 2021, p. 15.

¹⁸⁷ Inspection d'arrondissement de l'Éducation de Base d'Akonolinga, Statistiques scolaires 2020-2021, p. 9.

¹⁸⁸ PNDP, Plan de développement communal d'Akonolinga, 2020, p. 37.

¹⁸⁹ MINHDU, Stratégie nationale d'entretien des routes rurales, 2019, p. 18.

par les autorités locales ou soutenus par des partenaires techniques sont soit inachevés, soit de mauvaise qualité en raison de la corruption, du favoritisme dans l'attribution des marchés, ou du non-respect des normes techniques¹⁹⁰. Enfin, l'absence d'une véritable politique de maintenance régulière et participative des infrastructures conduit à leur dégradation rapide, même lorsqu'elles ont été récemment aménagées.

L'insuffisance des voies de communication à Akonolinga engendre des conséquences multiformes, touchant à la fois les sphères économique, sociale, sanitaire et éducative. Sur le plan économique, elle limite considérablement l'écoulement des produits agricoles vers les marchés, notamment ceux de Yaoundé, principal débouché. Les agriculteurs des villages enclavés subissent d'importantes pertes post-récolte, ce qui réduit leurs revenus et freine l'investissement dans les techniques modernes de production¹⁹¹. Cette situation aggrave la pauvreté rurale et décourage les jeunes de s'engager dans les activités agricoles, accentuant ainsi l'exode rural. Sur le plan social et sanitaire, le mauvais état des routes complique l'accès aux soins de santé de base. En cas d'urgence, notamment obstétricale, les délais d'évacuation vers l'hôpital de district sont souvent trop longs, exposant les patient(e)s à des risques vitaux¹⁹². L'acheminement des médicaments, vaccins et personnel médical devient également problématique, entraînant des ruptures fréquentes de services dans les centres de santé périphériques. Par ailleurs, le décrochage scolaire est accentué dans les zones reculées : les enfants doivent parcourir de longues distances à pied dans des conditions pénibles, ce qui nuit à leur assiduité et à leurs performances¹⁹³. Enfin, cette situation renforce l'isolement de certaines communautés, rendant difficile leur participation aux activités de développement local. Les projets communautaires, les campagnes de sensibilisation et les opérations de recensement souffrent de la faible connectivité internet, compromettant ainsi la gouvernance locale participative. De plus, l'isolement géographique favorise la marginalisation culturelle et l'amplification des replis identitaires, faute d'échanges intercommunautaires réguliers¹⁹⁴.

¹⁹⁰ Transparency International Cameroon, Rapport sur la gouvernance locale et la gestion des infrastructures, 2021, p. 22.

¹⁹¹ PNDP, Monographie de la commune d'Akonolinga, 2018, p. 45.

¹⁹² Ministère de la Santé Publique, Rapport du district de santé d'Akonolinga, 2020, p. 17.

¹⁹³ Inspection d'Arrondissement de l'Éducation de Base, Statistiques scolaires 2021, p. 10.

¹⁹⁴ G. Ndock Ndock, « Urbanisme de rattrapage et structuration territoriale à Yaoundé », *Revue Espace et Société*, N°33 Vol 4, 2020.

Face aux multiples conséquences de l'insuffisance des voies de communication à Akonolinga, plusieurs pistes de solutions s'avèrent pertinentes et nécessaires. Tout d'abord, l'augmentation des investissements publics dans les infrastructures rurales* est essentielle. Cela implique une meilleure répartition des ressources dans le cadre de la décentralisation, avec un transfert effectif de compétences et de moyens financiers aux communes. Il est crucial que les collectivités locales soient dotées de budgets suffisants pour l'entretien régulier et la réhabilitation des routes existantes¹⁹⁵. Ensuite, l'adoption de techniques de construction adaptées au climat local, telles que l'aménagement de routes latéritiques stabilisées, accompagnées de systèmes de drainage performants, permettrait d'améliorer la durabilité des infrastructures. L'implication des populations locales dans les travaux d'entretien par des approches à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) favoriserait non seulement l'efficacité des projets, mais aussi la création d'emplois temporaires en milieu rural¹⁹⁶. Par ailleurs, la lutte contre la corruption et le renforcement du contrôle citoyen dans l'attribution et l'exécution des marchés publics sont indispensables. La transparence dans les appels d'offres et la responsabilisation des entreprises adjudicataires contribueraient à l'amélioration de la qualité des ouvrages réalisés¹⁹⁷. De plus, l'intégration des technologies de suivi (SIG, drones, plateformes participatives) peut améliorer la planification, le suivi et l'évaluation des projets routiers dans la commune. Le renforcement du partenariat entre l'État, les collectivités, les ONG et les bailleurs de fonds permettrait de mutualiser les efforts en faveur d'un désenclavement durable. Des programmes comme le PNDP ou le Fond Spécial d'Équipement d'Intervention Intercommunale (FEICOM) peuvent jouer un rôle stratégique dans le financement de projets structurants, à condition que les plans communaux de développement soient bien élaborés et actualisés¹⁹⁸.

¹⁹⁵ PNDP, Plan de Développement Communal d'Akonolinga, 2020, p. 40.

¹⁹⁶ Ministère des Travaux Publics (MINTP), Guide technique de la voirie rurale au Cameroun, 2019, p. 21.

¹⁹⁷ Transparency International Cameroun, Rapport sur la gouvernance locale et infrastructures, 2021, p. 23.

¹⁹⁸ FEICOM, Rapport d'activités 2022, Yaoundé, 2023, p. 18.

Photo 5: Le grand pont d'Akonolinga



Source : Cliché Joelle Willy Samba Essamba, Le 25 Juillet 2025

2. Les défis d'adduction d'eau potable

À Akonolinga, l'accès à l'eau potable représente un véritable défi pour les habitants nous dit Ondoua Jean. Bien que la région soit traversée par le fleuve Nyong, la distribution d'eau potable reste problématique. Beaucoup de foyers manquent souvent d'eau, ce qui complique la vie quotidienne¹⁹⁹. Il ajoute que les infrastructures sont souvent insuffisantes et les systèmes d'approvisionnement en eau ne répondent pas toujours aux besoins de la population. De plus, la qualité de l'eau peut poser des problèmes de santé, rendant la situation encore plus critique²⁰⁰. Selon notre observation, nous constatons qu'il y a des initiatives, comme le projet Eau potable d'Otélé, qui tentent d'améliorer la situation dans la région, mais il reste encore beaucoup à faire pour garantir un accès durable et sécurisé à l'eau potable pour tous les habitants d'Akonolinga.

L'accès à l'eau potable constitue un enjeu vital tant sur les plans sanitaire, économique, social qu'environnemental. Sur le plan sanitaire, Omgwa affirme que la consommation d'eau insalubre est à l'origine de maladies hydriques comme le choléra, la typhoïde, les hépatites ou les diarrhées, responsables d'un taux élevé de morbidité, en particulier chez les enfants de moins de cinq ans²⁰¹. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime qu'un milliard de personnes dans

¹⁹⁹ Entretien avec Jean Ondoua, 45 ans, riverain d'Akonolinga, le 28 juillet 2025.

²⁰⁰ *Idem.*

²⁰¹ Entretien avec Omgwa, 35 ans médecin, Akonolinga le 27 juillet 2025.

le monde n'ont pas accès à une source d'eau sûre, exposant ainsi des millions de vies à des risques évitables²⁰². Sur le plan socio-économique, l'accès difficile à l'eau potable affecte la productivité, notamment chez les femmes et les enfants qui consacrent un temps important à sa recherche, au détriment de leurs activités génératrices de revenus ou de l'éducation. Le manque d'eau freine également les activités agricoles, artisanales et industrielles qui nécessitent une ressource stable et propre.

Sur le plan social, l'inégalité d'accès crée des tensions entre groupes ou quartiers, renforçant la marginalisation des zones rurales ou périurbaines Meke Henri²⁰³. Enfin, les enjeux environnementaux sont également majeurs : la surexploitation des nappes phréatiques, la pollution des cours d'eau et le changement climatique réduisent la disponibilité de la ressource, menaçant durablement l'approvisionnement. Ainsi, garantir l'accès universel à l'eau potable est non seulement un impératif de justice sociale, mais aussi une condition préalable au développement durable et à la stabilité sociale. L'on peut évoquer les résultats avec un « groupe de personnes »²⁰⁴. Au regard de nos analyses sur les données recueillies lors de notre séjour à Akonolinga, nous pouvons dire que l'accès à l'eau potable est confronté à de nombreux défis, surtout dans les pays en développement. Le premier défi est l'insuffisance des infrastructures : les réseaux de distribution sont souvent vétustes, mal entretenus ou totalement absents dans les zones rurales et périurbaines. Cela limite fortement la couverture des populations, qui dépendent alors de sources d'eau non sécurisées. Ensuite, la croissance démographique rapide exerce une pression accrue sur les infrastructures existantes, rendant difficile la planification durable et l'extension des services d'eau. Un autre défi majeur réside dans la mauvaise gouvernance du secteur : faible coordination entre les acteurs, absence de planification à long terme, corruption dans les projets hydrauliques, et manque d'investissement public. À cela s'ajoute le changement climatique, qui perturbe le cycle de l'eau, affecte la recharge des nappes phréatiques et multiplie les périodes de sécheresse ou d'inondation²⁰⁵.

²⁰² Idem

²⁰³ Entretien avec Meke Henri, 50 ans, Huissier, Akonolinga le 27 juillet 2025.

²⁰⁴ *Focus group* de personnes tous vivant à Akonolinga, le 27 juillet 2025.

²⁰⁵ Résultats des analyses recueillies sur le terrain lors de notre séjour à Akonolinga du 20 juillet au 10 août 2025.

Photo 6: Château d'eau d'Akonolinga



Source : Cliché Essamba Samba, le 25 juillet 2025

3. Les carences alimentaires et sanitaires

Les carences alimentaires et sanitaires constituent l'un des défis majeurs auxquels sont confrontées les populations des zones semi-urbaines et rurales du Cameroun, notamment dans la commune d'Akonolinga. Malgré l'abondance relative des ressources agricoles et naturelles, une grande partie de la population vit dans une situation de précarité nutritionnelle, marquée par une alimentation déséquilibrée, souvent insuffisante en quantité et en qualité. Cette situation est aggravée par la faiblesse des infrastructures sanitaires, la rareté des services de santé de proximité, et la difficulté d'accès aux soins médicaux de base, en particulier dans les zones enclavées. Ces insuffisances ont des répercussions directes sur l'état de santé général des populations, avec une prévalence élevée de maladies liées à la malnutrition, à l'eau insalubre, et à l'absence de prévention sanitaire. Les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées sont les groupes les plus vulnérables face à ces carences. Par ailleurs, le manque d'éducation nutritionnelle et sanitaire contribue à perpétuer ces situations.

Dans ce contexte, les interventions des pouvoirs publics, des ONG, et des élites locales sont cruciales pour améliorer l'offre en infrastructures de santé, renforcer l'accès à une alimentation adéquate, et promouvoir l'hygiène et la prévention. Analyser les causes, les

manifestations et les réponses apportées à ces carences permet de mieux comprendre les enjeux du développement humain local dans des communes comme celle d'Akonolinga.

Les carences alimentaires désignent un état de nutrition insuffisante résultant de l'absence ou de la faible disponibilité de certains nutriments essentiels dans l'alimentation quotidienne. Elles peuvent affecter l'organisme sur les plans physique, cognitif et immunitaire. Selon la *Food and Agriculture Organization* (FAO), les carences dites « cachées » touchent plus de deux milliards de personnes dans le monde, souvent sans symptômes visibles immédiats, mais avec des conséquences graves à long terme²⁰⁶. On distingue plusieurs types de carences selon les nutriments déficients.

La première catégorie est celle des carences en macronutriments, notamment en protéines et en calories, qui provoquent des maladies comme le marasme et la kwashiorkor, particulièrement chez les enfants en bas âge²⁰⁷. La deuxième catégorie est celle des carences en micronutriments. Parmi les plus courantes, on trouve la carence en fer (responsable d'anémie), en iode (à l'origine du goitre et de troubles du développement cérébral), en vitamine A (liée à la cécité et à la vulnérabilité aux infections), et en zinc (essentiel au système immunitaire)²⁰⁸. Ces déficits nutritionnels affectent gravement la croissance, les capacités cognitives, la fertilité et la résistance aux maladies. Une troisième typologie concerne les carences combinées, souvent présentes dans les contextes de pauvreté extrême ou de crises humanitaires, où la qualité et la quantité des aliments sont simultanément insuffisantes²⁰⁹. Enfin, il existe des carences secondaires, dues à des maladies chroniques (comme le VIH/SIDA, la tuberculose ou certaines affections digestives) qui empêchent l'absorption ou l'utilisation des nutriments²¹⁰.

Ces typologies montrent que la lutte contre les carences alimentaires ne peut se limiter à une simple augmentation de l'apport calorique : elle exige une alimentation diversifiée, un accès aux soins, à l'eau potable, et des politiques de santé publique cohérentes.

Développement en bloc avec notes de bas de page vérifiable : Causes principales des carences alimentaires et sanitaires

²⁰⁶ FAO, *The State of Food Security and Nutrition in the World*, 2023, p. 10.

²⁰⁷ OMS, *Gestion de la malnutrition aiguë sévère chez l'enfant*, 2013, p. 89.

²⁰⁸ UNICEF, *Micronutrient deficiencies*, factsheet, 2021, p. 65.

²⁰⁹ Médecins Sans Frontières, *Nutrition in humanitarian crises*, rapport technique, 2022.

²¹⁰ OMS, *Micronutrient deficiencies: impact on health*, 2017, p. 21.

Les causes des carences alimentaires et sanitaires dans les zones comme la commune d'Akonolinga sont multifactorielles et étroitement liées aux dynamiques socio-économiques et structurelles du pays. L'une des principales causes est la pauvreté généralisée qui limite l'accès des ménages à une alimentation variée, équilibrée et suffisante. Selon le Rapport national sur le développement humain du PNUD (2021), environ 37,5 % des Camerounais vivent en dessous du seuil de pauvreté²¹¹. Cette situation fragilise la sécurité alimentaire des ménages, particulièrement en zones rurales. La faiblesse du système de santé constitue une autre cause majeure. Le sous-financement du secteur de la santé, l'insuffisance d'infrastructures sanitaires, la rareté du personnel qualifié et la mauvaise répartition géographique des centres de soins limitent l'accès aux services essentiels²¹². Par exemple, dans le département du Nyong-et-Mfoumou, plusieurs villages n'ont pas de dispensaires fonctionnels, ce qui aggrave la vulnérabilité des populations face aux maladies évitables. L'insécurité alimentaire est également exacerbée par les pratiques agricoles peu diversifiées, les aléas climatiques et l'insuffisance des politiques d'appui aux petits producteurs. La dépendance vis-à-vis des cultures vivrières à faible valeur nutritive (manioc, plantain) et l'absence de politiques de nutrition ciblées accentuent les déficits en micronutriments²¹³. Enfin, les facteurs culturels, tels que certaines croyances alimentaires ou le manque d'éducation nutritionnelle, peuvent aussi influencer négativement les pratiques d'alimentation et de santé.

Les carences alimentaires et sanitaires ont des répercussions graves et multiformes sur les populations, particulièrement dans les zones rurales comme la commune d'Akonolinga. Sur le plan de la santé publique, elles sont responsables d'un affaiblissement généralisé du système immunitaire, rendant les individus, notamment les enfants et les femmes enceintes, plus vulnérables aux infections et maladies opportunistes²¹⁴. La malnutrition chronique chez les enfants entraîne des retards de croissance, une baisse des capacités cognitives et un affaiblissement du rendement scolaire²¹⁵. Selon l'Enquête Démographique et de Santé du Cameroun (EDS-V, 2018), 29 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance,

²¹¹ PNUD, Rapport sur le développement humain au Cameroun, 2021, p. 120.

²¹² Ministère de la Santé Publique (MINSANTE), Statistiques sanitaires 2022, Yaoundé, p. 41.

²¹³ FAO, Panorama de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale, 2020, p. 130.

²¹⁴ OMS, Rapport mondial sur la nutrition, 2021, p. 44.

²¹⁵ UNICEF, La nutrition pour l'apprentissage, 2020, p. 79.

un taux encore plus élevé dans certaines régions rurales²¹⁶. Sur le plan économique, la mauvaise santé liée à ces carences réduit la productivité des populations actives. Les adultes en mauvaise santé sont plus souvent absents du travail, moins efficaces, et les dépenses liées aux soins de santé pèsent lourdement sur les revenus déjà faibles des ménages. Cette situation maintient les familles dans un cercle vicieux de pauvreté et de sous-développement²¹⁷. Par ailleurs, la malnutrition aiguë et l'accès limité aux soins provoquent une surmortalité évitable, notamment chez les nourrissons et les mères pendant l'accouchement²¹⁸.

Enfin, les impacts sociaux sont notables : décrochage scolaire pour les enfants mal nourris, migration forcée vers les centres urbains pour accéder aux soins, marginalisation des groupes les plus vulnérables, et baisse générale de l'espérance de vie. Ces effets cumulés freinent les efforts de développement local et accentuent les inégalités territoriales²¹⁹.

4. Précarité des structures sociales de base

La précarité des structures sociales de base constitue l'un des obstacles majeurs au développement durable dans de nombreuses communes camerounaises, notamment en milieu rural et semi-urbain. Elle désigne l'insuffisance, la vétusté ou l'inadaptation des infrastructures essentielles telles que les écoles, les centres de santé, les réseaux d'adduction d'eau potable, les équipements sanitaires ou encore les espaces communautaires. Cette situation fragilise profondément les conditions de vie des populations, compromet l'accès équitable aux services sociaux de base et aggrave les inégalités territoriales. Dans un contexte où la décentralisation devrait renforcer les capacités locales, la faiblesse de ces structures reflète encore les retards d'investissement, les carences de planification et la mauvaise gouvernance. À travers l'examen de la précarité des infrastructures sociales dans des communes comme celle d'Akonolinga, il est possible de mieux comprendre les enjeux de la justice sociale, du développement local et de la cohésion nationale.

La précarité des structures sociales de base se manifeste de manière flagrante dans plusieurs domaines essentiels à la vie des populations, notamment dans l'éducation, la santé,

²¹⁶ Institut National de la Statistique (INS), EDS-V Cameroun, 2018, p. 11.

²¹⁷ Banque mondiale, Cameroun : Diagnostic systémique-pays, 2022, p. 4.

²¹⁸ MINSANTE, Rapport annuel sur la santé maternelle et infantile, 2021, p. 14.

²¹⁹ FAO, L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, 2022, voir en ligne

l'eau potable et l'habitat. Dans les zones comme Akonolinga, l'état des établissements scolaires illustre clairement cette précarité : de nombreuses écoles primaires sont construites en matériaux provisoires, sans clôture, sans latrines adéquates ni points d'eau, ce qui compromet la qualité de l'apprentissage et expose les élèves à des risques sanitaires importants²²⁰. De plus, l'insuffisance en enseignants qualifiés et en fournitures pédagogiques accentue les inégalités éducatives entre zones rurales et urbaines. Sur le plan de la santé, la plupart des centres de santé intégrés manquent d'équipements de base, de médicaments et de personnel qualifié. Certains villages n'ont accès qu'à un personnel communautaire mal formé ou doivent parcourir plusieurs kilomètres pour atteindre un hôpital de district²²¹. Ces insuffisances sont particulièrement critiques pour les femmes enceintes, les enfants et les personnes âgées. En parallèle, l'accès à l'eau potable reste un défi majeur : de nombreux foyers dépendent encore des puits non protégés, des marigots ou des sources parfois contaminées, ce qui favorise la propagation de maladies hydriques telles que le choléra ou la typhoïde²²². L'habitat constitue également un indicateur de précarité : une part importante des habitations dans les zones rurales ou périurbaines sont construites sans normes techniques, exposant les habitants aux intempéries, aux incendies ou à des effondrements. Cette réalité s'accompagne de l'absence ou de la mauvaise qualité des voies de desserte, de l'éclairage public et des équipements de gestion des déchets²²³. Enfin, le manque d'infrastructures sociales comme les maisons de jeunes, les bibliothèques ou les centres culturels limite l'expression citoyenne et l'épanouissement communautaire, aggravant ainsi l'exclusion sociale.

En conclusion notons que la précarité des structures sociales de base engendre des conséquences profondes tant sur le plan social qu'économique dans des communes comme Akonolinga. Sur le plan social, elle accentue les inégalités d'accès aux services essentiels. Les populations rurales, notamment les femmes, les enfants et les personnes âgées, se retrouvent marginalisées face à un système qui ne garantit ni éducation de qualité, ni soins de santé adéquats, ni accès sûr à l'eau potable. Cette situation favorise l'abandon scolaire précoce, la persistance des maladies évitables, ainsi que la dégradation des conditions de vie²²⁴. Elle

²²⁰ Inspection d'Arrondissement de l'Éducation de Base d'Akonolinga, Rapport annuel 2022, p. 11.

²²¹ Ministère de la Santé Publique, Profil sanitaire de la commune d'Akonolinga, 2020, p. 15.

²²² PNDP, Plan de Développement Communal d'Akonolinga, 2020, p. 34.

²²³ FEICOM, Rapport d'audit des infrastructures sociales en milieu rural, 2021, p. 22.

²²⁴ OMS, Rapport mondial sur les inégalités d'accès aux soins, 2021, p. 44.

contribue également à l'exode rural, en particulier des jeunes, en quête de meilleures conditions de vie en ville²²⁵. Cela affaiblit la cohésion communautaire et érode les liens sociaux, alimentant parfois la méfiance vis-à-vis des autorités locales et nationales. Économiquement, cette précarité ralentit considérablement le développement local. Le manque d'infrastructures de base freine l'investissement, la création d'emplois et la productivité. Les enfants mal formés dans un système éducatif précaire peinent à accéder à des emplois qualifiés, ce qui perpétue un cycle de pauvreté intergénérationnelle²²⁶. Par ailleurs, la précarité des services sociaux empêche la valorisation des ressources humaines locales, qui sont pourtant un levier fondamental du développement durable.

²²⁵ MINEPAT, Stratégie nationale de développement 2020-2030 (SND30), Yaoundé, 2020, p. 63.

²²⁶ UNESCO, Rapport mondial sur l'éducation, 2022, p. 51.

**CHAPITRE III : L'ÉLITE DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA FACE AU DÉFIS DU
DÉVELOPPEMENT**

Dans un contexte national marqué par la mise en œuvre progressive de la décentralisation au Cameroun, les élites locales apparaissent comme des acteurs clés du développement territorial. La commune d'Akonolinga, chef-lieu du département du Nyong-et-Mfoumou dans la région du Centre, illustre parfaitement cette dynamique. Les défis auxquels fait face cette commune sont la pauvreté persistante, la faiblesse des infrastructures, l'accès limité aux services sociaux de base. Pour pallier à ces défis, l'on a besoin d'une implication accrue des forces vives. L'élite locale, qu'elle soit politique, économique, intellectuelle ou traditionnelle, est de plus en plus interpellée sur sa capacité à contribuer efficacement au développement durable de la collectivité. Cette responsabilité s'inscrit dans un contexte où les attentes des populations sont élevées, notamment en matière d'amélioration des conditions de vie, de création d'opportunités économiques et de renforcement de la gouvernance locale. Il devient donc crucial d'analyser le rôle, les stratégies et les limites de l'élite d'Akonolinga face aux défis structurels et conjoncturels du développement communal.

I. LA CONTRIBUTION SOCIOPOLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE L'ÉLITE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA

La question du développement local au Cameroun prend une dimension particulière dans le contexte de la décentralisation, où l'implication des acteurs locaux, notamment les élites, devient déterminante. Dans la commune d'Akonolinga, cette dynamique s'observe à travers la mobilisation progressive des élites sociopolitiques et économiques qui, par leurs interventions multiformes, cherchent à pallier les insuffisances de l'action publique. Ces élites qu'elles soient issues du champ politique, du monde économique, intellectuel, religieux ou traditionnel jouent un rôle croissant dans l'accompagnement des projets communautaires, la promotion des initiatives de développement et la médiation entre les populations et les institutions de l'État. Leur contribution, bien que parfois inégale, participe à l'amélioration des conditions de vie, à la dynamisation des infrastructures locales et à la cohésion sociale. Il convient dès lors d'analyser, à travers le cas d'Akonolinga, les formes, les enjeux et les impacts de cette contribution sociopolitique et économique, afin de mieux comprendre leur rôle dans la consolidation du développement local.

1. La contribution sociopolitique de l'élite

Dans les sociétés contemporaines, marquées par des mutations politiques et économiques profondes, l'élite occupe une position stratégique dans les dynamiques de gouvernance locale et de développement. Par sa position d'influence, son accès privilégié aux ressources et sa capacité à orienter les décisions publiques, l'élite joue un rôle central dans la structuration des rapports sociaux et institutionnels. En contexte camerounais, notamment dans des communes comme Akonolinga, la contribution sociopolitique des élites s'exprime à travers la représentation des populations au sein des instances politiques, la médiation entre l'État et les citoyens, ainsi que l'impulsion de projets de développement. Toutefois, cette contribution suscite également des interrogations sur sa portée réelle, son efficacité et son inclusion. Ainsi, il devient pertinent d'interroger les formes de cette participation, les défis qu'elle soulève, et son impact sur la transformation sociopolitique des territoires locaux.

Le rôle des élites locales dans l'encadrement et la mobilisation communautaire constitue un levier fondamental du développement local, en particulier dans des zones comme la commune d'Akonolinga. En tant que figures d'autorité, de référence et d'influence, les élites qu'elles soient politiques, économiques, religieuses ou intellectuelles assurent l'animation des communautés, orientent les initiatives collectives, et facilitent l'adhésion des populations aux projets de développement. Leur légitimité repose souvent sur un capital social, politique ou traditionnel qui leur permet de canaliser les aspirations communautaires et de représenter les intérêts locaux auprès des autorités administratives ou des partenaires techniques et financiers. Par exemple, les élites politiques organisent des réunions de sensibilisation, initient des comités de développement ou des associations locales, et facilitent l'accès à des programmes étatiques comme le Programme National de Développement Participatif (PNDP). De même, les élites religieuses ou traditionnelles jouent un rôle d'encadrement moral et culturel, renforçant la cohésion sociale nécessaire à la mobilisation collective²²⁷. Cependant, la mobilisation communautaire demeure souvent sélective, dépendante des affiliations ethniques, politiques ou familiales, ce qui limite parfois l'efficacité des actions entreprises²²⁸. L'enjeu réside alors dans la capacité des élites à

²²⁷ République du Cameroun, Loi N° 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des Collectivités Territoriales Décentralisées, p. 4.

²²⁸ Bayart, *L'État en Afrique* ..., p. 68.

transcender les logiques partisans pour fédérer l'ensemble de la communauté autour d'objectifs communs de développement durable.

L'implication des élites dans la gouvernance locale représente un enjeu crucial pour le développement des collectivités territoriales comme la commune d'Akonolinga. À travers leur engagement dans les conseils municipaux, les comités de développement, les projets communautaires ou encore les instances consultatives, les élites participent à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi des politiques publiques locales. Pour Bilounga Metsam, « cette implication s'inscrit dans le cadre de la décentralisation au Cameroun, qui confère aux collectivités des compétences en matière de développement économique, social et culturel »²²⁹. En pratique, les élites locales interviennent en tant que relais entre l'administration centrale et les populations, facilitant ainsi la prise en compte des besoins réels des citoyens dans les décisions politiques. Elles jouent également un rôle d'intermédiaires dans l'orientation des investissements, la priorisation des projets d'infrastructures, et la recherche de partenariats techniques et financiers²³⁰. Toutefois, cette implication est parfois entachée par des pratiques clientélistes, un manque de transparence ou une instrumentalisation politique des instances locales, ce qui fragilise la légitimité des élites et compromet l'efficacité de la gouvernance participative²³¹. La consolidation d'une gouvernance locale inclusive et responsable passe donc par une meilleure formation des élites, le renforcement des mécanismes de reddition de comptes, et la promotion d'une culture de service public centrée sur l'intérêt général.

Les élites politiques, par exemple, se mobilisent à travers leurs mandats électifs pour orienter les politiques publiques ou attirer les projets gouvernementaux vers leur localité. Les élites économiques, quant à elles, interviennent souvent par le biais de dons, de création d'emplois ou d'investissements communautaires, notamment dans l'agriculture, les microprojets ou l'artisanat local²³². Les élites intellectuelles s'engagent à travers des conférences, le mentorat des jeunes, la production de savoirs utiles à la collectivité ou encore le plaidoyer auprès des

²²⁹ Bilounga Metsam, 57 ans, Agent communal, Akonolinga le 8 septembre 2025.

²³⁰ PNUD Appui à la gouvernance locale au Cameroun, Rapport de projet, 2010, p. 14.

²³¹ L. Sindjoun, *État et politique en Afrique noire*, Presses de Sciences Po, 2002, p. 126.

²³² E. Tchoumba, « Décentralisation et rôle des élites locales au Cameroun », *Revue Africaine de Développement Local*, n°12, 2017, pp. 45-50.

institutions nationales et internationales²³³. Par ailleurs, la mobilisation peut aussi passer par des associations de développement communautaire, des élans de solidarité lors des cérémonies ou crises sociales, ou encore par l'organisation d'événements culturels renforçant la cohésion locale²³⁴. Toutefois, cette mobilisation reste parfois entravée par des enjeux d'intérêts personnels, des querelles d'influence ou une coordination insuffisante avec les collectivités territoriales décentralisées.

Photo 7: Hôtel de ville d'Akonolinga



Source : Cliché Essamba Samba, le 25 juillet 2025 à Akonolinga

Les élites locales déploient une variété d'actions pour contribuer au développement de leurs communautés. Ces actions peuvent être ponctuelles ou structurées, individuelles ou collectives, et se traduisent dans plusieurs secteurs clés. Sur le plan éducatif, certaines élites financent la construction d'écoles, offrent des bourses ou du matériel scolaire, dans une logique de promotion du capital humain²³⁵. Dans le domaine de la santé, leur intervention se matérialise par l'aménagement de centres de santé, la prise en charge d'hôpitaux de district ou l'organisation de campagnes de sensibilisation et de consultations gratuites²³⁶. Les élites économiques, en

²³³ A. Njoh, "Intellectual elites and rural development in Cameroon", *Journal of African Studies*, vol. 6, 2014, pp. 78-90.

²³⁴ J. M. Belinga, « Les associations de développement comme outil de mobilisation des élites », Mémoire de Master en Science Politique, Université de Yaoundé II, 2019, pp. 65-67.

²³⁵ A. Nkoa, « L'investissement social des élites dans l'éducation en milieu rural camerounais », *Cahiers de l'éducation en Afrique*, n°14, 2018, p. 42.

²³⁶ J. P. Tsala, « Rôle des élites dans la santé communautaire à l'ère de la décentralisation », *Revue Santé & Territoires*, vol. 8, 2021, p. 28.

particulier, jouent un rôle déterminant dans la création d'activités génératrices de revenus, soit en investissant dans des projets agricoles ou artisanaux, soit en facilitant l'accès aux financements²³⁷.

Par ailleurs, les actions culturelles et sociales ne sont pas en reste. Les élites traditionnelles et religieuses organisent ou soutiennent des événements communautaires (fêtes traditionnelles, tournois sportifs, forums culturels), qui permettent de renforcer la cohésion sociale et l'identité collective. Sur le plan politique, certaines élites interviennent en facilitant la médiation entre populations et autorités, ou en plaidant pour l'amélioration des infrastructures (routes, forages, électrification) auprès des pouvoirs publics²³⁸. Ces actions, bien que variées, gagneraient à être coordonnées pour éviter les doublons et maximiser l'impact local.

L'engagement des élites locales en faveur du développement communautaire repose sur un ensemble de facteurs socio-affectifs, politiques et culturels. L'un des principaux moteurs est le sentiment d'appartenance identitaire. De nombreuses élites, bien que résidant dans les grandes villes ou à l'étranger, conservent un lien fort avec leur village ou commune d'origine. Ce lien, enraciné dans la tradition et l'histoire familiale, les pousse à « rendre » à leur communauté ce qu'ils ont reçu, en particulier en matière de valeurs, d'éducation ou de soutien moral²³⁹. À cela s'ajoute le désir de reconnaissance sociale, qui se manifeste par la volonté de laisser une empreinte durable dans la société. Être reconnu comme un bienfaiteur local renforce la notoriété et peut ouvrir des opportunités dans les sphères politique et économique²⁴⁰. Par ailleurs, les intérêts politiques représentent un facteur non négligeable : pour nombre d'élites, s'engager dans le développement local est aussi un moyen stratégique de construire une base électorale solide ou de renforcer leur légitimité auprès des autorités centrales²⁴¹. D'un autre côté, certaines élites sont motivées par une conscience citoyenne élevée, nourrie par des formations universitaires, des

²³⁷ H. Mbarga, « Entrepreneuriat rural et élites locales au Cameroun », Thèse de doctorat PhD en Sociologie, Université de Dschang, 2019, p. 130.

²³⁸ C. Ndjeng, « Plaidoyer politique et développement local : l'expérience des élites de la région Centre ». *Revue Cameroun Décentralisation*, n°5, 2017, p. 59.

²³⁹ J.P. Tsala, « Identité et développement local : le rôle des élites rurales au Cameroun », *Revue africaine de sociologie*, vol. 26, n°1, p. 91.

²⁴⁰ L. Nkou, « Prestige social et leadership communautaire chez les élites camerounaises », Mémoire de Master en Sociologie, Université de Yaoundé I, 2018, p. 67.

²⁴¹ A. Mvondo, « Élitisme politique et mobilisation communautaire à l'ère de la décentralisation », *Revue Cameroun Décentralisation*, n°3, 2016, p. 44.

expériences de gestion ou des convictions personnelles liées au bien commun²⁴². Les dynamiques communautaires, telles que la pression sociale exercée par les notables ou les comités de développement, peuvent aussi inciter à l'action. Ne pas s'engager est parfois perçu comme un désintérêt, voire un abandon de ses origines, ce qui peut nuire à la réputation familiale. Ces divers facteurs, souvent combinés, déterminent la nature, l'intensité et la durabilité de l'engagement des élites locales.

Photo 8: Place de fêtes de la ville d'Akonolinga



Source : Cliché Essamba Samba, Akonolinga le 25 juillet 2025

2. Contribution économique de l'élite

Dans le contexte de la décentralisation et du développement local, les élites économiques jouent un rôle crucial dans la transformation des territoires, notamment dans les communes comme celle d'Akonolinga. En tant qu'acteurs disposant de ressources financières, d'expertise, de réseaux et d'influence, leur contribution va au-delà du simple investissement privé. Ces élites participent à la dynamisation de l'économie locale à travers la création d'entreprises, la promotion de l'emploi, l'appui aux projets communautaires et la stimulation de la production locale. Leur intervention contribue également à combler les insuffisances de l'État dans certains domaines, en soutenant l'émergence d'infrastructures économiques et sociales.

²⁴² C.Ekani, « Formation académique et conscience citoyenne des élites rurales », Mémoire de Master en Science Politique, Université de Dschang, 2019, p. 88.

La création d'emplois et la promotion de l'entrepreneuriat constituent aujourd'hui des axes prioritaires pour stimuler le développement socio-économique des collectivités territoriales comme Akonolinga. Dans un contexte de chômage élevé et de pauvreté en milieu rural, ces dynamiques offrent des perspectives concrètes pour améliorer les conditions de vie des populations et renforcer leur autonomie économique. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), « l'entrepreneuriat local est une voie durable pour répondre aux défis de l'emploi, en particulier chez les jeunes »²⁴³. À Akonolinga, l'initiative entrepreneuriale s'illustre notamment par la multiplication des micro-activités agricoles, artisanales et commerciales. Ces petites entreprises, souvent informelles, génèrent des revenus pour de nombreux ménages tout en valorisant les ressources locales (agriculture, élevage, transformation de produits, etc.). Les élites locales jouent un rôle essentiel dans la promotion de ces dynamiques à travers des actions concrètes : appui financier à des jeunes porteurs de projets, création de coopératives, ou accompagnement technique via des formations. L'image ci-dessous présente un atelier de formation des jeunes à Akonolinga dans des secteurs multiples.

Image 1 : Atelier de formation des jeunes à l'entrepreneuriat en 2019.



Source : Archive de la commune d'Akonolinga, p. 23.

Tenue en 2019 dans la salle de réunion, précisément au d'Août, la rencontre s'est faite entre quelques jeunes, membres d'organisation, élites et suivie du coordonnateur des projets de la

²⁴³ OIT, Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique, Genève, 2015, p. 12.

mairie d'Akonolinga²⁴⁴. Il était question lors de cette rencontre de mettre l'accent sur une entrepreneuriat dynamique et une meilleure collaboration entre ces derniers en vue de la réalisation des projets à venir pour le développement de la localité.

Le ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Cameroun (MINEFOP) encourage d'ailleurs ce type d'initiatives à travers des programmes de financement comme le Plan Triennal Spécial Jeunes²⁴⁵. Toutefois, malgré ces efforts, plusieurs contraintes freinent l'expansion de l'entrepreneuriat local : difficultés d'accès au crédit, absence d'un accompagnement structuré, faiblesse des infrastructures et inadéquation entre formation et marché du travail. L'étude de la Banque Mondiale sur l'entrepreneuriat en Afrique subsaharienne souligne que le manque de capital et la précarité du cadre juridique freinent le développement des PME rurales²⁴⁶. Pour renforcer l'impact de la création d'emplois à Akonolinga, il est donc essentiel de formaliser les initiatives existantes, de renforcer les capacités entrepreneuriales des jeunes et des femmes, et de développer des partenariats publics-privés axés sur la valorisation des potentialités locales. Dans cette logique, en 2026 une visite a été effectuée par le maire Pierre Georges Akamba Assembe et la délégation du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) pour soutenir un projet agricole dans le secteur de l'huile de palme.

Image 2 : visite du projet palmier d'Akonolinga 13 février 2026



Source Camer New, « Entrepreneuriat jeune au Cameroun », <https://www.entrepreneuriatjeuneakonolinga.com> le 13 avril 2026 à 16h.

²⁴⁴ Rapport d'activité de la commune d'Akonolinga 2019, pp. 9-10.

²⁴⁵ MINEFOP, Plan Triennal Spécial Jeunes Cameroun, Document stratégique, 2016, p.68.

²⁴⁶ Banque Mondiale, Africa's Pulse: Entrepreneurship in Sub-Saharan Africa, 2019,p.35.

Le financement des projets de développement local est un levier stratégique pour la mise en œuvre de politiques publiques efficaces dans les collectivités territoriales comme la commune d'Akonolinga. Il s'agit d'assurer la disponibilité de ressources financières adéquates pour réaliser des infrastructures, promouvoir les services sociaux de base, soutenir l'économie locale et améliorer les conditions de vie des populations. Selon le Code général des collectivités territoriales décentralisées au Cameroun, les communes disposent de plusieurs sources de financement : les dotations de l'État, les recettes propres (impôts locaux, taxes, redevances), les appuis des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ainsi que les emprunts ou dons affectés à des projets spécifiques²⁴⁷. À Akonolinga, comme dans plusieurs communes rurales, les recettes propres demeurent faibles en raison de la pauvreté des contribuables, du faible rendement fiscal local et de la difficulté à maîtriser l'assiette fiscale. Dès lors, la commune dépend largement des transferts de l'État et des subventions. Cependant, ces ressources sont souvent jugées insuffisantes, irrégulières et inadaptées aux réalités du terrain²⁴⁸. Des initiatives de cofinancement et de partenariats ont été développées pour pallier ces limites. Par exemple, des ONG, bailleurs internationaux (PNUD, Union Européenne, GIZ), ou encore des projets comme le Programme National de Développement Participatif (PNDP) ont apporté leur soutien technique et financier pour la réalisation de microprojets dans les domaines de l'eau, l'éducation, la santé, et l'agriculture²⁴⁹. Toutefois, plusieurs défis persistent : manque de formation du personnel communal à la gestion des projets, lourdeurs administratives, absence d'un système d'évaluation efficace, et détournements de fonds. Ces contraintes freinent l'impact réel des financements sur le développement local. Pour améliorer la situation, des pistes sont proposées : renforcer les capacités locales en ingénierie financière, sécuriser et diversifier les sources de financement (notamment via les partenariats public-privé), et améliorer la transparence et la redevabilité dans la gestion des ressources.

L'agriculture demeure l'un des principaux secteurs d'activité économique dans la commune d'Akonolinga, département du Nyong-et-Mfoumou. Elle mobilise une part importante de la population active, contribue à la sécurité alimentaire, à la création de revenus, et à la structuration des économies familiales. Sa promotion constitue donc un enjeu fondamental pour

²⁴⁷ République du Cameroun, Loi n°2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des CTD, *Journal Officiel*, 2020, p.4.

²⁴⁸ E. Mbarga, « Financement du développement local au Cameroun : contraintes et perspectives », *Revue Africaine de Décentralisation*, 2021, p. 28.

²⁴⁹ PNDP, Rapport d'activités annuel, Cameroun, 2022, p.89.

le développement socioéconomique local. La commune d'Akonolinga bénéficie d'un climat équatorial favorable, de sols fertiles et d'un potentiel hydrographique considérable, qui permettent la pratique de cultures vivrières (manioc, maïs, banane plantain, igname, arachide), et de cultures de rente (cacao, palmier à huile)²⁵⁰. Néanmoins, cette agriculture reste largement traditionnelle, extensive et faiblement mécanisée, ce qui limite sa productivité. Pour faire face à ces défis, des initiatives de promotion agricole ont été mises en place par l'État, les ONG et les élites locales. Le Programme de Développement du Secteur Rural (PADFA II), cofinancé par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le gouvernement camerounais, soutient les petits producteurs à travers l'accès aux semences améliorées, à la formation, à l'accompagnement technique, et au désenclavement des bassins de production²⁵¹. À Akonolinga, l'extension des champs écoles paysans, la mise en place de coopératives agricoles, l'appui aux femmes rurales et jeunes porteurs de projets agricoles figurent parmi les stratégies récentes d'appui à la modernisation du secteur²⁵². En outre, la décentralisation offre désormais à la commune la possibilité d'élaborer des politiques locales agricoles mieux adaptées aux réalités de son territoire.

Dans ce secteur, certaines élites à l'instar de l'ancien Footbaleur Patrice Alphonse Bengondo, a fourni du matériel agricole aux femmes de la localité. Les images ci-dessous présentent le Footbaleur Patrice Alphonse Bengondo et les femmes ayant reçues du matériel agricole

²⁵⁰ MINADER, Statistiques agricoles régionales Région du Centre, 2022, p.44.

²⁵¹ FIDA, Projet d'appui au développement des filières agricoles, Cameroun, rapport 2023, p. 205.

²⁵² Commune d'Akonolinga, Plan communal de développement, 2021p112.

Image 3 : Footballeur Patrice Alphonse Bengondo elite d'Akoonolinga



Source : D. Minko'o, « les élites d'Akolinga face au Développement », In <https://www.eliteakonolinga.com> consulté le 18 avril 2026.

Image : 4 : Appui en matériel d'agriculture aux populations de commune d'Akonolinga



Source : Archive du CAIPE, appui aux communautés paysannes, 2023, p. 12.

Malgré ces efforts, des obstacles majeurs persistent : faible accès au crédit agricole, manque d'infrastructures de transformation et de conservation, insuffisance d'encadrement technique, changement climatique, et faible valorisation du foncier rural. Ainsi, la promotion de l'agriculture à Akonolinga requiert une approche intégrée, combinant soutien financier, renforcement des capacités, sécurisation du foncier, et amélioration des infrastructures rurales.

La déduction est une méthode logique qui permet de tirer des conclusions particulières à partir de prémisses générales considérées comme vraies. Elle repose sur un raisonnement rigoureux dans lequel, si les prémisses sont exactes, la conclusion ne peut être fausse²⁵³. Ce processus est au cœur de la pensée scientifique, juridique et philosophique, et s'applique aussi dans le domaine de la formation, notamment dans l'ingénierie pédagogique. En effet, lors de la conception d'un programme de formation, les formateurs utilisent des raisonnements déductifs pour bâtir des séquences pédagogiques : à partir de principes théoriques généraux, ils déduisent les objectifs pédagogiques spécifiques, les contenus, et les méthodes à employer²⁵⁴. Cela permet d'assurer une cohérence logique entre les objectifs visés et les résultats attendus. La formation, quant à elle, désigne le processus par lequel un individu acquiert des connaissances, des compétences ou des attitudes nouvelles. Elle peut être initiale, continue ou informelle, et joue un

²⁵³ R. Descartes, *Discours de la méthode*, Paris : Garnier-Flammarion, 1973, 1637, p. 45.

²⁵⁴ G. Le Boterf, *Construire les compétences individuelles et collectives*, Paris, Éditions d'Organisation, 2000, p. 112.

rôle essentiel dans l'employabilité, le développement personnel et la compétitivité économique²⁵⁵. La qualité d'une formation repose autant sur les contenus que sur la logique de progression utilisée. C'est ici que la déduction devient une ressource méthodologique puissante : elle guide la structuration de l'apprentissage, notamment dans les approches par compétences. Par exemple, en partant de la compétence à acquérir (prémisse générale), on déduit les savoirs, savoir-faire et savoir-être à transmettre. La synergie entre raisonnement déductif et formation structurée assure une meilleure efficacité pédagogique. Elle permet d'optimiser les processus d'enseignement et d'apprentissage tout en assurant une continuité logique entre la théorie et la pratique.

La santé et le bien-être social sont deux dimensions intimement liées dans la construction d'une société équilibrée. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) définit la santé comme un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne se résumant pas à l'absence de maladie ou d'infirmité²⁵⁶. Cette définition élargie intègre la notion de bien-être social, qui désigne la capacité des individus à vivre en harmonie avec leur environnement social, à participer à la vie communautaire et à bénéficier d'un minimum de sécurité économique et psychologique²⁵⁷. Dans les sociétés contemporaines, l'accès aux soins, la qualité de l'environnement, la sécurité alimentaire, l'éducation, le logement et l'emploi constituent des déterminants fondamentaux de la santé globale. Par ailleurs, plusieurs études ont montré que des sociétés caractérisées par une forte cohésion sociale enregistrent de meilleurs résultats en matière de santé publique. Le soutien social, les réseaux communautaires, et les relations interpersonnelles renforcent la résilience face aux maladies et aux crises, en facilitant l'accès à l'information, aux services et à l'entraide²⁵⁸. Inversement, les inégalités sociales, la pauvreté, la marginalisation ou l'exclusion peuvent nuire à la santé mentale et physique des populations²⁵⁹. Ainsi, la promotion de la santé passe nécessairement par le renforcement du bien-être social à travers des politiques publiques inclusives. Le bien-être social ne relève donc pas uniquement du secteur médical, mais nécessite une approche multisectorielle. Éducation, urbanisme, culture, sécurité, économie solidaire sont autant de leviers pour créer des environnements favorables à la santé globale. C'est dans cette

²⁵⁵ UNESCO, Rapport mondial sur l'apprentissage tout au long de la vie. Disponible sur : www.unesco.org.

²⁵⁶ Organisation mondiale de la santé, Préambule à la Constitution de l'OMS, Genève, 1946.

²⁵⁷ R. Boudon, & F. Bourricaud, *Dictionnaire de la sociologie*. Paris, PUF, 2004, p. 115.

²⁵⁸ I. Kawachi, & L.F. Berkman, *Social Cohesion, Social Capital, and Health*, In *Social Epidemiology*, Oxford University Press, 2000.

²⁵⁹ M. Marmot, « Social determinants of health inequalities ». *The Lancet*, 365(9464), 1099–1104, 2005.

logique qu'intervient la notion de santé dans toutes les politiques, promue par l'OMS, qui recommande d'intégrer les considérations sanitaires dans toutes les sphères de la gouvernance publique²⁶⁰. Les infrastructures constituent un pilier fondamental du développement local et national, car elles conditionnent l'accès aux services de base tels que l'eau potable, l'électricité, l'éducation, la santé, ou encore les transports. Elles représentent l'ensemble des équipements matériels et immatériels nécessaires à la structuration d'un territoire et à la satisfaction des besoins socio-économiques des populations²⁶¹. En milieu rural ou périurbain, l'insuffisance ou l'absence d'infrastructures limite fortement l'accès aux services essentiels, contribuant à maintenir les populations dans la précarité. Ainsi dit, entre 2013 et 2026, Plusieurs routes ont été placées sous aménagement dans la commune. Ces routes faisant parties du projet de développement, ont vu la contribution d'un grand nombre d'élite de la localité. Il de Charles Ottou Homme politique de grande envergure. L'aménagement de la route Etol-Afem long de 9km a été en grande partie son œuvre²⁶². Ici ci-dessous l'image de la route en suite de réhabilitation.

Photo 9 : Réhabilitation de l'axe Etol-Afem dans la commune d'Akonolinga



Source : Cliché Willy joelle Essamba Samba, Akonolinga le 7 avril 2025.

La présence de routes praticables améliore l'accès aux services de base, facilite la scolarisation et soutient les activités économiques par l'écoulement des productions agricoles²⁶³.

²⁶⁰ OMS, Health in All Policies: Framework for Country Action, Genève, 2013.

²⁶¹ Banque Mondiale, Infrastructure for Development, Washington D.C., 2009.

²⁶² Bibifa, 78 ans Prêtre catholique, Akonolinga le 7 avril 2026.

²⁶³ Inclusive Growth, *OECD Publishing*, Paris, 2018.

De même, les infrastructures sanitaires bien équipées permettent une meilleure prise en charge médicale, réduisant les taux de mortalité évitables²⁶⁴. En revanche, leur absence génère de nombreuses inégalités territoriales, notamment en Afrique subsaharienne, où plus de 50 % de la population rurale n'a pas accès à une route praticable toute l'année²⁶⁵. La décentralisation offre une opportunité pour corriger ces déséquilibres en rapprochant la prise de décision des communautés locales, mais elle reste souvent entravée par le manque de ressources, de compétences techniques et de suivi institutionnel²⁶⁶. De ce fait, renforcer les infrastructures de base est devenu un enjeu central pour l'amélioration des conditions de vie et l'inclusion sociale.

II. STRATÉGIES D'ENGAGEMENT ET DE MOBILISATION ADOPTÉES PAR LES ÉLITES

Dans un contexte marqué par la décentralisation et la quête du développement local, les élites jouent un rôle déterminant dans l'animation socio-économique et politique des territoires. Leur capacité à s'engager activement et à mobiliser les ressources humaines, financières et institutionnelles conditionne la réussite des projets communautaires. À Akonolinga, les stratégies d'engagement et de mobilisation adoptées par les élites locales reflètent une volonté croissante de contribuer efficacement à l'amélioration des conditions de vie. Ces stratégies reposent sur des dynamiques variées telles que le réseautage, l'instrumentalisation des leviers politiques et traditionnels, la solidarité communautaire et la participation aux instances décisionnelles. Comprendre ces mécanismes d'engagement permet non seulement d'évaluer l'impact réel de ces acteurs sur le développement local, mais aussi d'identifier les leviers à renforcer pour une meilleure gouvernance participative.

À Akonolinga, les stratégies de mobilisation financière des élites locales pour soutenir le développement communautaire oscillent entre le financement personnel et le recours à des partenaires institutionnels ou privés. Le financement personnel demeure une forme d'engagement marquée par la volonté des élites de répondre rapidement aux besoins immédiats des populations. Nombre de figures influentes utilisent leurs propres ressources pour initier ou soutenir des projets d'intérêt collectif : construction de points d'eau, appui aux écoles, dons de matériel médical, entre

²⁶⁴ OMS Universal Health Coverage: Monitoring Report, Genève, 2021

²⁶⁵ African Development Bank African Economic Outlook: Developing Africa's Infrastructure, 2020.

²⁶⁶ Ministère de la Décentralisation et du Développement local Cameroun Rapport national sur l'état de la décentralisation, 2022.

autres. Ce mode de financement, bien qu'efficace à court terme, soulève toutefois la problématique de sa pérennité et de la durabilité des actions menées. C'est le cas de l'Honorable Pierre Géorges Akamba Assembe, maire de la localité. Ce dernier a construit plusieurs forages et puis d'eau, comme l'illustre la photo suivante.

Photo 10 : Forage construit par l'Honorable Pierre Géorges Akamba Assembe à Zalom en 2021.



Source : Cliché Joelle Willy Essamba Samba le 07 Avril 2026.

Parallèlement, les élites adoptent de plus en plus une stratégie basée sur l'appel à partenaires, notamment les ONG, les bailleurs de fonds internationaux, les institutions étatiques ou encore les entreprises locales. Ce mode d'intervention repose sur des démarches structurées telles que la rédaction de projets, la recherche de subventions ou l'établissement de conventions de partenariat. Il permet de mobiliser des financements plus conséquents et de garantir une gestion professionnelle des projets. Le Programme National de Développement Participatif (PNDP), par exemple, constitue un partenaire clé pour les communes camerounaises, facilitant la planification locale participative et le financement d'infrastructures de base grâce à l'implication des élites locales²⁶⁷. La combinaison de ces deux approches apparaît donc stratégique. Tandis que le financement personnel témoigne de la proximité des élites avec leur base sociale, l'appel à partenariat structure leur action sur le long terme et favorise l'institutionnalisation du

²⁶⁷ Programme National de Développement Participatif, Rapport annuel 2022, p. 18.

développement local. Ce double dynamisme constitue un levier puissant pour répondre aux besoins croissants des populations dans un contexte de ressources limitées²⁶⁸.

À Akonolinga, les élites locales ont adopté la création ou l'appui à des associations et fondations comme l'une des modalités stratégiques majeures de leur engagement pour le développement. Cette démarche permet non seulement d'organiser leurs actions de manière plus structurée, mais également de faciliter l'accès aux financements nationaux et internationaux, tout en assurant la légitimité sociale de leurs interventions. Certaines élites créent leurs propres associations à but non lucratif, servant de cadres d'action pour initier des projets communautaires dans des domaines variés tels que l'éducation, la santé, l'environnement ou encore l'entrepreneuriat des jeunes. Ces entités permettent de mobiliser les populations locales autour de projets communs, de faciliter la participation citoyenne et d'assurer le suivi des activités. Par exemple, plusieurs ressortissants d'Akonolinga résidant en ville ou à l'étranger ont mis en place des Associations de Développement Villageois (ADV) ou des élites intérieures et extérieures, qui contribuent à l'aménagement de routes, la réhabilitation d'écoles ou encore la dotation des centres de santé en médicaments essentiels²⁶⁹.

D'autres préfèrent appuyer des associations ou fondations déjà existantes, en leur apportant un soutien matériel, logistique ou financier. Cet appui se traduit parfois par des dons en nature, la mise à disposition de locaux ou l'organisation d'événements caritatifs. En collaborant avec ces structures, les élites renforcent leur ancrage social tout en évitant la lourdeur administrative liée à la gestion d'une structure propre. Ce partenariat renforce également la capacité des associations à agir efficacement dans un contexte souvent marqué par la précarité institutionnelle. L'essor de fondations créées par des personnalités publiques (enseignants, anciens ministres, hommes d'affaires, etc.) témoigne aussi de cette dynamique. Ces fondations s'impliquent dans des projets structurants et bénéficient souvent d'une meilleure visibilité, ce qui leur permet de capter plus facilement des ressources auprès de bailleurs internationaux, du secteur privé ou de la diaspora²⁷⁰. Ce recours aux structures associatives représente une réponse

²⁶⁸ T. Nsom, « Décentralisation et financement du développement local au Cameroun ». *Revue Africaine des Politiques Publiques*, n°12, 2020, pp. 44-49.

²⁶⁹ C. Tchamda, *Les associations de développement local au Cameroun : entre participation populaire et relais des élites*, Yaoundé, CERDOTOLA, 2018.

²⁷⁰ H. Mbarga, « Engagement des élites et dynamiques locales de développement dans le Centre-Cameroun », *Revue des Études Africaines*, n°24, 2020, pp. 66-73.

adaptée à la fois à l'impératif de gouvernance locale participative et à la nécessité de mutualiser les efforts pour le développement durable de la commune.

Le plaidoyer politique et la mobilisation communautaire sont deux leviers majeurs que les élites locales utilisent dans les dynamiques de développement à Akonolinga. Ces deux approches, bien que distinctes, sont souvent complémentaires dans le cadre de l'action locale, car elles visent à influencer la prise de décision publique tout en renforçant la participation citoyenne à la base. Le plaidoyer politique, tel que pratiqué par les élites locales, consiste à interpellier les autorités administratives, les décideurs politiques et les partenaires techniques et financiers afin de faire valoir les besoins spécifiques de la commune. Cela peut prendre la forme d'interventions lors des sessions parlementaires, de l'inscription des projets prioritaires d'Akonolinga dans les plans de développement régionaux, ou encore d'initiatives menées auprès des ministères pour obtenir des financements ou des infrastructures sociales (écoles, routes, centres de santé). Ce plaidoyer s'appuie généralement sur le capital politique, relationnel ou institutionnel que les élites possèdent, notamment lorsqu'elles occupent des fonctions dans l'administration ou dans les partis politiques²⁷¹.

En parallèle, la mobilisation communautaire repose sur l'implication directe des populations dans l'identification, la planification et la mise en œuvre des projets de développement. Les élites s'appuient sur cette dynamique pour créer un consensus local, construire un engagement citoyen et légitimer leurs actions. Cette mobilisation se fait souvent à travers des assemblées générales de villages, des comités de développement, des forums communautaires ou encore des campagnes de sensibilisation. Elle permet aussi d'encourager le volontariat et la contribution locale (en nature ou financière), qui sont essentielles dans un contexte de ressources limitées²⁷². Le croisement entre plaidoyer politique et mobilisation communautaire renforce l'efficacité des actions locales. D'une part, la base communautaire fournit aux élites des arguments solides et légitimes à porter au niveau politique. D'autre part, le soutien politique acquis grâce au plaidoyer permet de canaliser des investissements qui répondent aux attentes réelles des populations. Ainsi, les projets issus de cette double démarche ont généralement plus de chances de réussite et de durabilité. Cette articulation entre plaidoyer et

²⁷¹ C.Njoya, « Le rôle des élites dans la gouvernance locale au Cameroun », *Revue Africaine de Décentralisation*, n°12, 2017, pp. 55-67.

²⁷² R.Yonta, *La participation communautaire au Cameroun : enjeux et pratiques*, Yaoundé, Éditions CLÉ, 2020, p. 92.

mobilisation est d'autant plus stratégique dans le contexte de la décentralisation au Cameroun, où les communes deviennent des acteurs clés du développement local. Les élites jouent alors un rôle de médiation entre les institutions étatiques, les partenaires au développement et les populations locales²⁷³.

III. LES LIMITES DE L'ÉLITE DANS LE DÉVELOPPEMENT SOCIOPOLITIQUE ET CULTUREL DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA

La participation des élites locales au développement des territoires constitue un levier stratégique dans la mise en œuvre des politiques de décentralisation et de développement endogène. À Akonolinga, les élites qu'elles soient politiques, économiques, religieuses ou traditionnelles jouent un rôle central dans l'accompagnement des initiatives communautaires, l'investissement dans les infrastructures sociales de base, ainsi que la valorisation des identités culturelles. Toutefois, malgré leur implication apparente, des limites structurelles et conjoncturelles freinent leur efficacité et l'impact de leurs actions. Entre conflits de leadership, manque de coordination, faiblesse des ressources mobilisées et faible appropriation des projets par les bénéficiaires, les résultats restent en deçà des attentes. Cette situation pose la problématique de la gouvernance locale et de la réelle capacité des élites à impulser un développement sociopolitique et culturel inclusif, durable et participatif dans la commune d'Akonolinga. Il importe dès lors d'interroger les formes, les portées et les limites de leur engagement.

1. Limites dans le développement socio-économique

Le développement socio-économique d'une localité repose sur la mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières ainsi que sur la qualité des initiatives mises en œuvre pour améliorer durablement les conditions de vie des populations. Dans ce cadre, les élites locales sont appelées à jouer un rôle moteur, notamment à travers la création d'emplois, la promotion des activités génératrices de revenus, l'amélioration des infrastructures et le renforcement des services sociaux de base. Toutefois, dans plusieurs communes comme celle d'Akonolinga, l'impact des élites demeure limité. Ces limites se manifestent tant au niveau de

²⁷³ D. Ntounda, *Décentralisation et développement local au Cameroun : rôle des acteurs locaux*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 118.

l'implication effective que de la pérennité des actions entreprises. Entre déficit de vision stratégique, manque de coordination, dépendance vis-à-vis des pouvoirs publics, et conflits internes, les actions des élites peinent souvent à induire des transformations significatives. Cette réalité interroge la capacité de l'élite à répondre efficacement aux défis du développement socio-économique local.

La faible capacité financière et logistique constitue l'une des principales limites de l'engagement des élites dans le développement socio-économique de la commune d'Akonolinga. En effet, bien que l'élite locale soit souvent perçue comme un levier de développement, ses moyens restent, dans de nombreux cas, insuffisants pour initier, soutenir et pérenniser des projets à fort impact local. Les actions de ces acteurs reposent sur des ressources personnelles limitées, sans accès stable aux financements structurés ou à des partenariats institutionnels durables. Cela freine la mise en œuvre d'initiatives ambitieuses dans des secteurs essentiels tels que l'agriculture, l'éducation, la santé ou les infrastructures. Sur le plan logistique, l'absence de matériel adapté, de personnels qualifiés et de moyens de suivi et d'évaluation des projets réduit considérablement la portée des interventions. Les élites sont souvent contraintes de travailler dans un contexte de désorganisation, sans structures locales solides pour accompagner leurs efforts. Ce déficit logistique affecte la durabilité des actions, les exposant parfois à des abandons prématurés ou à des résultats mitigés. Selon la Banque mondiale, « l'absence de financements locaux structurés et l'insuffisance des ressources humaines qualifiées limitent l'efficacité des initiatives locales de développement, en particulier dans les zones rurales africaines »²⁷⁴. De plus, des études menées sur la gouvernance locale au Cameroun indiquent que « le manque d'autonomie financière et le faible accompagnement des acteurs locaux par les pouvoirs publics expliquent en grande partie la stagnation du développement dans plusieurs communes »²⁷⁵. Ainsi, pour surmonter ces limites, il devient urgent de créer des mécanismes de soutien financier aux initiatives locales, de favoriser le partenariat public-privé, et de renforcer les capacités techniques et organisationnelles des élites locales.

²⁷⁴ Banque mondiale, Renforcer les capacités locales pour le développement durable en Afrique subsaharienne, Rapport 2020, p.114.

²⁷⁵ M. Ngomo, « Décentralisation et gouvernance locale au Cameroun », *Revue Africaine d'Administration Publique*, n°87, 2018, p. 12.

L'un des freins majeurs à l'efficacité des élites locales dans le développement de la commune d'Akonolinga réside dans l'absence de coordination et de planification stratégique entre les différents acteurs engagés. Les initiatives portées par les élites, bien qu'intentionnées, sont souvent menées de manière isolée, sans réelle concertation avec les autorités municipales, les associations communautaires, ou même entre les membres de l'élite eux-mêmes. Cette dispersion des efforts empêche une mise en cohérence des actions, réduit l'impact global et engendre parfois des redondances ou des conflits d'intérêts. En l'absence de planification, les projets manquent de vision à long terme, de suivi rigoureux et de mécanismes d'évaluation. Les investissements réalisés peuvent alors devenir inefficaces ou inadaptés aux véritables besoins de la population locale. Cela peut également entraîner une mauvaise gestion des ressources disponibles et limiter l'attractivité de la commune pour d'éventuels partenaires au développement. Selon Nkougou « l'éparpillement des actions et l'inexistence de cadres de concertation entre les élites et les pouvoirs publics locaux compromettent la durabilité des projets de développement local »²⁷⁶. De même, le rapport de l'ONU-Habitat souligne que « sans un minimum de coordination entre les acteurs locaux, les efforts de développement communautaire se heurtent à des blocages institutionnels et à un gaspillage des ressources »²⁷⁷. Pour pallier cette faiblesse, la mise en place de comités de développement locaux bien structurés, intégrant toutes les catégories d'élites et les représentants des populations, s'impose. Il est également nécessaire de favoriser l'adoption de plans de développement communaux participatifs et inclusifs.

L'une des limites majeures de l'action des élites dans la commune d'Akonolinga réside dans l'approche élitiste des initiatives de développement et l'absence de mécanismes de suivi et d'évaluation. En effet, de nombreux projets sont conçus et mis en œuvre de manière verticale, sans réelle implication des bénéficiaires ou consultation des communautés locales. Cette posture renforce la perception d'un développement imposé, plutôt que partagé, ce qui nuit à l'appropriation des projets par les populations et compromet leur durabilité. L'approche élitiste conduit souvent à une centralisation des décisions autour de quelques figures influentes, marginalisant d'autres acteurs locaux tels que les chefs traditionnels, les jeunes, les femmes ou les organisations communautaires. Cela crée des tensions internes et un déficit de légitimité dans

²⁷⁶ J. B. Nkougou, « Dynamiques élitaires et développement local au Cameroun : entre initiatives et blocages », *Revue Politiques Africaines*, n°142, 2016, p. 208.

²⁷⁷ ONU-Habitat, Renforcement des capacités de gouvernance locale pour le développement durable, Rapport 2019, p. 40.

l'exécution des actions de développement. Par ailleurs, l'absence ou l'insuffisance de dispositifs de suivi et d'évaluation rend difficile l'identification des résultats, des insuffisances ou des ajustements nécessaires. Selon le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local du Cameroun, « plusieurs projets communautaires échouent à cause de l'absence de stratégie claire de suivi participatif, ce qui entraîne une perte de ressources et une désillusion des bénéficiaires »²⁷⁸. En complément, Essomba et Manga soulignent que « le déficit de redevabilité et l'absence d'outils de mesure de l'impact affaiblissent la confiance entre les élites et les populations, réduisant ainsi l'efficacité des actions de développement »²⁷⁹. Pour remédier à cela, il est nécessaire d'encourager une approche inclusive et participative dans la planification des projets, d'instaurer des comités de suivi multipartites et de former les porteurs de projets aux outils de gestion axée sur les résultats.

2. Limites dans le développement culturel

Le développement culturel constitue un pilier essentiel de l'épanouissement des communautés, notamment en ce qu'il permet la valorisation des identités locales, la transmission des savoirs endogènes et le renforcement du vivre-ensemble. Toutefois, dans la commune d'Akonolinga, ce domaine connaît d'importantes limites malgré les efforts de certaines élites. Entre manque d'infrastructures culturelles, faible investissement institutionnel, désintérêt de la jeunesse pour les traditions, et marginalisation des acteurs culturels locaux, la dynamique culturelle peine à s'affirmer comme un véritable levier de développement. Ces limites révèlent la nécessité d'une réflexion approfondie sur les mécanismes à mettre en place pour revitaliser le patrimoine culturel local et en faire un moteur de cohésion sociale et de développement durable.

La commune d'Akonolinga, riche d'un héritage culturel issu des traditions des peuples Beti et de diverses communautés installées, souffre d'un déficit criant en matière de valorisation de son patrimoine culturel local. Ce patrimoine, à la fois matériel (sites, objets, monuments) et immatériel (chants, danses, rites, langues, savoirs endogènes), est souvent relégué au second plan des politiques locales de développement. Plusieurs facteurs expliquent cette faible mise en valeur. D'abord, l'absence de politiques publiques locales structurées en faveur de la culture constitue un

²⁷⁸ Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, Rapport annuel sur les projets communaux, Cameroun, 2021, p.58.

²⁷⁹ J. Essomba, & P. Manga, « Décentralisation et gouvernance locale au Cameroun : défis et perspectives », *Revue Africaine de Développement Local*, n°7, 2020, p.24.

frein majeur. Les activités culturelles sont souvent considérées comme secondaires, ce qui entraîne un manque d'investissement dans les infrastructures telles que les centres culturels, bibliothèques communautaires, musées ou espaces d'exposition²⁸⁰. Ensuite, la modernisation rapide et la pression de la culture urbaine entraînent un désintérêt croissant des jeunes générations envers les pratiques culturelles traditionnelles, perçues comme obsolètes²⁸¹. Par ailleurs, le peu de soutien aux artistes locaux et aux porteurs de traditions empêche le développement d'un véritable secteur culturel. Les initiatives individuelles sont souvent isolées, sans accompagnement technique ni financement, ce qui limite leur impact²⁸². Enfin, les rares manifestations culturelles organisées sont généralement ponctuelles, sans ancrage durable dans une politique de valorisation territoriale du patrimoine²⁸³. Il est donc impératif de repenser la place de la culture dans le développement local en y intégrant une approche inclusive et participative. Une meilleure synergie entre les collectivités territoriales décentralisées, les élites locales, les associations culturelles et les partenaires techniques pourrait permettre de redonner vie au patrimoine culturel d'Akonolinga.

L'acculturation, définie comme le processus par lequel une société adopte tout ou partie des éléments culturels d'une autre, s'observe de manière croissante dans la commune d'Akonolinga, avec pour conséquence directe une perte progressive des repères traditionnels. Cette dynamique s'inscrit dans le contexte plus large de la mondialisation, de l'urbanisation croissante et de la domination des médias modernes qui diffusent massivement des modèles culturels exogènes, souvent occidentaux²⁸⁴. À Akonolinga, cette acculturation se manifeste par l'abandon des langues locales au profit du français, y compris dans les échanges familiaux, la négligence des rites traditionnels au profit de pratiques modernes, ou encore la disparition progressive des tenues, danses et chants traditionnels au profit de la mode urbaine contemporaine²⁸⁵. La jeunesse, en quête d'intégration sociale et d'opportunités économiques, tend à rejeter les codes traditionnels jugés archaïques ou inutiles²⁸⁶. Par ailleurs, l'école classique

²⁸⁰ MINAC, Stratégie sectorielle de développement de la culture au Cameroun, Yaoundé, 2015, p.20.

²⁸¹ K. N'Guessan, « Culture et mondialisation en Afrique », *Revue Africaine de Sociologie*, Vol. 19, n°2, 2015, p. 47.

²⁸² L. Ngandji, « Les politiques culturelles au Cameroun : entre ambitions et contraintes », Université de Yaoundé I, mémoire de Master, 2018, p.34

²⁸³ UNESCO, Politiques culturelles pour le développement durable, Rapport mondial 2022, p.33.

²⁸⁴ P. Hountondji, *La domination culturelle et ses conséquences en Afrique*, Paris, Karthala, 2002, p.114.

²⁸⁵ M. Ngoma-Binda, « Mondialisation et perte des identités culturelles africaines », *Revue africaine de développement*, vol, 12, n° 1, 2010, p. 68-85.

²⁸⁶ F. Eboussi Boulaga, *La crise du Muntu : authenticité africaine et philosophie*, Yaoundé, CLE, 1997, p.102.

et les médias numériques ne valorisent que très peu les cultures locales. Les programmes éducatifs accordent peu de place à l'histoire ou aux valeurs endogènes, contribuant ainsi à un effacement de la mémoire collective locale²⁸⁷. Cette situation est aggravée par le manque d'initiatives de sauvegarde culturelle, comme la documentation des pratiques rituelles ou la création de centres de préservation du patrimoine²⁸⁸. La conséquence est une fracture culturelle entre générations, une perte d'identité locale, et une fragilisation du tissu communautaire. La culture, pourtant facteur de cohésion et d'ancrage, devient ainsi une ressource négligée. Il est urgent de réinvestir dans les mécanismes de transmission intergénérationnelle, dans la réhabilitation des pratiques et symboles locaux pour freiner cette érosion identitaire.

L'une des limites majeures au développement culturel dans la commune d'Akonolinga réside dans l'absence d'une politique culturelle claire, structurée et opérationnelle à l'échelle locale. Alors que la culture constitue un levier essentiel de développement, de cohésion sociale et d'identité collective, elle est souvent reléguée au second plan dans les priorités des pouvoirs publics locaux. Cette carence entraîne une marginalisation des initiatives culturelles, une faiblesse des infrastructures dédiées, et un manque de financements. Au Cameroun, bien que l'État ait adopté une Politique Culturelle Nationale en 2020 par le biais du Ministère des Arts et de la Culture, celle-ci reste peu mise en œuvre dans les communes rurales, en raison de l'insuffisance de moyens techniques et financiers, mais aussi de la faible décentralisation effective dans le domaine culturel²⁸⁹. À Akonolinga, il n'existe pas de programme communal intégré dédié à la promotion des arts, des langues locales, ou encore à la sauvegarde du patrimoine immatériel. Par ailleurs, le manque de concertation entre les acteurs (élites, autorités traditionnelles, artistes, jeunes) empêche la définition de priorités communes et la mise en place de mécanismes efficaces de valorisation culturelle²⁹⁰. Il en résulte une désorganisation du secteur, un découragement des porteurs de projets et la disparition progressive des traditions locales faute d'encadrement et de transmission. La faiblesse de la politique culturelle locale est également visible dans l'absence d'équipements comme des bibliothèques, centres culturels, musées ou espaces d'expression artistique. Cette lacune compromet non seulement la dynamique culturelle,

²⁸⁷ UNESCO *Rapport mondial sur la diversité des expressions culturelles*, Paris, Éditions UNESCO, 2018, p. 145.

²⁸⁸ Ministère des Arts et de la Culture, *Politique culturelle nationale du Cameroun*, Yaoundé, 2020, p. 89.

²⁸⁹ République du Cameroun, *Politique Culturelle Nationale*, MINAC, Yaoundé, 2020, p. 32.

²⁹⁰ M. Tchindjang, « Décentralisation et gouvernance culturelle au Cameroun : défis et perspectives », *Revue Africaine des Politiques Publiques*, n°5, 2015, pp. 44-59.

mais aussi les opportunités économiques liées aux industries créatives et au tourisme culturel²⁹¹. Il devient donc urgent pour les communes comme Akonolinga de s'approprier la dimension culturelle du développement, en élaborant des politiques locales cohérentes, en partenariat avec le MINAC, la société civile et les partenaires internationaux.

3. Les causes transversales de ces limites

Le développement socio-économique, politique et culturel de la commune d'Akonolinga repose sur une pluralité d'acteurs, notamment les élites locales. Toutefois, malgré leur mobilisation, les résultats demeurent en deçà des attentes, en grande partie à cause de plusieurs facteurs transversaux qui limitent l'efficacité de leurs actions. Ces causes, souvent structurelles, organisationnelles ou contextuelles, se manifestent à travers un manque de ressources financières, une faible coordination, des conflits d'intérêts ou encore l'absence d'une vision stratégique commune. Comprendre ces causes transversales est essentiel pour repenser les dynamiques de développement local et mieux orienter les interventions futures. Elles mettent en lumière non seulement les dysfonctionnements internes au sein des élites elles-mêmes, mais aussi les failles systémiques liées à la gouvernance, aux politiques publiques et aux rapports entre l'État, les collectivités territoriales et les communautés locales.

La lutte d'influence constitue l'une des principales causes transversales limitant l'impact réel des élites locales dans le développement de la commune d'Akonolinga. Cette rivalité se manifeste souvent à travers une compétition pour la visibilité, la reconnaissance ou encore le contrôle des ressources et des projets. Elle oppose généralement des figures politiques, économiques ou traditionnelles, chacune cherchant à imposer son autorité ou son leadership. Ce phénomène engendre une fragmentation des initiatives, un double emploi des efforts, voire le blocage de certains projets pourtant porteurs de développement. À Akonolinga, ces tensions se traduisent par une faible mutualisation des moyens, des querelles de positionnement au sein des instances locales, et une méfiance entre élites, ce qui nuit gravement à la synergie d'action pourtant indispensable. Plus encore, cette dynamique de lutte d'influence compromet la participation communautaire, car les populations se retrouvent instrumentalisées dans des logiques partisans, ce qui sape la confiance dans les processus de gouvernance locale. Ce

²⁹¹ UNESCO, La culture dans l'agenda 2030 : politiques publiques et développement durable, 2019, p. 9.

phénomène n'est pas propre à Akonolinga ; plusieurs études ont montré que la rivalité entre élites freine les dynamiques de développement dans plusieurs communes camerounaises et africaines²⁹². Ainsi, la lutte d'influence, bien qu'elle découle parfois d'une volonté de s'engager, devient contre-productive lorsqu'elle n'est pas canalisée dans des mécanismes de collaboration structurée.

Le développement de la commune d'Akonolinga souffre d'un manque d'engagement sincère de la part de certaines élites locales, souvent motivées par des intérêts personnels ou politiques plutôt que par le souci du bien commun. Cette posture se traduit par un activisme de façade, essentiellement visible lors des périodes électorales ou lors d'événements publics à forte visibilité²⁹³. Les interventions de certaines élites sont alors orientées vers la recherche de capital politique, la consolidation de leur image ou l'obtention de faveurs de l'administration centrale, au détriment de la continuité des actions de développement sur le terrain. Cet opportunisme politique engendre une instabilité des projets communautaires, l'absence de suivi des engagements pris, et la perte de confiance des populations. Il crée également un environnement de clientélisme où seules les communautés ou groupes proches des élites "visibles" bénéficient de l'appui, marginalisant ainsi une grande partie de la population locale. Ce phénomène est dénoncé dans plusieurs études portant sur la gouvernance locale au Cameroun, notamment dans les zones semi-rurales comme Akonolinga, où le développement dépend en grande partie de la volonté politique des leaders locaux²⁹⁴. À cela s'ajoute le fait que certains acteurs n'investissent que très peu dans des projets de long terme ou structurants, préférant des actions ponctuelles, visibles et facilement récupérables politiquement. Ce manque d'engagement sincère empêche toute forme de planification cohérente et compromet l'impact durable des efforts de développement communautaire.

En conclusion, la commune d'Akonolinga, comme bon nombre de collectivités territoriales camerounaises, est confrontée à des défis majeurs en matière de développement socioéconomique, politique et culturel. Face à ces enjeux, l'élite locale dans ses dimensions

²⁹² J. Nkwî, *Elites and Development in Cameroon*, Langaa RPCIG, p. 6.

²⁹³ N. E. Ngwa, *Decentralization and Local Governance in Cameroon: An Assessment of Councils' Performance*, Yaoundé, CODESRIA, 2016, p.78.

²⁹⁴ L. Sindjoun, « La gouvernance locale au Cameroun : entre autonomie et dépendance », *Revue Africaine de Science Politique*, vol. 7, n°1, 2002, p. 28.

politique, économique, intellectuelle, traditionnelle et religieuse joue un rôle déterminant. Par ses interventions multiples, elle contribue à impulser des dynamiques nouvelles, à promouvoir des initiatives communautaires, et à soutenir les efforts de développement local. Cependant, l'impact de cette élite reste souvent limité par des contraintes structurelles (insuffisance de moyens, manque de coordination, faiblesse des institutions locales), mais aussi par des facteurs liés à l'engagement personnel, aux logiques d'intérêt, ou aux rivalités internes. Ainsi, malgré des actions louables, les attentes des populations demeurent élevées, et les résultats mitigés. Pour que l'élite d'Akonolinga réponde efficacement aux défis du développement, elle gagnerait à renforcer la synergie d'action, la consultation populaire, la transparence et la pérennité de ses projets. Une redéfinition des priorités et un engagement sincère au service de l'intérêt collectif apparaissent comme des conditions essentielles pour inscrire durablement la commune sur la voie du progrès partagé.

**CHAPITRE IV : DIFFICULTES, BILAN ET PERSPECTIVES RELATIVES AUX
ACTIVITES DES ELITES DANS LA LOCALITE D'AKONOLINGA**

Depuis la mise en œuvre du processus de décentralisation au Cameroun, les élites locales sont de plus en plus interpellées dans la conduite du développement territorial. Dans la commune d'Akonolinga, les élites qu'elles soient politiques, économiques, intellectuelles, religieuses ou traditionnelles ont multiplié des actions visant à répondre aux besoins des populations en matière d'infrastructures, d'éducation, de santé, et de développement socio-économique. Toutefois, si certaines initiatives ont produit des effets positifs palpables, plusieurs limites persistent : absence de coordination, insuffisance de moyens, conflits de leadership, manque d'ancrage populaire ou encore faible accompagnement institutionnel. Il devient ainsi essentiel de dresser un bilan objectif de ces actions, d'identifier les difficultés rencontrées et de dégager des perspectives durables pour renforcer l'impact de l'engagement des élites dans le développement de la commune. Cette analyse vise à éclairer les acquis, les insuffisances et les conditions à réunir pour une meilleure mobilisation des élites au service du bien commun à Akonolinga.

I. LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ELITES DANS LA L'ACCOMPLISSEMENT DE LEURS ACTIVITÉS

Dans un contexte de décentralisation et de quête de développement local durable, les élites qu'elles soient politiques, économiques, intellectuelles, traditionnelles ou religieuses sont appelées à jouer un rôle de catalyseur dans la transformation des territoires. À Akonolinga, comme dans d'autres collectivités camerounaises, leur implication dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'emploi, des infrastructures et de la gouvernance locale reste indéniable. Toutefois, cette mobilisation se heurte à de nombreuses contraintes qui freinent leur efficacité et limitent la portée de leurs actions. Ces difficultés sont d'ordre structurel, financier, institutionnel et parfois même socioculturel. Le manque de moyens, l'absence de coordination entre les acteurs, la méfiance ou les rivalités communautaires, ainsi que l'instabilité politique ou les lourdeurs administratives constituent autant d'obstacles qui pèsent sur la capacité d'action des élites locales. Cette situation soulève des interrogations sur les mécanismes d'accompagnement, les formes d'organisation et les stratégies de pérennisation de leur engagement. D'où la nécessité d'analyser avec rigueur ces défis pour envisager des pistes d'amélioration du rôle des élites dans le processus de développement local.

1. L'insuffisance des ressources financières et les guerres de leadership entre les élites

L'un des obstacles majeurs auxquels font face les élites dans leur contribution au développement local, notamment dans des communes comme Akonolinga, demeure l'insuffisance des ressources financières. En effet, bon nombre d'initiatives communautaires ou projets de développement portés par les élites locales nécessitent un financement conséquent que les ressources personnelles ou les subventions publiques ne suffisent pas toujours à couvrir. Cette réalité est exacerbée par la faible mobilisation des ressources locales, l'inexistence ou l'inefficacité des mécanismes de financement participatif, et l'accès limité aux aides extérieures dû à un manque de structuration des projets²⁹⁵.

Parallèlement, les élites sont souvent engagées dans des luttes de positionnement ou de reconnaissance, ce qui donne lieu à des guerres de leadership. Ces conflits, souvent nourris par des divergences idéologiques, politiques ou ethniques, fragilisent l'unité d'action et sapent les dynamiques collectives. Au lieu d'œuvrer en synergie, certaines figures locales rivalisent dans des logiques d'influence personnelle, de visibilité médiatique ou d'orientation clientéliste des actions²⁹⁶. Cette fragmentation des élites nuit à la cohérence du développement local et crée un climat de méfiance, voire de rejet de certaines initiatives par les populations. Le cumul de ces deux phénomènes pénurie financière et division du leadership engendre une inefficacité dans la mise en œuvre des projets, ralentit la réponse aux besoins sociaux de base, et altère la crédibilité des élites locales. Comme le souligne Jean-François Bayart, la construction de l'action publique en Afrique subsaharienne est souvent entravée par les logiques de « politique du ventre » où la recherche de gains personnels prévaut sur l'intérêt général²⁹⁷. Il devient donc impératif de repenser les mécanismes de financement participatif, de renforcer les cadres de dialogue entre élites, et d'instaurer des plateformes de concertation favorisant une gouvernance inclusive et transparente.

²⁹⁵ G. Ndock Ndock, *Urbanisme de rattrapage et conflits d'odonyme à Yaoundé*, Yaoundé, Presses de l'UCAC, 2020, p. 120.

²⁹⁶ J. C. Ngatcha-Ribert, *Les élites en Afrique : enjeux, crises et perspectives*, Paris, L'Harmattan, 2016, p. 304.

²⁹⁷ J. F. Bayart, *L'État en Afrique...*, p. 220.

2. Le faible investissement dans les projets

Le faible investissement dans les projets communautaires et de développement local constitue un obstacle majeur à l'essor des collectivités comme la commune d'Akonolinga. Cette faiblesse s'explique d'abord par une frilosité des élites économiques et politiques à engager durablement des ressources dans des projets structurants, souvent jugés à faible rentabilité immédiate. Plusieurs élites privilégient des actions ponctuelles, visibles et à portée symbolique (dons lors des cérémonies, aides alimentaires, etc.) plutôt que des investissements à long terme dans des secteurs tels que l'éducation, la santé ou l'agriculture durable.

Cette réticence est souvent liée à l'instabilité institutionnelle, à l'absence d'un cadre clair de suivi-évaluation des projets, et à la méfiance vis-à-vis de la gouvernance locale. En l'absence de garanties ou de retours mesurables, les acteurs préfèrent se détourner de projets structurants au profit d'actions plus politiques ou électoralistes. Comme le souligne Paul Nchoji Nkwi, l'investissement des élites reste parfois « instrumental, orienté vers le gain politique ou la consolidation de l'influence sociale, plutôt que vers le changement durable »²⁹⁸.

Par ailleurs, les conditions socio-économiques locales (faible bancarisation, rareté des institutions de microfinance adaptées, manque de soutien technique) n'encouragent pas la culture de l'investissement collectif. Même les élites locales, souvent désireuses de s'engager, sont freinées par l'absence d'un encadrement institutionnel ou d'une stratégie concertée. La conséquence directe de ce désengagement est la stagnation des infrastructures sociales de base, le chômage endémique des jeunes, et la perpétuation d'une dépendance à l'État central ou à l'aide extérieure. Pour pallier cette situation, des recommandations sont faites en faveur d'un renforcement des capacités des élites, d'un climat propice à l'investissement local, et de l'instauration de mécanismes transparents de gouvernance communautaire²⁹⁹.

3. Le manque de suivi des projets réalisés

Dans le contexte du développement local, la réussite des projets ne repose pas uniquement sur leur conception ou leur lancement, mais également sur un suivi rigoureux et durable. En effet, le suivi des projets permet d'en assurer l'efficacité, la pérennité et l'adéquation avec les besoins

²⁹⁸ P.N. Nkwi, "Elites and Community Development in Cameroon", *Langa RPCIG*, 2015, p.9.

²⁹⁹ L. Nguemgne, « La participation des élites au développement local au Cameroun : entre volontarisme et contraintes structurelles », *Revue Africaine de Sociologie*, vol. 22, n°1, 2018, pp. 45-63.

réels des populations bénéficiaires. Cependant, dans de nombreuses collectivités locales, dont celle d'Akonolinga, l'insuffisance ou l'absence de mécanismes de suivi constitue un frein majeur à l'atteinte des objectifs de développement. Ce déficit se manifeste par la dégradation rapide des infrastructures, la mauvaise gestion des équipements livrés, ou encore l'abandon de projets inachevés. Il traduit bien souvent des lacunes institutionnelles, un désengagement des parties prenantes, ou un manque de moyens techniques et humains. Dès lors, il devient impératif d'interroger les causes profondes de cette carence, ses impacts sur la population et les stratégies susceptibles d'y remédier pour garantir un développement plus durable et inclusif. Le manque de suivi des projets réalisés dans de nombreuses collectivités locales, telles que la commune d'Akonolinga, s'explique par un ensemble de facteurs institutionnels, humains, financiers et organisationnels. En premier lieu, l'insuffisance de ressources financières demeure l'un des obstacles majeurs. Bien souvent, les budgets alloués aux projets sont concentrés sur la phase de mise en œuvre, reléguant le suivi à une priorité secondaire ou inexistante. Or, un suivi efficace nécessite des moyens logistiques, du personnel formé et des outils d'évaluation, souvent absents dans les collectivités à faibles revenus³⁰⁰. En réalité, le déficit en capital humain qualifié constitue une autre cause importante. Le suivi des projets implique des compétences en planification, en gestion de projet, en évaluation participative, rarement disponibles localement. Le personnel communal, parfois peu formé à ces exigences, ne dispose pas toujours des capacités nécessaires pour assurer une évaluation continue et efficace des activités entreprises³⁰¹. Cette situation est aggravée par le manque de motivation, le faible encadrement institutionnel et la politisation des projets. Un autre facteur tient à la gouvernance locale. Le manque de transparence, la faible redevabilité des acteurs publics, ainsi que les conflits d'intérêts entre les élites locales réduisent la possibilité de contrôler l'évolution des projets³⁰². De même, la non-implication des communautés bénéficiaires dans le processus de suivi conduit souvent à un désengagement social et à l'absence d'une culture de maintenance et d'appropriation des infrastructures ou services mis en place³⁰³. L'instabilité des politiques publiques et l'absence de planification à long terme engendrent un suivi intermittent ou incohérent. Les changements de mandats politiques entraînent parfois des ruptures dans les dynamiques de suivi, car les nouveaux élus ou responsables

³⁰⁰ PNUD, Renforcement des capacités pour le développement local, 2021, p.20.

³⁰¹ S. Mbarga, « Les défis de la gestion communale au Cameroun », *Revue africaine d'administration publique*, n°108, 2020, p.28.

³⁰² J.-P. Essomba, *Décentralisation et développement participatif au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2017, p. 208.

³⁰³ Transparency International, Rapport sur la gouvernance locale au Cameroun, 2019, p. 12.

administratifs n'accordent pas toujours d'intérêt aux projets de leurs prédécesseurs³⁰⁴. En somme, la persistance de ces obstacles souligne la nécessité de renforcer les capacités locales, de promouvoir une gouvernance inclusive et de garantir l'affectation de ressources spécifiques au suivi-évaluation pour pérenniser les acquis du développement local. L'absence ou le faible suivi des projets réalisés dans les collectivités territoriales, comme dans la commune d'Akonolinga, entraîne des conséquences multiples, qui affectent à la fois l'efficacité des investissements publics, la qualité des services offerts à la population et la confiance des citoyens envers les institutions. L'une des principales conséquences est la dégradation rapide des infrastructures. En l'absence de suivi et d'entretien régulier, les routes, forages, centres de santé, écoles ou marchés construits se détériorent prématurément, entraînant des pertes financières importantes et la nécessité de réinvestir pour réhabiliter les ouvrages³⁰⁵.

De plus, le défaut de suivi favorise l'inefficacité des politiques publiques. En l'absence de mécanismes de contrôle et d'évaluation, il devient difficile de vérifier si les objectifs initiaux du projet ont été atteints, d'identifier les ajustements nécessaires ou de capitaliser les bonnes pratiques pour les projets futurs³⁰⁶. Cela contribue à la répétition des erreurs, au gaspillage de ressources et à l'absence d'impact durable sur les conditions de vie des populations bénéficiaires³⁰⁷. Sur le plan socio-politique, le manque de suivi alimente également la méfiance des citoyens envers les élus locaux et les autorités administratives. Les populations, voyant que les projets sont mal entretenus ou abandonnés, perdent confiance dans les institutions et se désengagent des dynamiques de développement local. Cette situation peut alimenter un sentiment d'abandon ou d'injustice, surtout dans les zones rurales où les besoins de base sont criants³⁰⁸. En outre, le défaut de suivi compromet la durabilité des actions de développement. Il limite la capacité des acteurs locaux à anticiper les défaillances techniques, à former les bénéficiaires à la gestion des projets, ou à assurer la relève des instances de gestion communautaire. Cela entraîne souvent une dépendance accrue à l'assistance extérieure et un affaiblissement de l'autonomie

³⁰⁴ F. Tchoumba, « Continuité administrative et politique publique en Afrique centrale », *Politiques publiques et gouvernance locale*, 2022, p.52.

³⁰⁵ PNUD, Rapport sur la durabilité des infrastructures locales en Afrique, 2020, p.40.

³⁰⁶ J. Ngono, « Évaluation des politiques publiques locales : un outil négligé », *Revue Camerounaise de l'Administration Publique*, 2019, p.30.

³⁰⁷ World Bank, *Local Governance and Service Delivery*, Washington, 2018, p.16.

³⁰⁸ J.P. Essomba, *Participation citoyenne et efficacité des projets communaux au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2021, p.134.

locale³⁰⁹. Le défaut de suivi des projets fragilise non seulement les acquis matériels, mais aussi les bases sociales et institutionnelles du développement local. Il devient donc indispensable d'institutionnaliser des mécanismes de suivi-évaluation rigoureux, participatifs et transparents pour garantir la pérennité des investissements et renforcer la gouvernance de proximité.

II. RETOMBÉES DES ACTIVITÉS DES ÉLITES

À Akonolinga comme dans d'autres communes camerounaises, l'implication des élites locales dans la réalisation d'infrastructures, le soutien à l'éducation, la promotion de la santé ou encore l'encadrement de la jeunesse a généré des effets visibles sur la transformation du cadre de vie des populations. Ces retombées, souvent multidimensionnelles, s'apprécient à travers l'amélioration des conditions socio-économiques, le renforcement du tissu communautaire et la redynamisation de la participation citoyenne. Toutefois, l'analyse des retombées des activités des élites mérite d'être approfondie, car elle soulève aussi des interrogations sur la durabilité, l'équité et l'impact réel de leurs actions sur l'ensemble de la collectivité. Cette réflexion permet non seulement d'évaluer les effets directs et indirects de leur engagement, mais également de mieux cerner leur rôle dans la consolidation du développement local.

1. La fluidité des activités commerciales et les réformes du secteur informel

Dans un contexte économique marqué par la précarité de l'emploi et le dynamisme de la survie quotidienne, le secteur informel s'impose comme un pilier central de l'économie locale, notamment dans les communes comme Akonolinga. Ce secteur, bien qu'en marge des circuits formels de l'économie, représente une source importante de revenus, d'emplois et de services pour une grande partie de la population. Toutefois, la fluidité des activités commerciales informelles reste entravée par plusieurs facteurs : insécurité juridique, faiblesse des infrastructures, absence de mécanismes de régulation adaptés, et concurrence déloyale. Face à ces défis, des réformes structurelles et réglementaires sont de plus en plus envisagées par les pouvoirs publics pour encadrer, formaliser et valoriser le secteur informel sans pour autant l'étouffer. Ainsi, cette réflexion s'intéresse à la manière dont la fluidité des échanges commerciaux peut être améliorée à travers des réformes inclusives, tout en tenant compte des réalités locales et de la nécessité de préserver la vitalité économique des acteurs informels.

³⁰⁹ UNESCO, Développement durable et gestion participative, Rapport régional Afrique Centrale, 2020, p.67.

Le secteur informel joue un rôle fondamental dans les économies des pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne. À Akonolinga, comme dans plusieurs autres communes camerounaises, il constitue une source essentielle de revenus pour une majorité de la population, en particulier les femmes, les jeunes et les personnes peu qualifiées. L'absence de formalisation n'est pas nécessairement synonyme de marginalité ou d'illégalité, mais reflète souvent une réponse pragmatique à l'inefficacité des systèmes administratifs, au chômage structurel et à la pauvreté. Le secteur informel regroupe diverses activités : petit commerce, artisanat, services domestiques, transport, agriculture vivrière urbaine, etc., qui créent une dynamique commerciale significative dans les quartiers et les marchés locaux³¹⁰.

La vitalité de ce secteur repose sur une capacité d'adaptation rapide, une faible barrière à l'entrée et un réseau dense d'interactions communautaires et familiales. Dans les centres urbains comme Akonolinga, les marchés populaires deviennent des plaques tournantes d'échanges où s'expriment la solidarité locale et l'ingéniosité entrepreneuriale. Cependant, cette dynamique commerciale reste limitée par l'absence de reconnaissance juridique, le manque d'accès aux financements et aux infrastructures adéquates, ainsi qu'à une fiscalité équitable³¹¹. Cela génère une forme d'instabilité qui freine le potentiel de développement économique local. Il est donc crucial de considérer le secteur informel non comme une anomalie à éliminer, mais comme une composante centrale de l'économie urbaine à encadrer et accompagner. Les dynamiques commerciales qui y sont observées peuvent être le levier d'une transformation socio-économique durable, si des politiques publiques adaptées favorisent son intégration progressive dans l'économie formelle³¹². La fluidité des activités commerciales dans les communes comme Akonolinga est entravée par plusieurs obstacles d'ordre structurel, institutionnel et contextuel. En premier lieu, l'état précaire des infrastructures de transport, notamment les routes rurales et les voies d'accès aux marchés, constitue un frein majeur. En saison des pluies, de nombreuses pistes deviennent impraticables, ce qui ralentit la circulation des marchandises, augmente les coûts de transport et provoque des pertes post-récolte³¹³.

Ensuite, l'environnement réglementaire peu incitatif et la complexité administrative freinent l'initiative commerciale. La multiplicité des taxes locales, parfois arbitraires ou non

³¹⁰ BIT, « Le secteur informel et l'emploi en Afrique », Genève, 2018, p.118.

³¹¹ A.J. Njoh, *Urban Planning and Public Health in Africa*, Ashgate Publishing, 2012, p.2.

³¹² Fonds Monétaire International (FMI), *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne*, 2022, p.120.

³¹³ MINHDU, *Programme National de Développement Participatif (PNDP)*, Rapport régional, 2022, p.56.

harmonisées, dissuade les petits commerçants et producteurs du secteur informel de s'inscrire dans un processus de formalisation³¹⁴. À cela s'ajoute l'absence de guichets uniques et de mécanismes simplifiés pour la création d'entreprises ou l'obtention de permis d'exploitation. Par ailleurs, l'accès limité au financement constitue un frein notable. Les banques et institutions de microfinance, bien que présentes, imposent des conditions souvent inaccessibles aux acteurs informels : taux d'intérêt élevés, garanties matérielles, faible alphabétisation financière des commerçants³¹⁵. Cette situation réduit considérablement la capacité des opérateurs à investir dans le stockage, la transformation ou le transport. L'insécurité juridique et l'instabilité des politiques commerciales locales entraînent un climat d'incertitude. L'absence de protection des droits économiques, de contrats formels ou de mécanismes de médiation en cas de litige commercial dissuade de nombreux investisseurs ou partenaires potentiels³¹⁶. Ainsi, pour améliorer la fluidité des échanges commerciaux à Akonolinga, il est essentiel de lever ces obstacles à travers des réformes cohérentes, un investissement soutenu dans les infrastructures, une politique de simplification administrative et un meilleur encadrement du secteur informel.

2. La promotion du secteur hygiène et assainissement

L'hygiène et l'assainissement constituent des piliers essentiels de la santé publique et du bien-être des populations. Dans de nombreuses collectivités, notamment en milieu rural et périurbain, l'accès à des infrastructures sanitaires de base reste encore limité, exposant les populations à des risques accrus de maladies hydriques, d'épidémies et de dégradation environnementale. La promotion du secteur hygiène et assainissement s'impose donc comme une priorité pour améliorer les conditions de vie, réduire la morbidité et stimuler un développement durable. Elle implique non seulement des investissements dans les infrastructures, mais aussi des actions de sensibilisation, de formation et de responsabilisation des communautés. Cette dynamique doit s'inscrire dans une approche multisectorielle, mobilisant les collectivités locales, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les citoyens eux-mêmes, afin de garantir des résultats durables et adaptés aux réalités locales.

³¹⁴ P. Kamga, « Fiscalité locale et activités économiques informelles au Cameroun », *Revue Africaine des Politiques Publiques*, n°10, 2020, p. 89.

³¹⁵ Banque Mondiale, *Doing Business in Africa*, Rapport 2021, p.20.

³¹⁶ J. M. Nkoun, *Economie locale et dynamiques territoriales au Cameroun*, Paris, PUA, 2018, p.78.

Le secteur de l'hygiène et de l'assainissement au Cameroun, et particulièrement dans des communes semi-urbaines comme Akonolinga, demeure marqué par des défis structurels importants. En dépit de la reconnaissance de son rôle crucial dans la santé publique, ce secteur reste sous-financé, faiblement planifié et peu intégré dans les politiques locales de développement. L'accès à des toilettes améliorées reste limité dans plusieurs quartiers, surtout en zones périurbaines, où plus de 40 % de la population utilise encore des installations rudimentaires ou partagées, selon le Ministère de l'Eau et de l'Énergie (MINEE)³¹⁷. L'absence de systèmes d'évacuation des eaux usées et de gestion des déchets solides contribue à la pollution de l'environnement immédiat, notamment des cours d'eau, accentuant ainsi les risques de maladies diarrhéiques, de paludisme et de choléra³¹⁸. De plus, le ramassage des ordures ménagères est irrégulier voire inexistant dans certains quartiers, en raison du manque de moyens logistiques et de personnel qualifié au sein des communes. Les initiatives communautaires sont rares ou mal encadrées, et l'éducation à l'hygiène reste faible, particulièrement dans les établissements scolaires et les centres de santé³¹⁹. Le manque d'un cadre réglementaire clair et appliqué, ainsi que l'insuffisance de la coordination entre les acteurs (collectivités, ONG, services techniques), rendent inefficaces plusieurs projets pourtant initiés. Face à cet état de fait, il devient urgent de renforcer la gouvernance locale du secteur, de mobiliser les ressources, et de mettre en œuvre des stratégies intégrées alliant infrastructure, éducation, suivi et implication citoyenne.

La promotion de l'hygiène et de l'assainissement repose sur une pluralité d'acteurs, dont l'action conjointe conditionne la réussite des politiques publiques en la matière. Au niveau institutionnel, le Ministère de l'Eau et de l'Énergie (MINEE) joue un rôle central à travers l'élaboration des politiques nationales et la supervision des projets structurants. Il collabore avec les communes, qui ont la responsabilité de la mise en œuvre locale des actions d'assainissement, notamment par la planification urbaine, la collecte des ordures et la sensibilisation communautaire³²⁰. Les collectivités territoriales décentralisées (CTD), notamment la mairie d'Akonolinga, sont des acteurs de terrain essentiels. Toutefois, leur impact reste souvent limité par des contraintes financières, techniques et logistiques³²¹. En parallèle, des organisations non

³¹⁷ MINEE, Rapport national sur l'état de l'assainissement au Cameroun, 2022, p.44.

³¹⁸ OMS, Profil sanitaire du Cameroun, Genève, 2021, p. 88.

³¹⁹ GIZ Cameroun, Programme Eau et Assainissement décentralisé, Rapport d'évaluation, 2020, p. 120.

³²⁰ MINEE, Politique nationale de l'eau et de l'assainissement, Yaoundé, 2020, p. 28.

³²¹ FEICOM, Capacités techniques et financières des CTD en matière d'assainissement, Rapport interne, 2021, p. 304.

gouvernementales (ONG) comme WaterAid, GRET, ou encore la GIZ, interviennent activement pour combler les insuffisances institutionnelles à travers des actions de terrain telles que la construction de latrines communautaires, la formation des relais communautaires et la sensibilisation à l'hygiène de base³²².

Les communautés locales, à travers des comités de quartiers, des associations de femmes ou de jeunes, participent également à la mise en œuvre de pratiques saines. Leur rôle dans la mobilisation sociale est essentiel pour garantir l'appropriation des infrastructures mises en place. Enfin, les acteurs du secteur privé tels que les sociétés de collecte de déchets, les entreprises de construction ou les fournisseurs d'équipements sanitaires, participent à la dynamique en offrant des solutions techniques et logistiques adaptées, bien que leur présence en zones rurales reste marginale. Le succès de la promotion de l'hygiène et de l'assainissement repose donc sur une coordination effective entre ces différents acteurs, appuyée par un financement adéquat et une politique d'inclusion communautaire³²³. La promotion de l'hygiène et de l'assainissement repose sur une approche multisectorielle et participative, intégrant à la fois les politiques publiques, les interventions communautaires et les innovations techniques. Parmi les stratégies les plus couramment mises en œuvre, figure d'abord la sensibilisation communautaire. Celle-ci se traduit par des campagnes éducatives menées dans les écoles, les centres de santé, les quartiers et les marchés, avec pour objectif de faire évoluer les comportements individuels et collectifs face aux questions d'hygiène (lavage des mains, gestion des déchets, usage des latrines)³²⁴. Cette stratégie s'appuie souvent sur des relais communautaires, des leaders d'opinion ou des agents de santé communautaires.

Une autre stratégie clé est l'intégration de l'hygiène dans les politiques de santé publique, à travers les programmes de lutte contre les maladies hydriques, notamment la diarrhée, le choléra ou le paludisme. Cela passe par la formation des personnels de santé, l'adoption de normes sanitaires dans les formations sanitaires et la mise en place de mécanismes de suivi-évaluation³²⁵. Les projets d'assainissement participatif, tels que le *Participatory Hygiene And Sanitation Transformation* (PHAST), constituent également des outils efficaces. Ils permettent

³²² Water Aid, Rapport sur les interventions WASH en Afrique centrale, 2022, p.44.

³²³ GRET, L'assainissement décentralisé dans les villes secondaires camerounaises, 2021, p.89.

³²⁴ OMS & UNICEF, Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les établissements de santé, Rapport mondial, 2020, p. 145.

³²⁵ MINPROFF, Programme national de promotion de l'hygiène et de la santé, Yaoundé, 2021, p. 300.

aux communautés d'identifier elles-mêmes leurs besoins, de concevoir des solutions adaptées et d'assurer la gestion durable des infrastructures mises en place³²⁶. Sur le plan institutionnel, les stratégies intègrent la planification urbaine intégrée, notamment la création de plans locaux d'assainissement qui définissent les priorités en matière de gestion des déchets, de traitement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales³²⁷. Cette planification est accompagnée de partenariats public-privé, visant à mobiliser les investissements nécessaires à la mise en œuvre des infrastructures. L'innovation technologique constitue une stratégie émergente avec la promotion des solutions écologiques et à faible coût, telles que les toilettes à compost, les systèmes de filtration domestique de l'eau ou les applications mobiles de signalement des points noirs sanitaires.

La promotion de l'hygiène et de l'assainissement, bien qu'essentielle pour la santé publique et le développement durable, se heurte à plusieurs défis structurels, institutionnels et socioculturels. Le premier obstacle majeur est le déficit d'infrastructures de base. Dans de nombreuses communes rurales et urbaines, l'accès aux latrines améliorées, à l'eau potable et à un système de gestion des déchets reste très limité. Selon les données de l'INS, environ 30 % des ménages camerounais n'ont pas accès à des toilettes hygiéniques, particulièrement en zone rurale³²⁸.

Un deuxième défi est le faible niveau de financement alloué au secteur. Malgré les efforts du gouvernement et des partenaires techniques et financiers, les ressources budgétaires sont souvent insuffisantes pour couvrir les besoins croissants en infrastructures sanitaires, en personnel qualifié et en matériel de collecte et de traitement des déchets³²⁹. Ce manque de moyens affecte également la durabilité des projets, avec de nombreux ouvrages laissés à l'abandon après leur mise en service. La faiblesse de la gouvernance locale constitue également un obstacle. Elle se manifeste par une mauvaise coordination entre les acteurs (collectivités, services déconcentrés, ONG, populations), une absence de planification rigoureuse et un déficit de compétences techniques au sein des municipalités³³⁰. À cela s'ajoute une législation parfois inadaptée ou mal appliquée, qui ne permet pas de sanctionner efficacement les comportements

³²⁶ GIZ, Approche PHAST et assainissement communautaire au Cameroun, Rapport de mission, 2022, p.18.

³²⁷ FEICOM, Guide méthodologique de planification locale de l'assainissement, 2021, p.51.

³²⁸ Institut National de la Statistique (INS), Rapport sur les conditions de vie des ménages, 2020, p.309.

³²⁹ MINH DU, Politique nationale de développement urbain, Yaoundé, 2019, p. 66.

³³⁰ FEICOM, Étude sur la gestion de l'assainissement dans les communes, 2021, p.15.

polluants ou les constructions anarchiques compromettant l'assainissement. Les facteurs culturels et comportementaux jouent également un rôle important. Dans certaines communautés, la défécation à l'air libre ou la réticence à utiliser des latrines modernes persiste, souvent en raison de croyances traditionnelles ou du manque de sensibilisation³³¹. Le changement de comportement demande du temps et des efforts constants de communication et d'éducation, l'urbanisation rapide et non planifiée pose de nouveaux défis, notamment en matière de gestion des déchets solides et des eaux usées dans les zones périphériques des villes comme Yaoundé. L'absence de schémas directeurs d'assainissement complique l'implantation d'un système cohérent et efficace³³².

3. Une meilleure scolarisation des élèves

La scolarisation constitue un pilier fondamental du développement humain et social. Elle représente bien plus qu'un simple accès à l'école : elle implique la régularité, la qualité de l'enseignement reçu, la rétention dans le système éducatif et l'achèvement satisfaisant des cycles d'étude. Dans un contexte où les inégalités éducatives persistent, notamment en milieu rural ou défavorisé, l'enjeu d'une meilleure scolarisation devient capital. Il s'agit non seulement de garantir l'universalité de l'accès, mais aussi d'améliorer les conditions d'apprentissage, la motivation des élèves et l'implication des communautés. Une scolarisation renforcée favorise l'autonomisation des individus, réduit la pauvreté sur le long terme et participe à la construction d'une société plus équitable. Ainsi, promouvoir une scolarisation de qualité revient à investir durablement dans l'avenir des générations futures.

Le contexte de la scolarisation dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, notamment au Cameroun, se caractérise par une progression notable des taux de scolarisation au cours des dernières décennies, mais également par des disparités persistantes liées au genre, à la région, au statut socio-économique ou encore à la situation géographique. Selon les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), le Cameroun affiche un taux brut de scolarisation dans le primaire d'environ 108 % en 2021, témoignant d'un bon accès global, mais ce chiffre cache des réalités plus contrastées, notamment

³³¹ OMS, Hygiène et comportements : rapport Afrique centrale, 2020, p.44.

³³² UN-Habitat, Urbanisation et défis d'assainissement au Cameroun, 2022, p.29.

dans les régions rurales, enclavées ou affectées par des crises sécuritaires³³³. L'état des lieux de la scolarisation montre également des faiblesses structurelles, telles que le manque d'infrastructures adéquates, l'insuffisance de manuels scolaires, le surpeuplement des salles de classe et une faible qualification des enseignants dans certaines zones³³⁴. Dans les zones rurales, l'accès à l'école demeure un défi quotidien, les enfants étant parfois contraints de parcourir de longues distances pour atteindre leur établissement³³⁵. Par ailleurs, l'absentéisme scolaire reste élevé, surtout chez les filles, en raison de mariages précoces, de grossesses adolescentes ou de tâches ménagères³³⁶. Le système éducatif camerounais souffre également d'un déficit de financement et d'une mauvaise répartition des ressources. Le budget alloué à l'éducation reste en deçà des recommandations de l'UNESCO (20 % des dépenses publiques)³³⁷. Le contexte post-COVID-19 a également aggravé les inégalités d'accès à l'éducation, avec une interruption de la scolarité pour de nombreux enfants, surtout ceux issus des milieux les plus défavorisés³³⁸. Malgré les avancées indéniables, la scolarisation au Cameroun, notamment à l'échelle locale comme dans la commune d'Akonolinga, demeure un enjeu majeur de développement, nécessitant des efforts accrus en matière d'investissements, de politiques inclusives et d'implication communautaire.

Une meilleure scolarisation des élèves représente un enjeu stratégique pour le développement global des communautés locales et de l'État. Elle agit comme un levier fondamental dans la lutte contre la pauvreté, la promotion de l'égalité des chances et la consolidation du capital humain. En effet, l'éducation améliore l'employabilité des jeunes et réduit significativement les risques de marginalisation socio-économique. Selon la Banque mondiale, chaque année supplémentaire d'éducation augmente le revenu individuel d'environ 10 %, tout en stimulant la productivité nationale³³⁹. Sur le plan social, la scolarisation favorise l'inclusion et la cohésion. Elle participe à la réduction des disparités entre les sexes, notamment en renforçant la scolarisation des filles, ce qui a un impact direct sur la santé, la natalité et la participation citoyenne³⁴⁰. L'éducation contribue également à la réduction des mariages précoces

³³³ UNESCO Institute for Statistics, Education Data, 2021, p. 6.

³³⁴ MINEDUB (Ministère de l'Éducation de Base), Rapport statistique, 2022, p. 8.

³³⁵ Plan International, Barrières à l'éducation dans les zones rurales du Cameroun, 2020, p. 208.

³³⁶ UNICEF Cameroun, Éducation et genre, 2021, p. 4.

³³⁷ Banque mondiale, Financement de l'éducation en Afrique francophone, 2019, p. 77.

³³⁸ Human Rights Watch, Covid-19 and the Impact on Education in Sub-Saharan Africa, 2021, p. 12.

³³⁹ Banque Mondiale, The Value of Education, 2018, p. 21.

³⁴⁰ UNESCO, L'éducation des filles : Un enjeu majeur pour le développement, 2020, p. 26.

et des grossesses adolescentes, qui constituent des freins majeurs au développement personnel et communautaire³⁴¹.

Les enjeux sont aussi politiques, car une population éduquée est plus consciente de ses droits, participe davantage à la vie démocratique et se montre plus exigeante envers la gouvernance locale³⁴². Par ailleurs, une scolarisation de qualité prépare les jeunes à relever les défis contemporains, tels que le changement climatique, la numérisation ou encore la paix sociale. Dans les zones rurales comme Akonolinga, améliorer la scolarisation implique de répondre aux défis d'accès, de qualité, d'infrastructure et de motivation. Il s'agit d'un enjeu intersectoriel, où l'implication des élites locales, des parents, des collectivités et de l'État est capitale. L'amélioration de la scolarisation passe par une combinaison de stratégies multisectorielles et de leviers d'action ciblés qui répondent aux défis structurels, économiques, sociaux et culturels. Parmi les principales stratégies figure d'abord l'amélioration de l'accès physique à l'école par la construction de nouvelles infrastructures éducatives dans les zones rurales ou enclavées. L'absence d'établissements à proximité est un frein majeur à la scolarisation, notamment pour les jeunes enfants³⁴³. Ensuite, la réduction des coûts directs et indirects de la scolarisation constitue un levier important. De nombreuses familles peinent à supporter les frais de scolarité, d'uniformes, de fournitures et de transport. Des politiques de gratuité scolaire ou de subventions ciblées permettent de lever ces barrières financières³⁴⁴. Des initiatives comme les cantines scolaires encouragent également la fréquentation des écoles, en particulier dans les milieux défavorisés³⁴⁵. Par ailleurs, l'amélioration de la qualité de l'enseignement est primordiale. Elle passe par la formation initiale et continue des enseignants, le suivi pédagogique, la dotation en manuels et l'adaptation des curricula aux réalités locales. L'intégration des langues locales et de contenus contextuels favorise l'ancrage culturel et réduit l'échec scolaire³⁴⁶. La mobilisation communautaire joue aussi un rôle central. Les campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'éducation, notamment des filles, associées à des dispositifs de dialogue avec les parents, sont essentielles. Le rôle des leaders traditionnels et religieux est

³⁴¹ UNICEF, *Scolarisation et protection des filles en Afrique centrale*, 2021, p. 17.

³⁴² OCDE, *Éducation et participation citoyenne*, 2017, pp. 8-9.

³⁴³ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation*, 2022, p. 7.

³⁴⁴ UNICEF, *Réduire les inégalités d'accès à l'éducation en Afrique subsaharienne*, 2020, p. 24.

³⁴⁵ FAO, *L'alimentation scolaire et l'éducation*, 2019, p. 14.

³⁴⁶ Ministère de l'Éducation de Base du Cameroun, *Plan sectoriel de l'éducation*, 2021, p. 23.

crucial dans la légitimation des efforts éducatifs³⁴⁷. La mise en place de partenariats public-privé, l'implication des ONG, et la création de fonds locaux d'appui à la scolarisation constituent des leviers institutionnels efficaces. Ces dispositifs permettent de fédérer les ressources et d'ancrer les actions éducatives dans une dynamique durable.

III. JALONS POUR UNE MEILLEURE MOBILISATION DES ÉLITES LOCALES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA

Le développement local repose non seulement sur l'action des pouvoirs publics, mais également sur l'implication active des élites locales, considérées comme des acteurs clés de la transformation sociale, économique et infrastructurelle des territoires. Dans un contexte marqué par la décentralisation et la recherche de solutions endogènes, la mobilisation des élites qu'elles soient politiques, économiques, intellectuelles, religieuses ou traditionnelles devient une nécessité stratégique pour impulser un développement inclusif et durable. Toutefois, leur engagement demeure souvent limité par des contraintes multiples : rivalités internes, manque de vision concertée, absence de coordination, ou encore déficit de légitimité auprès des populations. Dès lors, il apparaît urgent d'identifier les jalons essentiels pour une mobilisation plus efficace, structurée et cohérente des élites locales autour des enjeux de développement. Il s'agira d'examiner les conditions favorables à leur engagement, les mécanismes de coordination à mettre en place, ainsi que les stratégies susceptibles de renforcer leur impact sur les dynamiques territoriales.

1. La synergie d'action entre les différents acteurs et la multiplication des partenaires

Dans un contexte de gouvernance locale marquée par la complexité des enjeux de développement, la collaboration entre divers acteurs devient un levier incontournable pour produire des résultats durables. La synergie d'action entre les pouvoirs publics, les élites locales, les organisations de la société civile, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les communautés elles-mêmes, permet de mutualiser les ressources, les compétences et les expériences. Parallèlement, la multiplication des partenaires qu'ils soient nationaux ou internationaux, publics ou privés offre une diversité de soutiens techniques et financiers, tout en favorisant l'innovation dans les approches de développement. Toutefois, cette dynamique

³⁴⁷ GIZ, L'implication communautaire dans la scolarisation des filles au Cameroun, 2018, p. 16.

collaborative n'est efficace que si elle repose sur une vision partagée, des mécanismes de coordination clairs, et un ancrage local fort. Il devient donc crucial d'examiner comment instaurer une véritable synergie entre acteurs et optimiser les partenariats pour mieux répondre aux besoins des populations et renforcer les capacités d'action au niveau local.

La typologie des acteurs impliqués dans le développement local est variée et reflète la complexité des dynamiques sociales, économiques et politiques au sein des collectivités. Ces acteurs jouent des rôles complémentaires et souvent interdépendants, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de développement local. On peut classer ces acteurs en plusieurs catégories principales.

Premièrement, les autorités publiques constituent des acteurs incontournables. Elles regroupent les administrations locales telles que les mairies, les conseils municipaux, ainsi que les représentants de l'État central. Leur rôle est primordial dans la planification, la régulation, le financement et la mise en œuvre des projets de développement. Par exemple, dans les communes camerounaises, le maire et le conseil municipal ont des compétences étendues en matière d'aménagement du territoire et de gestion des infrastructures locales³⁴⁸. Ces autorités sont souvent les premiers interlocuteurs pour les partenaires externes et les bailleurs de fonds.

Deuxièmement, les élites locales qu'elles soient économiques, politiques, intellectuelles, traditionnelles ou religieuses constituent une autre catégorie d'acteurs clés. Elles détiennent une influence importante sur les orientations du développement grâce à leur pouvoir de mobilisation sociale, leur accès aux ressources, et leur légitimité auprès des populations. Selon Ongolo les élites locales jouent un rôle de médiation entre les populations et les pouvoirs publics, facilitant ainsi la mise en œuvre des initiatives communautaires³⁴⁹. Troisièmement, les organisations de la société civile (OSC) et les associations communautaires participent activement au développement local. Elles interviennent souvent dans des secteurs spécifiques comme l'éducation, la santé, l'agriculture, ou l'environnement, et représentent les intérêts des populations. Leur force réside dans leur proximité avec les communautés et leur capacité à mobiliser les citoyens. Les OSC contribuent aussi à la surveillance des projets, favorisant la transparence et la reddition des

³⁴⁸ A. Ndzana, *La gouvernance locale au Cameroun : défis et perspectives*, Yaoundé, Éditions Universitaires Africaines, 2017, pp. 45-67.

³⁴⁹ R.Ongolo, *Les élites locales et la participation communautaire au développement rural*, Presses Académiques Africaines, 2018, pp. 112-135.

comptes³⁵⁰. Quatrièmement, les partenaires techniques et financiers, notamment les ONG nationales et internationales, les agences de coopération bilatérale et multilatérale, ainsi que les institutions financières, jouent un rôle d'appui crucial. Ils apportent des financements, des compétences techniques, des innovations et une expertise souvent déterminante pour la réussite des projets locaux. Leur intervention est encadrée par des accords de partenariat avec les autorités locales, ce qui nécessite une coordination rigoureuse³⁵¹. Les populations locales, en tant que bénéficiaires directs des actions de développement, sont des acteurs essentiels. Leur participation active dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des projets garantit l'adéquation des interventions aux besoins réels et favorise la durabilité des résultats. La promotion de la participation citoyenne est un enjeu majeur dans les politiques de développement local³⁵². Ainsi, la typologie des acteurs impliqués dans le développement local illustre la nécessité d'une collaboration multisectorielle et d'une gouvernance inclusive pour atteindre les objectifs de développement durable. Les mécanismes de coordination et de collaboration jouent un rôle crucial dans l'efficacité des actions de développement local, notamment dans des contextes où interviennent de multiples acteurs aux intérêts et aux compétences variés. Ces mécanismes assurent la cohérence des interventions, évitent les doublons, optimisent l'usage des ressources, et favorisent une synergie d'efforts pour atteindre les objectifs fixés.

Premièrement, la coordination institutionnelle est assurée principalement par les autorités locales, notamment les conseils municipaux et les mairies, qui jouent un rôle de chef d'orchestre dans l'organisation des initiatives de développement³⁵³. Ces structures sont chargées de la planification territoriale, de la gestion des partenariats, et de la supervision des projets. La décentralisation renforce cette responsabilité en transférant davantage de compétences aux collectivités territoriales, ce qui nécessite des outils et des cadres institutionnels adaptés pour faciliter la concertation entre acteurs³⁵⁴. Deuxièmement, les plateformes de concertation multi-acteurs constituent un mécanisme essentiel de collaboration. Elles rassemblent les représentants

³⁵⁰ G.Fokou, &S. Mvondo, « Le rôle des organisations de la société civile dans le développement local au Cameroun », *Revue Africaine de Développement*, 22(3), 2019, pp. 78-94.

³⁵¹ Banque Mondiale, Appui aux collectivités locales et financement du développement au Cameroun, Rapport de projet, 2020, pp. 20-39.

³⁵² ONU-Habitat, Participation citoyenne et développement urbain durable, Nairobi : ONU-Habitat Publications, 2016, pp. 10-28.

³⁵³ A.Ndzana, *La gouvernance locale...*, p. 102.

³⁵⁴ P.Tchawa, « La décentralisation et la gouvernance locale au Cameroun », *Revue Africaine des Politiques Publiques*, 14(2), 2019, p.63.

des collectivités locales, des élites, des organisations de la société civile, des partenaires financiers et techniques ainsi que des représentants communautaires. Ces plateformes favorisent le dialogue, la co-construction des projets, et la prise de décisions consensuelles. Par exemple, dans plusieurs communes camerounaises, des comités locaux de développement ont été mis en place pour favoriser la participation inclusive et la transparence dans la gestion des ressources³⁵⁵. Troisièmement, les partenariats public-privé (PPP) sont des leviers importants pour renforcer la collaboration entre les acteurs publics et les opérateurs économiques locaux. Ces partenariats facilitent l'investissement dans les infrastructures, le développement des services de base, et l'innovation technologique. Au Cameroun, plusieurs initiatives locales ont montré que les PPP peuvent générer des résultats significatifs en termes d'amélioration des conditions de vie et d'accès aux services essentiels³⁵⁶. Quatrièmement, les mécanismes de suivi-évaluation participative sont mis en œuvre pour assurer la bonne exécution des projets. Ces mécanismes impliquent les bénéficiaires, les acteurs locaux et les partenaires, permettant ainsi de détecter précocement les dysfonctionnements, d'adapter les stratégies, et de renforcer la redevabilité. La transparence et l'implication de tous les acteurs contribuent à la durabilité des interventions³⁵⁷.

L'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) facilite aujourd'hui la coordination et la collaboration entre acteurs. La digitalisation des processus administratifs, les plateformes d'échanges virtuelles, et les systèmes d'information géographique (SIG) permettent un meilleur partage des données, une communication rapide, et un suivi en temps réel des projets, ce qui améliore l'efficacité globale des actions de développement³⁵⁸. Ainsi, les mécanismes de coordination et de collaboration, qu'ils soient institutionnels, participatifs ou technologiques, sont indispensables pour optimiser les efforts des différents acteurs engagés dans le développement local, particulièrement dans des contextes complexes comme celui d'Akonolinga. La synergie d'action, entendue comme la coopération et la mise en commun des efforts entre différents acteurs publics, privés, communautaires et associatifs constitue un levier essentiel du développement local durable. Elle permet d'optimiser les

³⁵⁵ G Fokou, & S. Mvondo, « Le rôle des comités locaux dans le développement communautaire », *Revue Africaine de Développement*, 22(3), 2019, p. 129.

³⁵⁶ Banque Mondiale, Partenariats public-privé et développement local au Cameroun, Rapport technique, 2020, p. 74.

³⁵⁷ ONU-Habitat, Suivi-évaluation participative dans les projets de développement local, Nairobi : ONU-Habitat Publications, 2016, p. 52.

³⁵⁸ J. Kouam, « Technologies de l'information et gouvernance locale au Cameroun », *Journal des Sciences Sociales*, 9(1), 2018, p. 83.

ressources disponibles, d'améliorer l'efficacité des interventions, de renforcer la légitimité des actions entreprises et de favoriser une gouvernance inclusive. Dans des contextes comme celui de la commune d'Akonolinga, où les défis structurels et sociaux sont multiples, la synergie d'action représente un impératif stratégique.

L'un des principaux enjeux de cette synergie réside dans la cohérence des actions. En coordonnant leurs efforts, les acteurs évitent les redondances et les chevauchements de projets qui nuisent à l'efficacité globale des politiques publiques locales. Elle permet également de mieux planifier les interventions dans les secteurs prioritaires tels que l'éducation, la santé, l'agriculture ou encore l'accès à l'eau potable. Ainsi, les ressources, souvent limitées, sont utilisées de manière rationnelle et complémentaire, augmentant les chances de succès des initiatives de développement³⁵⁹. Un autre enjeu majeur est la participation citoyenne. La synergie favorise une implication plus active des populations bénéficiaires à travers des mécanismes de concertation, d'écoute et de coresponsabilité. Cela renforce le sentiment d'appartenance et la légitimité des décisions prises, éléments fondamentaux pour la durabilité des projets³⁶⁰. Elle permet également de réduire les conflits sociaux, souvent liés à des sentiments d'exclusion ou de marginalisation dans la gestion des affaires locales³⁶¹. Par ailleurs, les avantages de la synergie sont nombreux. Elle renforce les capacités locales en capitalisant sur les expertises spécifiques de chaque acteur. Les ONG peuvent par exemple apporter un appui technique ou méthodologique, pendant que les collectivités assurent l'ancrage institutionnel et administratif des projets. Les élites locales peuvent quant à elles faciliter la mobilisation des ressources financières et matérielles, tandis que les associations communautaires assurent la proximité avec les populations³⁶².

La synergie améliore également la résilience des communautés. En associant plusieurs partenaires autour d'un objectif commun, elle permet une meilleure anticipation des risques et une réaction plus rapide face aux urgences (inondations, crises alimentaires, etc.). Elle crée un environnement de confiance propice à l'innovation sociale et au développement d'initiatives

³⁵⁹ P. Tchawa, « La gouvernance locale au Cameroun : enjeux et perspectives de la décentralisation », *Revue Africaine des Politiques Publiques*, 11(2), 2019, pp. 37-54.

³⁶⁰ ONU-Habitat, *Participation citoyenne et développement urbain durable*, Nairobi, ONU-Habitat Publications, 2018, p.7.

³⁶¹ A. Bopda, *Dynamiques sociales et gestion locale au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2016, pp. 102-118.

³⁶² G. Fokou, & M. Neba, « Rôle des acteurs multiples dans la gestion des projets communautaires », *Revue du Développement Local*, 8(3), 2020, pp. 56-75.

collectives novatrices³⁶³. Elle offre un cadre propice à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 17 qui promeut les partenariats inclusifs entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile pour le développement³⁶⁴. La synergie d'action n'est pas simplement un atout logistique ; elle constitue un impératif politique, social et économique dans la construction de sociétés locales plus justes, efficaces et résilientes. Sa mise en œuvre exige toutefois un cadre de coordination bien défini, une volonté politique partagée, et des mécanismes institutionnels solides pour garantir la durabilité des impacts.

2. Les renforcements des formations professionnelles et civiques des jeunes

Dans un contexte marqué par le chômage persistant, la précarité sociale et les mutations sociopolitiques, la formation des jeunes apparaît comme un levier stratégique pour le développement durable. À Akonolinga, comme dans de nombreuses localités camerounaises, le renforcement des formations professionnelles et civiques se présente non seulement comme un impératif éducatif, mais aussi comme un moyen de prévention contre l'exclusion, la déviance et la radicalisation. Il s'agit de doter les jeunes de compétences pratiques leur permettant une insertion économique efficace, tout en les formant à la citoyenneté responsable, au respect des institutions et à la cohésion sociale. Cette double exigence technique et civique s'inscrit dans la dynamique globale de promotion de la jeunesse définie par les politiques nationales et appuyée par divers partenaires au développement. Elle constitue, en outre, une réponse concrète aux défis du sous-emploi et à la perte des repères sociaux dans un environnement en pleine transformation.

La formation professionnelle au Cameroun, et particulièrement dans la commune d'Akonolinga, connaît un développement encore insuffisant face à la demande croissante de qualification des jeunes. Selon le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), le pays comptait en 2022 plus de 800 centres de formation professionnelle publics et privés, mais leur répartition reste inégale et leur accessibilité limitée, notamment dans les zones rurales comme Akonolinga³⁶⁵. La majorité des jeunes sortent du système éducatif sans qualifications pratiques, les rendant peu compétitifs sur le marché du travail.

³⁶³ Banque Africaine de Développement, Approche communautaire et résilience locale, Rapport sectoriel, BAD, 2021, p.13.

³⁶⁴ Nations Unies, Objectifs de Développement Durable : Transformer notre monde, ODD 17, *Nations Unies*, 2015, p.41.

³⁶⁵ MINEFOP, Annuaire statistique de la formation professionnelle au Cameroun, Édition 2022, p.47.

À Akonolinga, bien que quelques initiatives aient vu le jour (tels que des ateliers artisanaux informels ou des centres communautaires), l'offre reste limitée en termes de diversité des filières, d'équipements, et de qualité de l'encadrement. Cette situation renforce le chômage des jeunes, qui se tournent souvent vers l'informel ou la migration vers Yaoundé. Toutefois, des opportunités existent. L'agriculture, l'agro-transformation, la menuiserie, l'énergie renouvelable ou encore l'économie numérique sont autant de secteurs porteurs pouvant servir de base à des programmes de formation ciblés³⁶⁶. La promotion de partenariats entre les pouvoirs publics, les ONG, les entreprises locales et les élites issues de la diaspora peut contribuer à créer ou renforcer des centres de formation adaptés aux réalités du territoire. Le développement de formations durables, alternant théorie et pratique, ainsi que l'introduction des technologies numériques dans les modules, peuvent également améliorer l'employabilité des jeunes et favoriser l'auto-emploi³⁶⁷. Le développement local passe donc nécessairement par une revalorisation de la formation professionnelle.

La formation civique joue un rôle essentiel dans la construction d'une citoyenneté responsable, surtout dans des contextes de développement local comme celui de la commune d'Akonolinga. Elle permet de sensibiliser les populations, en particulier les jeunes, aux valeurs républicaines, au respect des institutions, à la participation citoyenne et à la promotion du vivre-ensemble. Dans une société marquée par des replis identitaires et des tensions communautaires, la formation civique constitue un levier fondamental de cohésion sociale et de gouvernance participative³⁶⁸. À Akonolinga, l'absence d'encadrement civique formel a souvent pour conséquence une faible conscience citoyenne, traduite par le désintérêt pour les affaires publiques, le manque de participation aux élections ou la mauvaise compréhension des enjeux locaux. La mise en place de programmes de formation civique dans les écoles, centres de jeunes, groupements associatifs ou à travers les médias communautaires renforcerait la responsabilisation des citoyens et encouragerait leur implication dans les dynamiques de développement³⁶⁹. Par ailleurs, ces formations peuvent prévenir des comportements antisociaux tels que la corruption à petite échelle, la dégradation des biens publics ou l'incivisme routier. Elles favorisent aussi la

³⁶⁶ BAD, Stratégie de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique, 2020, p.13.

³⁶⁷ UNESCO, L'Enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) pour les jeunes en Afrique subsaharienne, 2021, p. 20.

³⁶⁸ Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC), Plan stratégique national d'éducation civique 2020–2030, Yaoundé, 2020, p. 215.

³⁶⁹ UNESCO, L'éducation civique et morale en Afrique : défis et perspectives, Rapport régional, 2019, p.67.

compréhension des droits et devoirs, essentiels dans un contexte de décentralisation où la population est appelée à interagir plus directement avec les autorités locales³⁷⁰. Le rôle des élites est crucial ici : en tant que figures de référence, elles peuvent soutenir ou initier des programmes d'éducation civique, contribuant ainsi à bâtir une citoyenneté active et informée.

Le renforcement des formations professionnelles et civiques des jeunes apparaît aujourd'hui comme un impératif pour assurer un développement durable et inclusif, notamment dans les collectivités locales telles qu'Akonolinga. Face au taux élevé de chômage des jeunes, à la déperdition scolaire, à la précarité économique et au déficit de citoyenneté active, il devient essentiel de mettre en place des stratégies ciblées et multisectorielles. Premièrement, la mise en réseau des centres de formation existants (CFA, écoles techniques, structures informelles) avec les acteurs économiques locaux peut permettre une meilleure adéquation entre l'offre de formation et la demande sur le marché de l'emploi³⁷¹. Cela passe par l'introduction de modules courts et professionnalisant dans des filières porteuses comme l'agriculture, l'élevage, l'informatique, ou encore les métiers du bâtiment. Deuxièmement, le développement de partenariats public-privé est fondamental. Les entreprises locales peuvent parrainer des jeunes, participer à des formations en alternance ou appuyer la création d'incubateurs d'activités génératrices de revenus. De plus, les ONG et institutions internationales peuvent contribuer au financement de projets pilotes dans les zones rurales³⁷². Sur le plan civique, il est nécessaire d'institutionnaliser l'éducation à la citoyenneté dans les cursus scolaires, mais aussi de la diffuser via les médias locaux, les associations de jeunes et les autorités traditionnelles. Les campagnes de sensibilisation, les concours civiques, les clubs scolaires, et les journées de citoyenneté peuvent permettre d'inculquer des valeurs de paix, de tolérance, de responsabilité et de participation démocratique³⁷³.

Les élites locales ont un rôle central à jouer : en finançant des bourses de formation, en servant de modèles d'engagement, ou en initiant des centres de formation communautaires. Leur implication directe peut renforcer la légitimité des initiatives et garantir une meilleure appropriation locale.

³⁷⁰ CEFA, Citoyenneté active et développement local, Étude de cas Cameroun, 2021, p.28.

³⁷¹ Bureau International du Travail (BIT), *Stratégies de promotion de l'emploi des jeunes en Afrique*, Genève, 2021, p. 204.

³⁷² Banque Mondiale, Améliorer la formation professionnelle pour l'emploi des jeunes au Cameroun, Rapport sectoriel, 2020, p. 89.

³⁷³ MINJEC, *Stratégie nationale de l'éducation civique et d'intégration nationale 2020–2030*, Yaoundé, 2020, p. 67.

3. La lutte contre les guerres de leadership et la consultation des populations dans la réalisation des projets

Dans le cadre du développement local, la mobilisation concertée de tous les acteurs est essentielle pour garantir la réussite des projets. Cependant, cette dynamique est souvent fragilisée par des conflits de leadership, notamment entre les élites politiques, économiques, traditionnelles ou communautaires. Ces rivalités, motivées par des enjeux de visibilité, d'influence ou d'intérêts personnels, entravent la cohésion et ralentissent considérablement l'exécution des actions de développement. Par ailleurs, la faible implication des populations dans la conception et la mise en œuvre des projets favorise leur rejet ou leur inadaptation aux besoins réels du terrain. C'est pourquoi il devient indispensable de promouvoir une gouvernance inclusive, participative et apaisée, où les divergences sont dépassées au profit de l'intérêt général, et où les populations locales sont reconnues comme de véritables partenaires du changement. La lutte contre les guerres de leadership et la promotion de la consultation citoyenne apparaissent ainsi comme des leviers fondamentaux pour une gestion harmonieuse et durable des projets à l'échelle locale.

Les guerres de leadership constituent l'un des freins majeurs à la cohésion et à l'efficacité des actions de développement local. Ces rivalités, souvent exacerbées par des considérations politiques, ethniques ou de positionnement personnel, se traduisent par une concurrence malsaine entre les élites locales. À Akonolinga comme dans plusieurs collectivités territoriales décentralisées du Cameroun, les conflits de légitimité entre les autorités administratives, les chefs traditionnels, les parlementaires, les maires et d'autres notables bloquent souvent les initiatives communes. La multiplication des acteurs sans coordination ni hiérarchie claire crée des tensions qui paralysent les dynamiques collectives et fragilisent les projets de développement. Pour endiguer ces conflits, plusieurs stratégies peuvent être envisagées. D'abord, l'instauration d'un cadre institutionnel de dialogue permanent regroupant toutes les catégories d'élites est primordiale. Ce cadre, animé par un acteur neutre comme la préfecture ou le conseil régional, permettrait d'harmoniser les initiatives, d'éviter les chevauchements et de gérer les différends. Ensuite, la sensibilisation sur l'intérêt général, à travers des forums citoyens, peut contribuer à recentrer les ambitions individuelles vers des objectifs communs. La transparence dans la gestion des projets et la reconnaissance équitable des contributions de chaque acteur sont des leviers pour renforcer la confiance mutuelle et la collaboration. Comme le souligne Ngounou , « la

construction d'une gouvernance locale pacifiée passe par la reconnaissance des rôles de chaque catégorie d'acteurs et la promotion d'une culture de la concertation »³⁷⁴. Dans le même sens, le Rapport du MINAT sur la décentralisation recommande la mise en place de « cellules de médiation communautaire » pour prévenir les conflits d'influence dans les communes³⁷⁵. La lutte contre les guerres de leadership ne peut donc être efficace qu'à travers une volonté partagée, une culture du compromis et des mécanismes institutionnels solides.

Les conflits de leadership se définissent comme des tensions, rivalités ou affrontements entre différents acteurs pour le contrôle, la reconnaissance ou l'influence au sein d'un groupe, d'une communauté ou d'une organisation. Dans le contexte du développement local, notamment dans des communes comme celle d'Akonolinga, ces conflits prennent la forme de luttes de pouvoir entre élites politiques, traditionnelles, religieuses ou économiques, chacune revendiquant une légitimité pour représenter et diriger les initiatives communautaires. Les causes de ces conflits sont multiples et souvent imbriquées. D'abord, l'absence de hiérarchisation claire des rôles entre les élites crée une confusion sur les responsabilités et l'autorité de chacun. Par exemple, les conflits entre maires élus, chefs traditionnels reconnus par l'État, et parlementaires sont fréquents en raison du chevauchement de leurs sphères d'influence. Selon Ekani, « la superposition des légitimités administrative, traditionnelle et politique est une source de concurrence malsaine dans les communes camerounaises »³⁷⁶. Ensuite, les conflits de leadership sont souvent exacerbés par les intérêts personnels, notamment ceux liés aux bénéfices économiques ou à la visibilité politique. Dans certains cas, l'accès aux financements publics ou aux postes de responsabilité alimente la compétition entre les élites. D'après le rapport du CONAC, des projets communautaires sont parfois détournés ou bloqués du fait des désaccords entre leaders locaux³⁷⁷. Par ailleurs, les divisions ethniques ou claniques jouent aussi un rôle important dans l'émergence des conflits de leadership. Lorsque les appartenances identitaires priment sur la compétence ou l'intérêt général, cela entraîne une fragmentation du tissu social. La politisation excessive de la gestion communale aggrave également les dissensions. Des leaders

³⁷⁴ J.-C. Ngounou, « Gouvernance locale et conflits d'élites au Cameroun », *Revue Africaine de Science Politique*, Vol. 12, n°2, 2020, pp. 45-58.

³⁷⁵ MINAT, Rapport annuel sur la mise en œuvre de la décentralisation au Cameroun, Yaoundé : Ministère de l'Administration Territoriale, 2022, p. 77.

³⁷⁶ J. Ekani, « Conflits d'autorité dans les communes du Cameroun, une gouvernance en crise », *Revue des Sciences Sociales du Cameroun*, n°25, 2018, pp. 33-45.

³⁷⁷ Commission Nationale Anti-Corruption, Rapport annuel sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun, Yaoundé, CONAC, 2021, p.31.

locaux affiliés à des partis différents peuvent saboter les projets de l'autre camp, au détriment de la population. Enfin, l'absence de mécanismes efficaces de concertation et de médiation rend difficile la résolution de ces conflits. Comme le souligne Tchindjang, « la faiblesse des structures de gouvernance participative empêche la construction d'un consensus autour des priorités locales »³⁷⁸. En somme, les conflits de leadership relèvent d'un déficit de gouvernance, d'un excès d'intérêts particuliers, et d'un manque de culture collaborative.

Les guerres de leadership représentent un véritable frein au développement local, notamment dans les communes où l'engagement des élites est essentiel à l'impulsion des dynamiques de progrès. Ces conflits, qu'ils soient latents ou ouverts, créent des blocages à plusieurs niveaux et compromettent les objectifs de développement durable et inclusif.

La première conséquence majeure est le blocage institutionnel. Lorsqu'il y a des rivalités entre les différents leaders qu'ils soient politiques, traditionnels ou religieux les décisions collectives peinent à émerger. Cela conduit à la paralysie des conseils municipaux, à la non-exécution des projets et à la faible mobilisation des ressources. Comme le note Nkoum Me Nkoum, dans plusieurs communes camerounaises, « les tiraillements entre les maires et les députés ralentissent les activités municipales, créant un climat d'inefficacité administrative »³⁷⁹. Deuxièmement, ces guerres de leadership engendrent une fragmentation sociale. Les communautés locales, souvent alignées derrière telle ou telle figure d'autorité, finissent par se diviser sur des bases claniques, ethniques ou politiques. Cette division nuit à la cohésion sociale, pourtant indispensable à la réalisation collective des projets communautaires. D'après Tchindjang, « la politisation des élites favorise la méfiance entre groupes communautaires, ce qui rend difficile l'adhésion populaire aux initiatives locales »³⁸⁰. Troisièmement, les conflits de leadership détournent les ressources destinées au développement. En effet, une partie importante des financements peut être mal gérée dans des actions de propagande, des conflits juridiques ou des stratégies concurrentielles, au lieu d'être investie dans les infrastructures, la santé, l'éducation ou l'assainissement. Le rapport du CONAC relève des cas où « l'instrumentalisation de projets par des élites en compétition conduit à leur abandon, faute de consensus ou de transparence dans

³⁷⁸ M.Tchindjang, « Décentralisation et gestion des conflits dans les collectivités locales au Cameroun », *Revue Africaine de Développement*, Vol. 14, n°1, 2020, pp. 102-117.

³⁷⁹ J. Nkoum Me Nkoum, « Les rivalités politiques locales et leurs impacts sur la gouvernance communale au Cameroun », *Revue Africaine des Politiques Locales*, Vol. 4, 2019, pp. 48-61.

³⁸⁰ M. Tchindjang, *Décentralisation et gouvernance territoriale au Cameroun : enjeux et défis*, Yaoundé, CEPER, 2020, p.44.

la gestion »³⁸¹. Ces rivalités ternissent l'image de la gouvernance locale, provoquant la méfiance des bailleurs de fonds, des partenaires techniques et des ONG. L'instabilité politique locale peut décourager l'investissement extérieur et compromettre le développement d'initiatives privées ou communautaires. En l'absence d'une gouvernance harmonieuse, les opportunités économiques sont souvent étouffées par l'instabilité et les conflits d'intérêts. En somme, les guerres de leadership appauvrissent le capital social, sabotent la planification locale, alimentent la corruption et affaiblissent les structures de gouvernance. Il est donc impératif de mettre en place des mécanismes de régulation, de dialogue et de concertation pour favoriser une gouvernance partagée, inclusive et orientée vers le bien commun.

La consultation des populations dans la réalisation des projets de développement constitue une exigence fondamentale dans toute démarche de gouvernance locale inclusive. Elle vise à garantir que les initiatives engagées répondent effectivement aux besoins réels des communautés bénéficiaires et favorisent leur appropriation des actions menées. Cette pratique s'inscrit dans le cadre plus large de la démocratie participative, qui reconnaît aux citoyens un droit de regard et d'intervention dans la gestion des affaires publiques. Dans le contexte des communes camerounaises comme celle d'Akonolinga, la participation citoyenne permet de recueillir les préoccupations locales, de valoriser les savoirs endogènes et d'identifier les priorités communautaires. Selon Mbonji Edjenguele, « un projet qui naît de la volonté populaire a plus de chances d'être accepté, soutenu et entretenu par les bénéficiaires eux-mêmes »³⁸². Par conséquent, la consultation favorise la durabilité des investissements et réduit le risque d'échec ou d'abandon prématuré. De plus, la concertation avec les populations renforce la transparence dans la gestion des ressources. Elle limite les suspicions de détournement et instaure une forme de redevabilité entre les porteurs de projets (élus ou élites locales) et les administrés. D'après le ministère de la Décentralisation et du Développement Local, « l'implication des citoyens dans les étapes clés de la planification communale renforce la légitimité des choix opérés »³⁸³. En outre, cette démarche contribue à la cohésion sociale en créant un espace de dialogue entre les différents acteurs de la communauté. Elle permet de désamorcer les tensions et d'assurer une répartition

³⁸² A.Mbonji Edjenguele, *Gouvernance locale et développement participatif au Cameroun*, Yaoundé, Presses Universitaires Africaines, 2016, p. 112.

³⁸³ MINDEVEL, *Guide de planification participative dans les communes du Cameroun*, Yaoundé : Éditions MINDEVEL, 2021, p. 77.

équitable des ressources et des infrastructures, évitant ainsi les sentiments d'exclusion ou de marginalisation de certaines couches de la population. Cependant, dans de nombreuses communes, cette consultation reste formelle ou marginalisée. Les décisions sont souvent imposées « par le haut », sans réelle prise en compte des aspirations des populations. Pour corriger cela, il est nécessaire de renforcer les mécanismes de participation à travers la tenue régulière des conseils de village, des forums communautaires et l'utilisation des comités de développement comme relais. La consultation des populations n'est pas un simple exercice de style, mais une condition essentielle pour un développement local efficace, légitime et équitable. Elle constitue un rempart contre les dérives autoritaires et un moteur pour une gouvernance réellement ancrée dans les réalités locales.

En définitive, le rôle des élites dans le développement local d'Akonolinga apparaît à la fois essentiel et ambivalent. Le bilan de leurs actions révèle des avancées notables dans les domaines des infrastructures, de l'éducation, de la santé, ou encore du soutien communautaire. Leur implication a permis de combler certains manquements de l'État, de renforcer la solidarité locale et de stimuler des dynamiques économiques et sociales positives. Cependant, ce bilan reste limité par de nombreuses difficultés structurelles et contextuelles. L'insuffisance des ressources financières, les rivalités de leadership, le manque de suivi des projets et la faible implication des populations freinent l'impact réel de leurs interventions.

CONCLUSION GÉNÉRALE

À l'ère de la décentralisation, la commune d'Akonolinga se positionne comme un espace stratégique de gouvernance locale, de participation citoyenne et de développement intégré. Le processus de décentralisation engagé au Cameroun vise à rapprocher l'administration des citoyens, à renforcer les capacités des collectivités territoriales décentralisées et à promouvoir un développement équilibré et durable. Dans ce contexte, Akonolinga bénéficie d'un cadre institutionnel qui lui permet de mobiliser ses ressources locales, d'impliquer ses élites, ses communautés et ses partenaires dans la gestion des affaires locales. Qu'il s'agisse de l'aménagement du territoire, de l'éducation, de la santé, de l'agriculture ou de la promotion socioculturelle, la commune dispose désormais d'une marge d'autonomie pour orienter ses politiques selon les priorités locales. Cependant, les défis demeurent nombreux : faiblesse des ressources financières, insuffisance des infrastructures de base, manque de technicité locale, conflits de leadership et participation parfois timide des citoyens. Pour faire face à ces enjeux, un changement de paradigme est nécessaire, fondé sur une gouvernance inclusive, la transparence, le renforcement des capacités locales et la responsabilisation des acteurs. La décentralisation offre à la commune d'Akonolinga une véritable opportunité pour se réinventer, renforcer sa résilience et s'engager résolument sur la voie du développement durable, à condition de mobiliser efficacement toutes ses forces vives dans un esprit de solidarité, de cohérence et de vision partagée.

L'analyse de la vie socio-économique de la commune d'Akonolinga met en lumière une réalité contrastée, marquée à la fois par des potentialités importantes et des défis persistants. L'activité économique repose encore largement sur l'agriculture de subsistance, le petit commerce informel et des initiatives individuelles souvent non structurées. Sur le plan social, la précarité des services de base santé, éducation, accès à l'eau potable, infrastructures freine l'amélioration du bien-être collectif et renforce les inégalités. Face à cette situation, les élites locales se présentent comme des acteurs de premier plan dans la dynamique de transformation. Qu'elles soient politiques, économiques, traditionnelles ou religieuses, ces élites participent, à divers niveaux, à la mise en œuvre d'initiatives de développement : construction d'infrastructures, organisation de campagnes sanitaires, appui à l'éducation, soutien aux jeunes, etc³⁸⁴. Leur mobilisation contribue à combler partiellement les insuffisances de l'État, tout en renforçant la

³⁸⁴ A. J. Njoh, « Local Governance and Infrastructure Development in Africa », *Routledge*, 2018, p.89.

gouvernance locale³⁸⁵. Cependant, leur action reste encore limitée par des contraintes telles que le manque de coordination, les conflits de leadership, l'absence de vision commune et les moyens financiers restreints³⁸⁶. Une meilleure structuration des interventions, une synergie avec les pouvoirs publics et la société civile, ainsi qu'un renforcement des capacités des élites apparaissent comme leviers essentiels pour améliorer l'impact de leur engagement. En définitive, le développement local durable à Akonolinga ne pourra se faire sans une implication accrue, cohérente et désintéressée des élites, accompagnée d'un ancrage communautaire fort et d'un cadre institutionnel favorable à la décentralisation et à la participation citoyenne³⁸⁷.

L'élite locale d'Akonolinga, dans ses diverses composantes politique, économique, intellectuelle, religieuse et traditionnelle, constitue un maillon essentiel dans la dynamique du développement territorial. Son rôle s'est intensifié avec le processus de décentralisation au Cameroun, qui accorde une plus grande place aux acteurs locaux dans la gestion des affaires publiques³⁸⁸. Ces élites participent à la construction d'infrastructures, au renforcement des capacités des jeunes, à l'amélioration de l'offre éducative et à la promotion de la cohésion sociale. Cependant, leur action est souvent entravée par de nombreux défis : faiblesse des ressources financières, absence de coordination stratégique, rivalités internes et instrumentalisation politique³⁸⁹. La faible capitalisation des initiatives, l'approche élitiste et le manque de consultation des populations affaiblissent parfois l'impact réel de leurs interventions³⁹⁰. En outre, les défis liés à l'urbanisation, à la pauvreté et à la dégradation des services sociaux de base requièrent des réponses structurées et inclusives. Il devient donc urgent d'encourager une mobilisation plus rationnelle, solidaire et concertée des élites. La réussite d'un développement durable à Akonolinga passera par la mise en réseau des compétences locales, la transparence dans la gestion des projets, ainsi que par l'ancrage des interventions dans les besoins réels des

³⁸⁵ J. M. Kamdem, « Les élites locales et le développement rural au Cameroun », *Revue Africaine de Développement*, vol. XX, n°2, 2015, p.44.

³⁸⁶ C. Ebo'o, *Leadership communautaire et conflits d'intérêts au Cameroun*, Yaoundé, Éditions CLÉ, 2021, p. 56.

³⁸⁷ République du Cameroun, Loi d'orientation de la décentralisation, 2004, p. 8.

³⁸⁸ Ibid., p. 5.

³⁸⁹ J. M. Kamdem, « Les élites locales et le développement rural au Cameroun », *Revue Africaine de Développement*, n° 2, 2015, p. 29.

³⁹⁰ A. J. Njoh, « Local Governance and Infrastructure ... », p. 7.

communautés ³⁹¹. En somme, les élites, bien que confrontées à des limites, demeurent porteuses d'espoir pour transformer les défis en opportunités.

En définitive, le rôle des élites dans le processus de développement de la commune d'Akonolinga apparaît fondamental, bien que confronté à des limites structurelles et conjoncturelles. Le bilan révèle des interventions notables dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau et des infrastructures, traduisant une certaine volonté de répondre aux besoins communautaires. Cependant, ces actions restent souvent ponctuelles, non coordonnées, et parfois motivées par des logiques politiques ou de prestige personnel, au détriment d'une vision stratégique à long terme ³⁹². Les difficultés majeures identifiées incluent notamment le manque de synergie entre les élites, l'insuffisante implication des populations bénéficiaires, la faiblesse du soutien institutionnel de l'État, et l'existence de rivalités internes, souvent basées sur des logiques de leadership ou d'appartenance politique ³⁹³. À cela s'ajoute une faible culture de la gouvernance participative, qui limite l'émergence d'un développement local inclusif et durable. Pour l'avenir, il est essentiel de structurer l'intervention des élites autour d'un cadre de collaboration harmonisé avec les autorités municipales, les OSC et les partenaires au développement. La mise en place d'un mécanisme de concertation permanent, la formation des élites en leadership et gestion du développement local, ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat local sont des pistes prioritaires. Une telle démarche permettrait de renforcer l'impact des actions élitaires et de contribuer efficacement à la transformation socio-économique de la commune d'Akonolinga.

L'analyse de la période 1959-2000 dans la commune d'Akonolinga montre que les élites ont joué un rôle ambivalent dans le processus de développement local. Héritières d'un système postcolonial centralisé, leur action a oscillé entre engagement réel pour le progrès de leur communauté et instrumentalisation du pouvoir à des fins personnelles ou partisans. Dans un contexte de faible autonomie locale, de centralisation des ressources et de clientélisme politique, la capacité des élites à impulser un développement structurant a été limitée ³⁹⁴. Certes, plusieurs

³⁹¹ P. Tchawa, « Acteurs locaux et gouvernance territoriale au Cameroun », *Les Cahiers d'Afrique de l'Ouest*, n° 10, 2017, p. 33.

³⁹² M. Tchindjang, *Décentralisation et développement local au Cameroun : enjeux et perspectives*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 128.

³⁹³ J. E. Ngolle, *Les élites camerounaises face au défi du développement*, Yaoundé, PUCA, 2007, p.78.

³⁹⁴ J. F. Bayart, *L'État en Afrique ...*, p. 204.

réalisations d'envergure ont été observées, notamment dans l'éducation, la santé, et l'amélioration des infrastructures de base. Cependant, ces initiatives ont souvent souffert d'un manque de coordination, d'une absence de planification durable, et de la faible implication des populations locales, éléments pourtant essentiels à la réussite d'un développement endogènes³⁹⁵. De plus, les rivalités internes entre élites et les logiques de domination ethno-politiques ont parfois freiné la mise en œuvre de projets collectifs. Pour faire face à ces limites, la perspective d'une décentralisation effective, amorcée à la fin des années 1990, offrait un nouveau cadre pour repenser la gouvernance locale. Elle appelait à une redéfinition des rôles des élites comme partenaires techniques, relais institutionnels et catalyseurs de la mobilisation communautaire³⁹⁶. En ce sens, une meilleure formation, une plus grande transparence, et une ouverture au dialogue local apparaissent comme les clés de l'efficacité future de l'action élitaine.

³⁹⁵ B. Foko & C. Yonta, *Élites locales et développement au Cameroun : entre engagement et clientélisme*, Yaoundé, PUCA, 1998, p. 130.

³⁹⁶ I. Mouiche, « Pouvoirs locaux et élites politiques au Cameroun », In *Afrique Contemporaine*, n°213, 2005, p.111.

ANNEXES

ANNEXE 1

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
UNIVERSITE DE YAOUNDE I
FACULTE DES ARTS, LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT DE D'HISTOIRE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I
FACULTY OF ARTS, LETTERS AND
SOCIALS SCIENCES
DEPARTMENT OF HISTORY

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, **Pr. EBALE Raymond Anselme**, chef de Département d'Histoire de l'Université de Yaoundé I (FALSH), certifie que l'étudiant **ESSAMBA SAMBA Willy Joëlle**, matricule **13C506** est admis en Master 2 de depuis Novembre 2024, au Département d'Histoire, spécialité : **Histoire Economique et Sociale**. Il poursuit actuellement sous la direction du **Dr. SAHA TCHINDA Etienne** (*Chargé de Cours*), une recherche universitaire portant sur le thème : « *Elites et développement local dans le département du Nyong et Mfoumou : cas de la commune d'Akonolinga (1959 – 2000)* ».

Nous le recommandons aux responsables des Administrations, Centres de documentation, archives et toutes institutions de recherches nationales ou internationales et tout autre support de diffusion de l'information relatif à son thème de recherche en vue de lui faciliter la recherche.

En foi de quoi, la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé, le 28 NOV 2024

Le chef de Département



Raymond A. EBALE
Professeur Titulaire des Universités

ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE ORALE

Section I : Commune d'Akonolinga à l'ère de la décentralisation

1. Que savez-vous de la politique de décentralisation mise en œuvre dans votre commune ?
2. La mairie vous semble-t-elle plus proche et réactive depuis la décentralisation ?
3. Quels changements avez-vous observés dans la gestion locale depuis cette réforme ?
4. Pensez-vous que les populations participent davantage à la prise de décision ?
5. Quelles sont, selon vous, les forces et les limites de la décentralisation à Akonolinga ?

I. Contexte de création et situation géographique

1. Depuis quand vivez-vous à Akonolinga ?
2. Que savez-vous de la création administrative de la commune ?
3. Où se situe géographiquement votre quartier ou village ?
4. Comment évaluez-vous la vie politique locale ?

II. Ressources et potentialités

5. Quelles sont les principales cultures agricoles pratiquées ici ?
6. Y a-t-il des ressources naturelles ou minières exploitées ?
7. Quelles sont les principales activités génératrices de revenus dans votre communauté ?

Section II : Vie socio-économique et promotion du développement par les élites

1. Comment évaluez-vous la situation économique actuelle de la commune ?
2. Quels sont les secteurs les plus porteurs ou les plus négligés ?
3. Les élites locales soutiennent-elles l'économie locale (création d'emplois, soutien aux jeunes, infrastructures) ?
4. Avez-vous connaissance d'initiatives concrètes mises en œuvre par les élites pour le développement ?
5. Les élites vous semblent-elles proches des préoccupations de la population locale ?

I. Les élites locales

8. Qui sont les personnalités influentes ou les élites connues dans votre localité ?
9. En quoi ces élites participent-elles au développement (routes, écoles, dons, etc.) ?
10. Les élites traditionnelles ou religieuses sont-elles impliquées dans la vie communautaire ?

II. Besoins vitaux et infrastructures

11. Avez-vous un accès régulier à l'eau potable ?
12. Quelles sont les difficultés majeures en matière de santé et alimentation ?
13. Comment décrivez-vous l'état des routes et écoles dans votre zone ?
14. Pensez-vous qu'un développement local participatif est possible ? Pourquoi ?

Section III : Déploiement de l'élite pour le développement

Qui considérez-vous comme « élite » dans votre commune ?

2. Comment ces élites interviennent-elles dans la vie locale (éducation, santé, infrastructures, etc.) ?
3. Est-ce que leur action est coordonnée avec la municipalité ?
4. Les jeunes et femmes sont-ils associés dans ces dynamiques ?
5. Quels impacts concrets observez-vous des actions de l'élite dans la commune ?

I. Dynamiques et stratégies

15. Quelles actions concrètes avez-vous observées de la part des élites ?
16. Interviennent-elles à titre personnel ou en collaboration avec l'État/ONG ?
17. Y a-t-il des programmes gouvernementaux ou du PNDP visibles dans votre commune ?
18. Quelles figures majeures contribuent le plus à la commune ? Pouvez-vous les citer ?
19. Connaissiez-vous d'autres initiatives portées par des jeunes ou élites mineures ?

Section IV : Bilan, difficultés et perspectives

Quel bilan général faites-vous des actions des élites locales jusqu'à présent ?

2. Quelles sont les principales difficultés rencontrées par ces acteurs dans la mise en œuvre de leurs projets ?
 3. Y a-t-il des conflits ou des blocages entre la mairie et les élites ?
 4. Quelles sont vos attentes pour le futur développement d'Akonolinga ?
 5. Quelles solutions proposez-vous pour renforcer l'impact des élites dans le développement local
- I. Retombées des actions des élites**

20. Avez-vous noté une amélioration dans le commerce, l'hygiène ou la scolarisation ?
21. Les changements récents sont-ils dus aux élites, à la mairie ou aux ONG ?

II. Difficultés rencontrées

22. L'État soutient-il suffisamment les projets locaux ?
23. Trouvez-vous que vos élites sont engagées ? Pourquoi ?
24. Quelles potentialités de la commune sont négligées selon vous ?

III. Perspectives

25. Que faudrait-il faire pour renforcer l'action des élites locales ?
26. Comment les jeunes pourraient-ils être davantage impliqués ?
27. Que pensez-vous des conflits entre leaders locaux ?
28. Que proposez-vous pour améliorer la cohésion et le vivre-ensemble ?

SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. ARCHIVES

- BAD, Stratégie de promotion de l’entrepreneuriat des jeunes en Afrique, 2020.
- Banque mondiale, Financement de l’éducation en Afrique francophone, 2019.
- Banque Mondiale, Partenariats public-privé et développement local au Cameroun, Rapport - technique, 2020.
- Banque mondiale, Renforcement des capacités locales pour le développement durable en Afrique subsaharienne, Rapport 2020.
- CEFA, Citoyenneté active et développement local, Étude de cas Cameroun, 2021.
- Commune d’Akonolinga, Plan communal de développement, 2021.
- FEICOM, Étude sur la gestion de l’assainissement dans les communes, 2021.
- FEICOM, Guide méthodologique de planification locale de l’assainissement, 2020.
- FIDA, Projet d’appui au développement des filières agricoles, Cameroun, rapport 2023.
- GIZ, Approche PHAST et assainissement communautaire au Cameroun, Rapport de mission, 2022.
- Human Rights Watch, Covid-19 and the Impact on Education in Sub-Saharan Africa, 2021.
- Institut National de la Statistique (INS), Rapport sur les conditions de vie des ménages, 2020.
- MINADER, Statistiques agricoles régionales Région du Centre, 2022.
- MINEDUB (Ministère de l’Éducation de Base), Rapport statistique, 2022.
- MINHDU, Politique nationale de développement urbain, Yaoundé, 2019.
- Ministère de la Jeunesse et de l’Éducation Civique (MINJEC), Plan stratégique national d’éducation civique 2020–2030, Yaoundé, 2020.
- OMS, Hygiène et comportements : rapport Afrique centrale, 2020.
- ONU-Habitat, Renforcement des capacités de gouvernance locale pour le développement durable, Rapport 2019.
- Programme National de Développement Participatif (PNDP), Rapport annuel 2022.
- UNESCO, L’éducation civique et morale en Afrique : défis et perspectives, Rapport régional, 2019.
- UNESCO, L’éducation des filles : Un enjeu majeur pour le développement, 2020.
- UNESCO, L’Enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) pour les jeunes en Afrique subsaharienne, 2021.

- UNESCO, Politiques culturelles pour le développement durable, Rapport mondial 2022.
- UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2022.
- UNICEF, Réduire les inégalités d'accès à l'éducation en Afrique subsaharienne, 2020.

II. SOURCES ORALES

N°	Noms et prénoms	Age	Fonction	Lieu	Date
1	Abat Raymond	47	Agronome	Akonolinga	Le 31aout 2025
2	Abeng Antoinette	31	Infirmière	Akonolinga	Le 23 juillet 2025
3	Aboudou Céline	45	Enseignante	Akonolinga	Le 23 juillet 2025
4	Ada Félicite	46	Fonctionnaire	Akonolinga	Le 23 juillet 2025
5	Adougou Jean	30	Sans emploi	Akonolinga	Le 23 juillet 2025
6	Akamba Jacqueline	20	Élève	Akonolinga	Le 23 juillet 2025
7	Akamba nang	30	Agent communal	Akonolinga	Le 23 juillet 2025
8	Akono Victor	75	Notable	Akonolinga	Le 23 juillet 2025
9	Amba landry	32	Pêcheur	Akonolinga	Le 23 juillet 2025
10	Angoanda Yannis	60	Catéchiste	Akonolinga	Le 23 juillet 2025
11	Angono Stevie	35	Enseignante	Akonolinga	Le 23 juillet 2025
12	Anguida Jean	40	Chef traditionnel	Akonolinga	Le 23 juillet 2025
13	Antsio laurent	41	Chauffeur	Akonolinga	Le 31aout 2025
14	Ateba Abanda	31	Agent d entretien à la commune	Akonolinga	Le 31aout 2025
15	AZIE Brigitte	52	Sage-femme	Akonolinga	Le 31aout 2025
16	Bekono Léonce Flore	44	Greffier	Akonolinga	Le 31aout 2025
17	Bello Benoit	36	Gendarme	Akonolinga	Le 31aout 2025
18	Bibifa	78	Prêtre catholique	Akonolinga	Le 31aout 2025

19	Bika Dorice	33	Agent des eaux et forets	Akonolinga	Le 31aout 2025
20	Bilounga Metsam	57	Agent communal	Akonolinga	Le 8 septembre 2025
21	Biwole Henry	48	Pasteur	Akonolinga	Le 8 septembre 2025
22	Bouga Mireille	33	Coiffeuse	Akonolinga	Le 4 octobre 2025
23	Brigitte Afana	34	Infirmière	Akonolinga	Le 8 septembre 2025
24	Djanam Laure	45	Receptioniste	Akonolinga	Le 8 septembre 2025
25	Ekanga Jean Paul	79	Chef traditionnel	Akonolinga	Le 8 septembre 2025
26	Elanga Anne	23	Etudiante	Akonolinga	Le 23 juillet 2025
27	Emery Dilane	27	Commercante	Akonolinga	Le 8 septembre 2025
28	Essinga Laure	26	Sans emploi	Akonolinga	Le 8 septembre 2025
29	Evina René	67	Retraité	Akonolinga	Le 8 septembre 2025
30	Louma Stéphane	42	Fonctionnaire	Akonolinga	Le 20 septembre 2025
31	Mbiamia Joël	30	Militaire	Akonolinga	Le 20 septembre 2025
32	Mbiloa Bertrand	34	Pasteur	Akonolinga	Le 20 septembre 2025
33	Meke Kombo	34	Enseignant	Akonolinga	Le 20 septembre 2025
34	Meke Nanga	67	Retraite	Akonolinga	Le 20 septembre 2025
35	Mengue Laure	27	Fonctionnaire	Akonolinga	Le 20

					septembre 2025
36	Mengue Patricia	38	couturiere	Akonolinga	Le 20 septembre 2025
37	Messala Landry	27	Enseignant	Akonolinga	Le 20 septembre 2025
38	Meyong Gabriel	60	Retraite	Akonolinga	Le 20 septembre 2025
39	Mimbang Arlette	34	Couturière	Akonolinga	Le 31aout 2025
40	Mpouam Bernadin	45	Sableur	Akonolinga	Le 31aout 2025
41	Mvele Dejoly	38	Sableur	Akonolinga	Le 8 septembre 2025
42	Mvondo Alice	34	Fonctionnaire	Akonolinga	Le 23 juillet 2025
43	Mvondo Pélagie	44	Enseignante	Akonolinga	Le 4 octobre 2025
44	Nanga Nguele	34	Commercante	Akonolinga	Le 4 octobre 2025
45	Nguele Guy	24	Eleve	Akonolinga	Le 4 octobre 2025
46	Nguele Jean Marie	22	Etudiante	Akonolinga	Le 20 septembre 2025
47	Ntonga Raoul	38	Planteur	Akonolinga	Le 4 octobre 2025
48	Olinga Gérard	40	Chauffeur	Akonolinga	Le 4 octobre 2025
49	Oundi Fridolin	28	Macon	Akonolinga	Le 4 octobre 2025
50	Péguy Gervais	56	Notable	Akonolinga	Le 20 septembre 2025
51	Yemeli Aurelien	29	Peintre	Akonolinga	Le 31aout 2025

III. OUVRAGES

- Bayart J. F., *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.
- Biwole G., *L'institution communale au Cameroun, Yaoundé*, SOPECAM, 1984.
- Bopda A., *Dynamiques sociales et gestion locale au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2016.
- Boudon R., & Bourricaud F., *Dictionnaire de la sociologie*. Paris, PUF, 2004.
- Ebo'o C., *Leadership communautaire et conflits d'intérêts au Cameroun*, Yaoundé, Éditions CLÉ, 2021
- Essomba J. P., *Participation citoyenne et efficacité des projets communaux au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2021.
- Finkem Martin, *Communes et gestion municipale au Cameroun : institutions municipales, finances et budget, gestion locale, interventions municipales*, Yaoundé, Presses du Groupe Saint François, 1996.
- Fondation Ango Ela P., (sous la coordination technique), *Les politiques de décentralisation au Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 2013.
- Hountondji P., *La domination culturelle et ses conséquences en Afrique*, Paris, Karthala, 2002.
- Kamto M., *Pouvoir et droit en Afrique noire : essai sur les fondements du constitutionnalisme dans les Etats d'Afrique noire francophone*, Paris, LGDJ, 1987
- Kankeu J., *L'Etat-nation camerounais, contribution au cinquantenaire de l'indépendance de la réunification*, Bamougoum, Presses Universitaires de la Périphérie, 2010.
- Kom Tchuenté B., *Cameroun : la décentralisation en marche*, Yaoundé, Presses Universitaires de Yaoundé, Coll. connaissances, 2013.
- Kom Tchuenté B., *Développement communal et gestion urbaine au Cameroun, les enjeux de la gestion municipale dans un système décentralisé*, Yaoundé, Ed. Clé, 1996.
- Kuaté J. P., *Le conseil municipal au Cameroun, Fonctionnement et responsabilités*, Yaoundé, SOPECAM, Ed. Bilingue, 2014.
- Kuaté Jean Pierre, *Les collectivités territoriales décentralisées au Cameroun*, Recueil de textes, 6e éd., 2013.
- La Constitution camerounaise du 18 janvier 1996

- Marafa Hamidou Yaya, *Le choix de l'action, mes dix ans au MINAT*, les Editions du Schabel, septembre 2014.
- Mbonji Edjenguele A., *Gouvernance locale et développement participatif au Cameroun*, Yaoundé, Presses Universitaires Africaines, 2016.
- Messengue Avom B., *Le préfet et l'Etat au Cameroun*, Yaoundé, Presses de l'UCAC, 2005.
- MINDEVEL, *Guide de planification participative dans les communes du Cameroun*, Yaoundé, Éditions MINDEVEL, 2021.
- Nach Mback C., *Démocratisation et décentralisation : Genèse et dynamiques comparées des processus de décentralisation en Afrique Subsaharienne*, Paris, Kartala-PDM, 2003.
- Ndock Ndock G., *Urbanisme de rattrapage et conflits d'odonymes à Yaoundé*, Presses de l'UCAC, 2020.
- Ndzana A., *La gouvernance locale au Cameroun, défis et perspectives*, Éditions Universitaires Africaines, 2017.
- Ngane S., *La décentralisation au Cameroun, un enjeu de gouvernance*, Afrédit, mai 2008.
- Ngatcha-Ribert J. C., *Les élites en Afrique : enjeux, crises et perspectives*, Paris, L'Harmattan, 2016.
- Nkoum J. M., *Economie locale et dynamiques territoriales au Cameroun*, Yaoundé, PUA, 2018.
- Nlep R.G., *L'administration publique camerounaise : contribution à l'étude des systèmes africains d'administration publique*, Paris, LGDJ, 1986.
- Ntoumba D., *Décentralisation et développement local au Cameroun : rôle des acteurs locaux*, Paris, L'Harmattan, 2019.
- Olinga A. D., *La constitution de la République du Cameroun*, Yaoundé, Presses de l'UCAC, 2006.
- Onana H.F., *Pratique de la gouvernance au Cameroun, entre désétatisation et démocratisation*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- Ondoua A., (Sd.), *La constitution camerounaise du 18 janvier 1996 : bilan et perspectives*, Paris, Africaine d'édition, novembre 2007.
- Ongolo R., *Les élites locales et la participation communautaire au développement rural*, Paris, Presses Académiques Africaines, 2018.
- Owona J., *La décentralisation Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 2011.

- Sindjoun L., *État et politique en Afrique noire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- Tchamda C., *Les associations de développement local au Cameroun : entre participation populaire et relais des élites*, Yaoundé, CERDOTOLA, 2018.
- Tchindjang M., *Décentralisation et gouvernance territoriale au Cameroun : enjeux et défis*, Yaoundé, CEPER, 2020.
- Tchounbia Elang R., *Décentraliser et démocratiser : la gouvernance locale*, Yaoundé, Presses de l'UCAC, 2004.
- Wandjick J.F., « *La décentralisation du pouvoir au Cameroun entre rupture et continuité, réflexion sur les réformes engagées entre 1996 et 2009*, CAFRAD, 2011.
- Yonta R., *La participation communautaire au Cameroun : enjeux et pratiques*, Éditions CLÉ, Yaoundé, 2020.

IV- THÈSES ET MÉMOIRES

- Akame Nyate. J. D., ‘‘L’expérience communale au Cameroun, le cas de Dja et Lobo des origines à 1960’’, Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé I, 1989.
- Amat. B., Cortadellas, T. ‘‘ Ngovayang II : un village du Sud Cameroun, contribution à une étude de la Santé en Afrique’’, Mémoire de l’Ecole Pratique des Hautes Etudes de Paris vie, Section Sciences Economiques et Sociales, Centre de Recherches Coopératives, 1972.
- Doungue Kamo G. Y., ‘‘Les attributions de l’autorité municipale en matière d’urbanisme au Cameroun’’, Thèse de Doctorat/Ph. D en Droit Public, Université de Dschang, 2019-2020.
- Frisca L., ‘‘ Les élites du développement local : Le cas de Foumban au Cameroun’’, Thèse de Doctorat en Science de Gestion, Université de Versailles-Saint, Quentin en Yveline, 2009.
- Keudjeu de Keudjeu J.R., ‘‘L’autonomie des collectivités territoriales décentralisées au Cameroun’’, Thèse de doctorat Ph. D en Droit Public, FSJP/ Université de Douala, 20 décembre 2012.
- Maecelin C. F., ‘‘ Elites politiques féminines et le développement socioéconomique de l’arrondissement de Mfou 1960-2010’’, mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2019.

- Mayo Ngong J. M., “ la commune de Botmakak et sa contribution au développement socioéconomique de l’arrondissement de Botmakak 1962-2015’’, Mémoire de DIPES II, Université de Yaoundé I, 2018.
- Ngang J. M., “La représentation constitutionnelle des collectivités territoriales au Cameroun’’, Thèse de Doctorat/Ph. D, option Droit Public, FSJP/ Université de Yaoundé II, Année Académique 2008-2009.
- Ngono Tsimi L., ‘‘L’autonomie administrative et financière des collectivités territoriales décentralisées : l’exemple du Cameroun’’, Thèse de Doctorat/Ph. D en droit public, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne, septembre 2010.
- Ngueche S., ‘‘La formation de l’autonomie financière des collectivités territoriales décentralisées au Cameroun’’, Thèse de Doctorat/Ph. D en Droit Public, FSJP/Université de Yaoundé II, année académique 2014-2015.
- Noadjeu Cheumanic C. ‘‘ Approche de gestion durable de la chasse dans l’unité Technique Opérationnelle de Campo Ma’a (UTOCM) Sud Cameroun’’ Mémoire de DESS en Environnement, Université de Yaoundé I, 2007.
- Tchieno Timene A., ‘‘Recherche sur les mécanismes juridiques de financement des collectivités territoriales décentralisées au Cameroun’’, Thèse de Doctorat/Ph.D en Droit Public, Université de Dschang, 18 avril 2017.
- Tenkeu V. A., « La qualité d’ordonnateur du budget des communes en finances publiques locales au Cameroun’’, Thèse de Doctorat/Ph. D en Droit Public, Université de Dschang, Décembre 2018.
- Tchoumba, A., « Chefs-lieux et dynamiques territoriales au Cameroun », Mémoire de Master en Sociologie, Université de Yaoundé I, 2020.
- L. Tchoumba, « Économie rurale et dynamiques paysannes au Cameroun », Mémoire de Master en Science Economique, Université de Yaoundé II, 2018.

V. ARTICLES DE REVUE

- Ekani J., « Conflits d’autorité dans les communes du Cameroun, une gouvernance en crise », *Revue des Sciences Sociales du Cameroun*, n°25, 2018, pp. 33-45

- Fokou G, & Mvondo S., « Le rôle des comités locaux dans le développement communautaire », *Revue Africaine de Développement*, 22(3), 2019, pp.129-143.
- Fokou G., & Neba M., « Rôle des acteurs multiples dans la gestion des projets communautaires », *Revue du Développement Local*, 8(3), 2020, pp. 56-75.
- H.Mbarga, "Engagement des élites et dynamiques locales de développement dans le Centre-Cameroun", *Revue des Études Africaines*, n°24, 2020, pp. 66-73.
- Kamdem J. M., « Les élites locales et le développement rural au Cameroun », *Revue Africaine de Développement*, vol. XX, n°2,2015, pp. 44-60.
- Mbarga S., « Les défis de la gestion communale au Cameroun », *Revue africaine d'administration publique*, n°108, 2020, pp. 28-37.
- Ndjeng C., « Plaidoyer politique et développement local : l'expérience des élites de la région Centre ». *Revue Cameroun Décentralisation*, n°5,2017, pp. 59-72.
- Ngoma-Binda M., « Mondialisation et perte des identités culturelles africaines », *Revue africaine de développement*, vol, 12, n° 1,2010, p. 68-85.
- Ngomo M., "Décentralisation et gouvernance locale au Cameroun", *Revue Africaine d'Administration Publique*, n°87, 2018, pp.12-24.
- Ngounou J.-C., « Gouvernance locale et conflits d'élites au Cameroun », *Revue Africaine de Science Politique*, Vol. 12, n°2, 2020, pp. 45-58.
- Nguemgne L., « La participation des élites au développement local au Cameroun : entre volontarisme et contraintes structurelles », *Revue Africaine de Sociologie*, vol. 22, n°1,2018, pp. 45-63.
- Njoh A.J., "Local Governance and Infrastructure Development in Africa", *Routledge*,2018, pp. 89-105.
- Njoya C., Le rôle des élites dans la gouvernance locale au Cameroun. *Revue Africaine de Décentralisation*, n°12,2017, pp. 55-67.
- Nkoum Me Nkoum J., "Les rivalités politiques locales et leurs impacts sur la gouvernance communale au Cameroun", *Revue Africaine des Politiques Locales*, Vol. 4, 2019, pp. 48-61.
- Sindjoun L., La gouvernance locale au Cameroun : entre autonomie et dépendance, *Revue Africaine de Science Politique*, vol. 7, n°1, 2002, pp. 28-46.
- Tchawa P., « Acteurs locaux et gouvernance territoriale au Cameroun », *Les Cahiers d'Afrique de l'Ouest*, n° 10,2017, pp. 33-45.

- Tchindjang M., "Décentralisation et gestion des conflits dans les collectivités locales au Cameroun", *Revue Africaine de Développement*, Vol. 14, n°1, 2020, pp. 102-111.
- Tchindjang M., "Géopolitique des élites locales et développement au Cameroun", In *Revue Africaine de Gouvernance Locale*, n°7, 2015, pp. 45-59.
- Tchindjang M., « Décentralisation et gouvernance culturelle au Cameroun : défis et perspectives », *Revue Africaine des Politiques Publiques*, n°5, 2015, pp. 44-59.
- Tsala J.P., "Identité et développement local : le rôle des élites rurales au Cameroun", *Revue africaine de sociologie*, vol. 26, n°1, pp. 91-112.

VI. SOURCES ELECTRONIQUES

www.memoireonline.com/07/09/2358/m_Elites-urbaines-et-politique-locale-au-Cameroun-Le-cas-de-Bayangam0.html , consulté le 28 juillet 2025.

Wikipedia: fr.wikipedia.org/wiki/Chefferies_traditionnelles_au_Cameroun , consulté le 28 juillet 2025.

Memoire Online: www.memoireonline.com/04/22/12874/Qute-bigmanique-et-lgitimation-politique-locale-des-lites-urbaines-au-Cameroun-Cas-de.html , consulté le 28 juillet 2025.

Wikipedia: fr.wikipedia.org/wiki/Transhumance_politique_%28Nord-Cameroun%29 , consulté le 28 juill

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	ii
REMERCIEMENTS.....	iv
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES.....	v
LISTE DES ILLUSTRATIONS	vi
RÉSUMÉ.....	vii
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE	2
II. RAISONS DU CHOIX DU SUJET	3
III. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE.....	4
IV. INTÉRÊTS DE L'ÉTUDE	4
V. DÉLIMITATION SPATIO-TEMPORELLE	5
VI. DÉFINITIONS DES CONCEPTS	6
VII. REVUE DE LA LITTÉRATURE	11
VIII. PROBLÉMATIQUE	14
IX. APPROCHE METHODOLOGIQUE.....	15
X. DIFFICULTES RENCONTREES	16
XI. PLAN.....	17
CHAPITRE I : LA COMMUNE D'AKONOLINGA A L'ERE DE LA DECENTRALISATION.....	20
I. CONTEXTE DE CRÉATION DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA ET LA DECENTRALISATION AU CAMEROUN	21
1. Contexte de création de la Commune d'Akonolinga.....	21
2. Situation géographique de la Commune.....	22
3. La démographie de la commune d'Akonolinga	24
4. Une organisation sociale reposant sur les coutumes	25

5. Un arrondissement dominé par le multipartisme.....	27
II. LES RESSOURCES OU POTENTIALITES DE LA COMMUNE	29
1. Une localité essentiellement agricole	30
2. Les ressources du sous-sol.....	34
3. Des activités génératrices de revenus (AGR)	38
CHAPITRE II : ELITES ET ÉTAT DE LIEU DE LA VIE SOCIO-ÉCONOMIQUE DANS LA COMMUNE D'AKONOLINGA.....	44
I. CATÉGORIE DES ÉLITES DANS LA COMMUNE D'AKONOLINGA	45
1. Les élites politiques	46
2. Élites économiques et intellectuelles	52
3. Élites dites traditionnelles et religieuses.....	54
II. LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE PRECAIRE DANS LA COMMUNE D'AKONOLINGA	58
1. L'insuffisance des voies de communication.....	59
2. Les défis d'adduction d'eau potable	64
3. Les carences alimentaires et sanitaires	66
4. Précarité des structures sociales de base.....	69
CHAPITRE III : L'ÉLITE DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA FACE AU DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT.....	72
I. LA CONTRIBUTION SOCIOPOLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE L'ÉLITE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA	73
1. La contribution sociopolitique de l'élite.....	74
2. Contribution économique de l'élite.....	78
II. STRATÉGIES D'ENGAGEMENT ET DE MOBILISATION ADOPTÉES PAR LES ÉLITES.....	87
III. LES LIMITES DE L'ÉLITE DANS LE DÉVELOPPEMENT SOCIOPOLITIQUE ET CULTUREL DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA.....	91

1. Limites dans le développement socio-économique	91
2. Limites dans le développement culturel	94
3. Les causes transversales de ces limites.....	97
CHAPITRE IV : DIFFICULTES, BILAN ET PERSPECTIVES RELATIVES AUX	
ACTIVITES DES ELITES DANS LA LOCALITE D'AKONOLINGA.....	100
I. LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ELITES DANS LA	
L'ACCOMPLISSEMENT DE LEURS ACTIVITÉS.....	101
1. L'insuffisance des ressources financières et les guerres de leadership entre les élites .	102
2. Le faible investissement dans les projets.....	103
3. Le manque de suivi des projets réalisés.....	103
II. RETOMBÉES DES ACTIVITÉS DES ÉLITES.....	106
1. La fluidité des activités commerciales et les réformes du secteur informel	106
2. La promotion du secteur hygiène et assainissement.....	108
3. Une meilleure scolarisation des élèves	112
III. JALONS POUR UNE MEILLEURE MOBILISATION DES ÉLITES LOCALES POUR	
LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE D'AKONOLINGA.....	115
1. La synergie d'action entre les différents acteurs et la multiplication des partenaires ...	115
2. Les renforcements des formations professionnelles et civiques des jeunes	120
3. La lutte contre les guerres de leadership et la consultation des populations dans la	
réalisation des projets.....	123
CONCLUSION GÉNÉRALE	128
ANNEXES.....	133
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	138
TABLE DES MATIERES	149